

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

DE
LA SAISIE-ARRÊT

ET PARTICULIÈREMENT

DE SON APPLICATION AUX TRAITEMENTS ET SALAIRES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PAR

LOUIS CONSTANTIN

LAURÉAT DE LA FACULTÉ DE DROIT

RÉDACTEUR A LA PRÉFECTURE DE LA SEINE

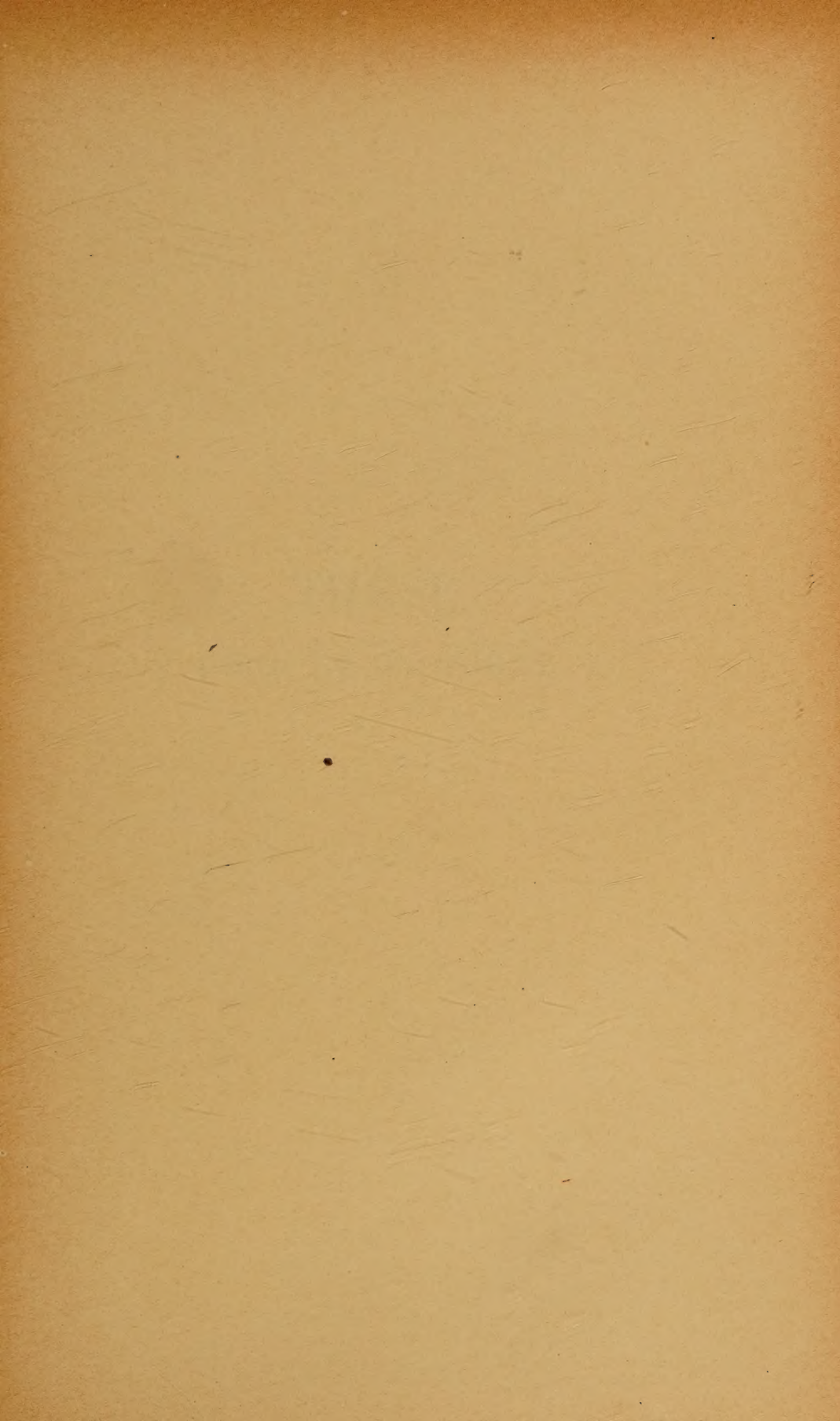
PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

—
1898



THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

DE
LA SAISIE-ARRÊT

ET PARTICULIÈREMENT

DE SON APPLICATION AUX TRAITEMENTS ET SALAIRES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le mardi 15 février 1898, à 2 heures 1/2

PAR

LOUIS CONSTANTIN

LAURÉAT DE LA FACULTÉ DE DROIT

RÉDACTEUR A LA PRÉFECTURE DE LA SEINE

Président : M. DUCROCQ,

Suffragants : { MM. CHAVEGRIN, } *professeurs.*
JAY, }

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, EDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1898



A LA MÉMOIRE DE MON PÈRE

A MA MÈRE

DE LA SAISIE-ARRÊT

ET PARTICULIÈREMENT

DE SON APPLICATION AUX TRAITEMENTS ET SALAIRES

PREMIÈRE PARTIE

DE LA SAISIE-ARRÊT EN GÉNÉRAL.

CHAPITRE PREMIER

HISTORIQUE.

Origine de la saisie-arrêt. — L'histoire de la saisie-arrêt a rarement été étudiée par les divers auteurs qui ont traité de cette voie de procédure. Quelques-uns, cependant, n'ont pas hésité à lui attribuer une antique origine, en la rattachant au droit romain. Ce sont surtout les auteurs du siècle dernier, imbus des traditions romaines plus que de celles de notre droit du moyen âge, qui se sont attachés à cette idée. Ils semblent vo-

lontiers admettre qu'il existait dans la législation romaine des institutions analogues à notre procédure moderne. Cette opinion n'a cependant pas rencontré des défenseurs bien convaincus, ni qui aient consacré à cette question une étude quelque peu approfondie. C'est ainsi que Pothier se contente de dire que « le droit romain ne permettait cette saisie qu'après la discussion des autres biens du débiteur » (1) et il se réfère à la loi 15, §§ 2 et 8, D. *de re judicata*. Nous verrons un peu plus loin ce qu'il faut penser de cette citation. Quant à Hofacker, que l'on cite généralement en ce sens sur la foi d'une affirmation de Glück, il n'est pas à cet égard beaucoup plus catégorique. Il avance, en effet, cette proposition : *originem doctrinæ de arresto jus jam romanum continere videtur* (2). Mais il faut prendre garde que l'*arrestum* dont parle l'auteur allemand n'est pas précisément notre saisie-arrêt : c'est une mise sous la main de la justice, tant des biens que de la personne du débiteur ; elle nous apparaît encore comme une mesure purement conservatoire, moins proche de la saisie-arrêt moderne que du « simple arrêt » de notre ancien droit. Les deux lois romaines citées par notre auteur viennent encore confirmer cette manière de voir : la loi 7, § fin. D. II, 8, se rapporte au dépôt *apud officium judicis* d'un objet mobilier litigieux, lorsque la satisfaction réclamée n'a pu être fournie ; et quant à la loi 10,

(1) Pothier, *Coutume d'Orléans*, introduct. au titre 20, ch. 2, § 8.

(2) Hofacker, *Principia juris civilis*, III, § 4239.

§ 16, D. XLII, 8, elle parle d'un débiteur en fuite arrêté par un de ses créanciers, lequel se paie de ses propres mains sur l'argent emporté par ce débiteur. Assurément ce mode de poursuite, dont Cujas (1) avait déjà fait ressortir le caractère extra-légal, n'a rien de commun avec notre sujet.

En sens inverse, et avec plus de vérité, un autre auteur allemand, Glück, a pu conclure que « cette voie de droit ne paraît pas être d'origine romaine..... Elle a été introduite par la jurisprudence des tribunaux allemands, et confirmée par les lois de l'empire » (2). C'était également la solution à laquelle était déjà parvenu, dans notre ancien droit, Pinault des Jaunaux (3). Mais cette formule, tout exacte qu'elle est, demande à être complétée. S'il est prouvé qu'il n'existait point en droit romain de procédure analogue à celle de la saisie-arrêt, cette dernière n'a pas été créée de toutes pièces par les praticiens du moyen âge. Une institution nouvelle est toujours formée à l'imitation ou par extension d'une précédente. Et si nous remontons assez haut dans l'histoire de la saisie-arrêt, nous trouverons en dernière analyse qu'elle ne fut tout d'abord que le développement et la généralisation de voies de droit usitées en droit romain dans certains cas. Il n'est donc pas inutile de résumer brièvement de quelle

(1) Cujas, *Observationes*, XVI, 19.

(2) Glück, *Commentaires des Pandectes*, VI, § 520, note 25, des saisies-arrêts (passage cité et traduit par Roger, *Traité de la saisie-arrêt, avertissement*, note 1).

(3) *Coutumes générales de Cambrai*, sous l'art. 42 du titre XXV.

manière et dans quelles conditions le législateur romain avait compris et réalisé la saisie des créances.

Droit romain. — Les créances, au moins dans le dernier état du droit romain, ne pouvaient être saisies par un créancier que dans les deux cas suivants : lorsque la créance avait été constituée en gage, ou lorsqu'il s'agissait de l'exécution d'un jugement. Dans la première hypothèse, le débiteur peut se libérer en payant à son créancier direct, tant que le créancier gagiste ne l'a pas averti du droit de gage qu'il a acquis (1). S'il paie après cette notification, il reste tenu envers le créancier gagiste ; mais aussi le prêteur lui accorde-t-il une exception contre son propre créancier (2). Quant au créancier gagiste, il a deux voies différentes pour arriver à la réalisation de son gage : faire vendre la créance, et l'acheteur recevra du prêteur une action utile, ou bien réclamer pour lui-même cette action utile, afin d'exercer le droit de son débiteur (3). Si la créance constituée en gage a pour objet une somme d'argent, le créancier gagiste se paiera directement ; sinon l'objet de la créance deviendra son gage ; et il exerce son droit de gage suivant les règles usitées en cas de gage corporel (4).

Une application particulière du droit de saisie reconnu au créancier gagiste se produisait lorsque le fisc, en vertu de l'hypothèque générale qui lui était accordée

(1) 4, C. VIII, 16.

(2) 18, pr., D. XIII, 7.

(3) 7, C. IV, 39

(4) 18, pr., D. XIII, 7 et 13, § 2, D. XX, 1.

sur les biens de ses débiteurs, voulait s'en prendre aux créanciers de ceux-ci. Alors apparaît pour le débiteur un droit spécial de discussion, en vertu duquel le fisc ne peut saisir les créances qu'après avoir successivement discuté les biens meubles, puis les immeubles du débiteur (1).

En dehors de ce droit de gage, particulier ou général, portant sur une créance, nous ne trouvons plus qu'une autre hypothèse où le créancier puisse poursuivre les débiteurs de son débiteur. Il s'agit de l'exécution d'une sentence au moyen de la *pignoris capio in causa judicati*, institution qui paraît être d'origine prétorienne (2), et apparaît dans les textes législatifs à l'époque des Antonins. Mais ici encore, le créancier ne peut s'attaquer tout d'abord aux créances de son débiteur : il lui faut préalablement poursuivre l'exécution du jugement sur les meubles, puis sur les immeubles (3) ; c'est seulement en cas d'insuffisance de ceux-ci, ou lorsqu'il y a contestation sur ces biens (4), que le créancier peut faire porter la saisie sur les droits de créance. Encore la saisie n'est-elle admise, même alors, que si les créances saisies ne sont pas contestées (5). L'effet de la saisie est le même ici que pour le créancier gagiste : la créance sera vendue comme un gage corporel, ou le créancier

(1) 4, C. IV, 15.

(2) Tambour, *Des voies d'exécution*, I, p. 376 et suivantes.

(3) 15, § 2, et § 8, D. XLII, 1.

(4) 2, C. IV, 15.

(5) 15, § 9. D. XLII, 1 et 3, C. IV, 15.

exercera lui-même l'action utile contre les débiteurs de son débiteur : le choix de la mesure à prendre est laissé aux juges (1).

Un point reste obscur dans cette procédure : comment s'opérait la saisie ? On peut admettre dans le silence des textes qu'on saisissait les titres, et peut-être aussi, par analogie de ce qui se passait pour le gage conventionnel, que le créancier saisissant notifiait le fait au débiteur de la créance saisie, pour éviter que celui-ci ne se libérât entre les mains de son créancier direct (2). Il y aurait là peut-être un premier exemple du mode de procédure usité depuis dans notre droit ancien pour la saisie-arrêt, mais il est difficile de tirer parti d'une hypothèse aussi dénuée de fondements solides, pour établir l'origine romaine de l'institution que nous devons étudier.

En résumé, la saisie des créances nous apparaît en droit romain comme principalement caractérisée par son étroite limitation à deux cas restreints (3) et par l'obligation imposée au créancier saisissant de discuter préalablement les meubles et les immeubles de son débiteur. Il nous faut maintenant étudier ce que devint cette institution au cours des siècles qui suivirent la chute de l'Empire romain, et quelles modifications en altérèrent graduellement la nature.

(1) 15, § 10, D. XLII, 1.

(2) Tambour, I, p. 383.

(3) 1, C. VII, 53.

Droit coutumier. — L'invasion barbare n'apporta à notre sujet aucun élément nouveau. Le droit germanique, inhabile aux combinaisons subtiles, n'alla pas jusqu'à concevoir la possibilité de saisir des droits incorporels. Aussi les lois barbares, dans les articles qu'elles consacrent aux voies d'exécution, gardent-elles un silence absolu sur la saisie des créances. Il est probable que, durant la longue période de la domination franque, les populations romaines, qui avaient conservé l'usage de leur législation plus savante, continuèrent à mettre en pratique sur le point qui nous occupe, les voies de droit que nous venons d'exposer. Mais dans les lois qui furent rédigées à cette époque pour les habitants romains, rien ne vient éclairer notre sujet, et il nous faut franchir une longue suite de siècles pour arriver à l'époque où la féodalité, déjà puissamment organisée, favorisait la première éclosion de notre droit coutumier.

C'est seulement au XI^e siècle que nous rencontrons dans un ouvrage juridique la mention de poursuites exercées par le créancier contre les débiteurs de son débiteur (1). Ce qu'il faut surtout remarquer dans ce texte, c'est qu'il n'est plus question ici de limitation au cas de l'exécution de la chose jugée. Ce droit de poursuite est ouvert sans restriction au créancier, dès que l'insolvabilité

(1) *Petri exceptiones legum romanorum*, l. II, c. 40 : « Si debitor tuus non habet unde solvat quod tibi debet, ejus debitores, si quos habuerit, convenire apud judicem utiliter potes, ut secundum quod ei debent tuo debito satisfaciatur. »

son débiteur direct a été dûment constatée par la discussion de ses autres biens. C'est déjà une grande différence avec la législation romaine, dont l'auteur des *Petri exceptiones* a cependant conservé bien souvent la tradition. Les détails manquent encore sur la procédure suivie en pareil cas, mais il semble bien, d'après le dernier mot, que le débiteur principal soit mis en cause avec ses propres débiteurs dans une même instance. C'est donc déjà, moins l'arrêt lui-même, la procédure que nous allons voir se développer dans le droit coutumier.

Peu nombreux sont les textes dans la période qui précède la rédaction des coutumes, mais tous nous présentent une institution à peu près semblable. C'est ainsi que dans l'ordonnance de 1409 sur l'administration de la justice dans le Dauphiné, à défaut de meubles et immeubles suffisants, nous voyons la saisie porter sur les droits et actions du débiteur (1). La très ancienne coutume de Bretagne (1330) exige également la discussion préalable des meubles et immeubles du débiteur, mais, à leur défaut, elle permet l'exécution contre les débiteurs de ce débiteur : s'il y a titre exécutoire, on procédera contre eux par voie d'exécution directe ; sinon, le créancier prendra la voie de l'arrêt. Nous trouvons ici pour la première fois mentionné ce mode de procédure qui a fini par donner son nom à toute la saisie des

(1) Ordonnance du 12 juillet 1409, art. 79 (*Recueil d'Ordonnances de Laurière*, t. IX. p. 454).

créances. Une fois l'arrêt signifié, les deux débiteurs sont appelés en justice, et la décision du juge fournira au créancier un titre exécutoire grâce auquel il pourra poursuivre son paiement contre le débiteur secondaire (1).

La *Somme Rurale* (2) nous présente encore la même procédure : discussion préalable des meubles et immeubles du débiteur principal, appel des débiteurs de ce débiteur en justice pour obtenir par sentence un titre exécutoire, et mise en cause du débiteur principal. Mais il se présente une décision qui fait entrevoir un nouveau progrès : pour les dettes du fisc, c'est-à-dire du seigneur, les dettes peuvent être directement saisies, sans qu'il soit ici exigé de discussion préalable. Bouteiller n'admet, il est vrai, ce privilège qu'au cas où la créance saisie n'est aucunement contestée. Il n'y en a pas moins là le germe de la dernière étape qui va conduire notre procédure à la conception moderne. Ce dernier pas, nous le trouvons déjà fait dans la *Pratique* de Masuer. Les usages d'Auvergne, très bienveillants envers le créancier, n'exigent jamais de discussion. Le créancier peut commencer par arrêter les sommes dues à son débiteur ; après un délai de 10 jours, le débiteur du débiteur est ajourné pour venir consigner le montant de sa dette aux mains de la justice. Le premier débiteur est alors appelé à son tour pour contester la saisie, ou ad-

(1) *Très ancienne cout. de Bretagne*, ch. 300.

(2) II, 30, p. 825.

juger la somme au créancier (1). Masuer indique de plus une dénonciation de la saisie au débiteur principal, mais au lieu d'être faite par le saisissant comme dans notre droit actuel, elle émane du débiteur, aux mains duquel a été faite la saisie, et qui empêche ainsi son créancier direct de lui réclamer le paiement jusqu'à production de mainlevée (2).

Nous sommes parvenu dans cette rapide étude jusqu'à l'époque de la rédaction des coutumes. Un fait nous frappera tout d'abord ; c'est la rareté des dispositions relatives à notre matière. Nombre de coutumes, qui règlent minutieusement la saisie mobilière et la saisie réelle, passent complètement sous silence la saisie-arrêt. Peut-être faut-il voir dans cette omission presque constante la preuve du peu d'application dans la pratique de la saisie des créances. Encore, parmi les quelques coutumes qui consacrent un ou deux articles à cette procédure, faut-il commencer par éliminer celle de Lille (3), qui, par une curieuse anomalie, établissait pour les saisies de créances une procédure identique à celle des saisies réelles.

Parmi les coutumes qui traitent de la saisie-arrêt, la coutume de Lorris seule exige, dans ses deux rédactions de 1494 et 1531, la discussion préalable des meubles et immeubles du débiteur (4). La coutume de Bretagne,

(1) Masuer (Edition Fontanon), XXX, 44.

(2) *Id.*, XXX, 18.

(3) XIII, art. 6.

(4) Lorris, A. C., XX, 17 ; N. C., XX, 16.

dans sa première rédaction, se montrait aussi exigeante, mais la nouvelle coutume adopte sur ce point une solution diamétralement opposée ; l'arrêt est permis « sans aucune discussion des biens du débiteur » (1). La doctrine et la pratique ont donc subi un revirement complet entre 1539 et 1580. Toutes les autres coutumes admettent formellement la possibilité pour le créancier de commencer l'exécution par les créances de son débiteur, ou gardent un silence favorable à cette solution. Mentionnons seulement une légère exception, toute locale, pour la Chatellenie de Vichy (2) : encore n'en retrouvons-nous plus aucune trace dans la dernière rédaction de la coutume de Bourbonnais. Ainsi le droit coutumier, envisagé dans son ensemble, se prononçait de plus en plus contre la traditionnelle restriction inspirée par le droit romain. Et le triomphe du nouveau principe fut tel que Dumoulin énonce formellement qu'il « est à présent observé en tout le royaume, même aux coutumes qui disposent au contraire » (3). C'est ainsi que de la procédure romaine, si restreinte dans son application, nous avons vu sortir par degré, une voie de droit toute nouvelle. Nous avons vu, au XI^e siècle, le droit de poursuite du créancier sur les débiteurs de son débiteur revêtir un caractère général, en même temps que se formait l'action où figurent à la fois le débiteur principal et

(1) Bretagne. A. C., art. 126 et 261 ; N. C., art. 121 et 234.

(2) Bourbonnais, A. C., XIII, 2.

(3) Note sur la cout. de Berry, IX, 23.

de ses propres débiteurs ; au XIII^e siècle, nous avons rencontré pour la première fois le mot d'arrêt appliqué à notre procédure ; et nous avons enfin vu la dispense de toute discussion préalable, indiquée au XV^e siècle, s'affirmer et se généraliser au XVI^e. A partir de ce moment, notre procédure est à peu près complète.

Nous trouvons un exposé fort net de toute cette procédure, telle qu'elle existait au XVI^e siècle, dans la *Pratique judiciaire* d'Imbert. Le créancier ne peut encore commencer d'emblée par l'exploit de saisie-arrêt : à défaut de la discussion des autres biens meubles et immeubles, définitivement écartée par l'usage, il faut d'abord « faire commandement au condamné de payer : et s'il est refusant ou délayant, faut que le sergent lui déclare qu'il saisit telle somme de deniers ». Ainsi les deux actes se confondent en un seul. Il y a là une disposition toute particulière, dont ne parlent pas les textes antérieurs, et que nous ne retrouverons plus par la suite. Il est probable que cet avis anticipé de la saisie-arrêt, donné au saisi, est l'origine de la dénonciation qui, dans la procédure ultérieure, dut suivre l'exploit de saisie-arrêt, lorsqu'eut disparu la nécessité d'un commandement préalable.

Vient alors la saisie-arrêt proprement dite. Le sergent « déclare à celui qui doit la dette comment il a pris et saisi en la main du roi, à la requête de tel, la somme de tant,... et que de fait il la saisit encore et l'arrête entre ses mains ». Le tiers saisi est en même temps assigné

« par devant le juge qui a donné la condamnation » en vertu de laquelle est faite la saisie. Le saisi est également assigné au même jour (1).

Au cas où le saisissant ne connaît pas avec certitude la somme due au saisi par le tiers saisi, il assigne ce dernier en déclaration affirmative, et ensuite le juge ordonnera de délivrer la somme ainsi déterminée au demandeur saisissant (2). La saisie-arrêt a naturellement pour effet d'arrêter et d'empêcher toute voie d'exécution de la part du saisi contre le tiers saisi, à l'occasion de la créance saisie-arrêtée (3).

Telle est la procédure ordinaire de saisie-arrêt. Mais Imbert nous parle aussi d'autres saisies-arêts, qui ne sont pas faites par autorité de justice : « comme si un tiers déclare au débiteur d'un autre qu'il s'oppose à ce qu'il n'ait à payer à celui qu'il doit, et fasse seulement signifier l'opposition par un sergent : auquel cas j'entends la saisie n'être pas faite de la somme due solennellement, ni par autorité de justice. »

D'après la rigueur des principes, pense notre auteur, une telle opposition ne devrait point empêcher celui à qui elle est faite d'agir par voie d'exécution contre son propre débiteur. Néanmoins il vaut mieux, en présence de cette opposition, ne pas continuer la voie de l'exécution. En pareil cas, on fait ajourner le débiteur pour

(1) Imbert, *Pratique judiciaire*, 1, IX, § 2.

(2) *Id.*, *ibid.*, § 3.

(3) *Id.*, *ibid.*, § 6.

payer entre vos mains, en offrant caution de restituer la somme, si cela est finalement décidé ; et on ajourne aussi l'opposant à même jour, pour consentir ou discuter ce paiement. L'affaire alors se vide sommairement par le juge, à moins qu'elle n'excède 25 livres tournois, auquel cas le procès doit être jugé par écrit et par six conseillers, aux termes de l'ordonnance de 1539.

La subtilité des praticiens a encore découvert un second moyen d'éluder l'effet d'une opposition : celui aux mains de qui l'opposition a été faite s'en portera appelant, et pourra continuer ses mesures d'exécution pendant l'appel. Le moyen est fort simple, mais aussi ne laisse-t-il pas d'être dangereux, car on court risque de payer les frais de la cause d'appel, si l'on succombe. Mieux vaut donc encore le premier moyen : il est plus sûr, quoique plus long, « et d'icelui peut-on user quand ores les saisies des deniers sont faites par autorité de justice, comme quand il n'y a que simple opposition » (1). C'est donc cette procédure, mettant en cause le saisissant et le tiers saisi, qui nous offre le véritable moyen, pour le saisi, de se débarrasser d'une opposition mal fondée.

Quant à la distinction nettement établie par Imbert entre les saisies-arêts faites par autorité de justice et les simples oppositions (et qui pourtant déjà apparaît comme plus théorique que réelle dans ses effets), nous la retrouverons pendant tout le cours de notre ancien

(1) Imbert, *ibid.*, § 7.

droit, diminuant chaque jour d'importance jusqu'à établir la quasi-synonymie de ces deux termes, que le Code de procédure civile devait rendre absolue, en les fondant en une procédure unique.

Nous avons vu jusqu'à présent la saisie-arrêt se former bien plus par l'effort des praticiens que par celui du législateur. Notre procédure va n'être plus désormais réglée que par les décisions de la pratique. Les ordonnances royales la négligent : la grande ordonnance de 1667 ne la mentionne même pas. Seuls les Parlements surveillent les agissements des huissiers et sergents, et, par leurs décisions, la physionomie de la procédure de saisie-arrêt se modifie quelque peu. Il ne faudrait pas cependant exagérer les conséquences de cette absence de toute réglementation uniforme : bien que chaque Parlement fût maître souverain dans son ressort, l'unité de jurisprudence n'avait point reçu sur ce point d'atteintes trop graves. A la vérité, dans chaque province, l'usage avait introduit des désignations particulières : ce qu'on nommait saisie-arrêt à Paris s'appelait *arrestation* en Dauphiné, *arrêtement* en Provence, *banniment* en Languedoc, *claim* en Flandre, *plègement* en Bretagne. Mais nous avons trouvé au XVI^e siècle un droit commun de la saisie-arrêt, et c'est encore un droit commun incontesté que nous allons trouver exposé par les jurisconsultes, si nous examinons maintenant l'aspect que présente notre procédure à la fin du XVIII^e siècle.

Dernier état de l'ancien droit. — La saisie-arrêt nous apparaît, dans le dernier état de l'ancien droit, comme « un acte judiciaire, fait par le ministère d'un huissier, par lequel un créancier met sous la main de justice les créances qui appartiennent à son débiteur, avec assignation aux débiteurs de son débiteur pour déclarer ce qu'ils doivent et être condamnés à en faire délivrance à l'arrêtant, jusqu'à concurrence de ce qui lui est dû, et assignation au débiteur de l'arrêtant pour consentir l'arrêt » (1). Ces assignations distinguaient la saisie-arrêt d'une autre voie de droit, le simple arrêt, où le créancier se bornait à signifier au débiteur de son débiteur qu'il arrêta tout ce que celui-ci devait à son débiteur. Ce simple arrêt avait le caractère d'un acte purement conservatoire, tandis que la saisie-arrêt, par les assignations qu'elle contenait et les instances qui en résultaient, constituait un acte d'exécution.

Nous retrouvons une distinction toute semblable dans la Procédure civile du Châtelet de Pigeau. Seulement, au lieu du simple arrêt de Pothier, nous voyons apparaître un mot nouveau, celui d'opposition. Ces deux actes sont d'ailleurs parfaitement semblables. On peut conjecturer, d'après le caractère local de l'œuvre de cet auteur, que le mot d'opposition appartenait plus spécialement à la pratique parisienne. Au reste, la distinction établie par nos deux auteurs apparaît comme

(1) Pothier, *Procédure civile*, 496.

plus théorique que réelle, car Pigeau, après avoir mentionné cette deuxième voie de droit, s'empresse de nous informer que « comme cet acte a le même effet que la saisie-arrêt et qu'il entraîne les mêmes suites et la même procédure, on peut dire qu'il ne fait qu'une même voie avec elle, et qu'il n'y a de différence que dans le style de ces deux actes ; différence qui est même très peu considérable, comme on le verra bientôt » (1). Notre droit moderne a complété l'assimilation en fondant ces deux actes en un seul, qui a gardé indifféremment les deux désignations, aujourd'hui entièrement synonymes, de saisie-arrêt et d'opposition.

Toute créance, en principe, forme le gage du créancier, et peut donc être l'objet d'une saisie-arrêt. Cependant d'assez nombreuses dérogations ont été apportées à cette règle par plusieurs édits et ordonnances, ainsi que par la jurisprudence, soit pour raisons d'intérêt public (solde des officiers et soldats, gages des officiers de la maison du roi, pensions des princes, prélats et chevaliers du Saint-Esprit, épices des juges, gages des commis des fermes (2), émoluments des professeurs de

(1) Pigeau, *Procédure civile du Châtelet*, I, p. 645.

(2) Comme ces commis n'étaient point payés sur le trésor public, on avait essayé d'étendre le privilège qui leur avait été conféré, par une ordonnance de juillet 1681, aux traitements payés aux commis des particuliers. Un jugement du Châtelet du 7 janvier 1758 rejeta cette prétention et consacra formellement le principe que « tout ce qui appartient au débiteur est saisissable, à moins que quelque loi, ou le titre même en vertu duquel le débiteur possède, ne déclare la chose insaisissable » (Denisart, n° 24).

l'Université, rentes publiques, droits d'auteurs (1) ; — soit pour raisons de religion (distribution aux chanoines, casuel des curés, provision laissée aux bénéficiaires pour leur subsistance, et ordinairement fixée au tiers des revenus) ; — soit enfin pour raisons d'humanité (provisions en matière criminelle, pour fournir à la nourriture d'une personne, ou aux soins à donner à un blessé ou à un malade ; réparation civile) (2). A toutes ces créances insaisissables par la loi, il y a lieu d'ajouter celles qui sont telles en vertu du titre même de propriété du saisi (par exemple, lorsqu'une clause d'insaisissabilité a été introduite dans une donation). Il faut remarquer d'ailleurs qu'alors que Pothier et Denisart semblent admettre pour tous ces cas une insaisissabilité absolue, Pigeau déclare toutes ces créances saisissables pour fournitures d'aliments, vêtements, médicaments, etc. (3). Cette restriction semble être confirmée par plusieurs ordonnances royales relatives aux saisies-arêts pratiquées aux mains des trésoriers du roi (4).

Quant à la procédure de la saisie-arêt, nous allons la

(1) Par un arrêt du Conseil du 21 mars 1749, Crébillon obtint mainlevée d'une saisie-arêt pratiquée sur le produit de sa tragédie de *Catiline*.

(2) Sur ce fondement d'humanité, on avait essayé, mais vainement, de soustraire à la saisie-arêt les gages des domestiques et aussi les pensions viagères laissées par testament à d'anciens serviteurs, à raison du caractère alimentaire de ces créances (Denisart, n° 2) vient à là une tendance qui peut être rapprochée de celle qui vient de donner naissance à la loi du 12 janvier 1895.

(3) Pigeau, t. I, p. 651. Voyez au surplus dans Denisart, n° 23 et suivants, l'énumération très complète de toutes les créances insaisissables.

(4) Ordonnances de Henri II (octobre 1551), Charles IX (janvier 1567) et Henri III (1586), Brisson, Code Henri, XII, XXXVIII, p. 333 a.

résumer dans ses traits principaux, car les changements subis par elle jusqu'à nos jours n'ont porté que sur des points très secondaires. Tout d'abord, la saisie-arrêt, plus favorisée que les autres saisies, est possible sans titre exécutoire. Il suffit, en ce cas, d'une simple permission du juge. Cette permission est donnée à Paris par le Lieutenant Civil. Il n'était pas nécessaire non plus de faire précéder la saisie-arrêt d'un commandement; toutefois, par une coutume abusive, les praticiens ne manquaient jamais d'en faire, ou tout au moins, d'aller en demander la dispense (parfaitement inutile) au Prévôt de Paris ou au Lieutenant Civil (1).

La saisie-arrêt est pratiquée entre les mains du débiteur arrêté par le ministère d'un sergent; celui-ci fait en même temps l'assignation devant le juge du débiteur « pour le fait duquel l'arrêt est fait », c'est-à-dire du saisi. Pigeau nous apprend que dans la pratique beaucoup de saisies-arêts étaient faites sans assignation ni dénonciation, afin d'échapper à l'obligation de porter l'instance devant le juge du saisi.

La saisie-arrêt est ensuite dénoncée par le sergent au saisi, et assignation lui est faite pour consentir l'arrêt et voir ordonner la délivrance des sommes arrêtées entre les mains du saisissant. Ainsi est formée l'instance qui se poursuit dans la forme ordinaire.

Le tiers saisi fait devant le juge sa déclaration affir-

(1) Pigeau, I, p. 645.

mative, avec pièces à l'appui. Notons que s'il y a contestation sur ce qu'il peut devoir, il a le droit de demander à être renvoyé devant son juge (1), ce qui complique singulièrement la procédure par l'existence simultanée de deux instances pendantes devant deux tribunaux différents.

Les trésoriers et dépositaires de deniers publics jouissent d'un double privilège : l'exploit de saisie-arrêt à eux signifié n'a de valeur qu'autant qu'il est revêtu de leur visa, et inscrit sur leurs registres. De plus ils sont dispensés de comparaître pour la déclaration affirmative (2).

Enfin intervient le jugement qui termine l'instance en adjugeant au saisissant la créance saisie. Toutefois, il ne devient propriétaire que par la délivrance effective qui lui en est faite, et jusque-là d'autres créanciers peuvent encore faire saisie-arrêt et obliger le premier saisissant à souffrir la distribution par contribution avec eux. Ainsi l'avait jugé un arrêt du 29 décembre 1639.

Quant aux effets de la saisie-arrêt dans notre ancien droit, ils se résument en ces deux termes : indisponibilité totale et absolue (3), et impossibilité d'une cession de la créance saisie. Ceci doit s'entendre même d'une ces-

(1) Pothier, n° 505.

(2) Le caissier des Comédiens Français était également dispensé de la déclaration affirmative de ce qu'il devait à chaque comédien en particulier, ce chiffre changeant à chaque jour de représentation, et l'usage étant de ne faire le calcul des parts qu'une fois l'an, à Pâques. Ainsi jugé par sentence du présidial du 12 décembre 1759 (Denisart, n° 16).

(3) Pothier, n° 507.

sion déjà consentie, mais non encore signifiée au débiteur : cette dernière formalité seule donne force à la cession vis-à-vis de ce débiteur, et elle ne peut plus être effectuée après la saisie-arrêt. Ainsi le cessionnaire sera préféré au saisissant si la signification est antérieure à la saisie, et dans le cas contraire, le saisissant sera préféré au cessionnaire. S'il s'agit d'une créance non échue, la signification de la cession n'empêchera pas les créanciers de l'arrêter jusqu'à ce qu'elle soit échue, et la signification, dans ce cas, ne vaut que comme saisie-arrêt (1).

Il ne nous reste plus qu'à examiner de quelle manière se distribuaient les sommes saisies-arrêtées, lorsque se présentaient plusieurs créanciers saisissants. On commençait par solder les créances privilégiées (frais funéraires, salaires des ouvriers, droits seigneuriaux, rentes foncières, etc.), puis le créancier premier arrêtant se faisait payer par préférence au second et ainsi de suite (à condition qu'il s'agit d'une créance échue).

Cependant il s'en fallait de beaucoup que ce privilège du premier saisissant fût toujours observé : au cas de déconfiture du débiteur, en effet, tous les créanciers saisissants avaient les mêmes droits, et venaient au marc le franc sur les sommes saisies-arrêtées (2).

Droit intermédiaire. — Telle est, dans ses grands traits, la procédure qui réglait la saisie-arrêt à la fin de

(1) Pothier, n° 515.

(2) *Cout. d'Orléans*, 448 et 449 ; et Pothier, n° 513.

notre ancien droit, et qui subsista sans modification dans le droit intermédiaire. Les lois de l'époque révolutionnaire, grandes faiseuses d'unité, oublièrent cette institution peu importante. Elles ne touchèrent à la saisie-arrêt que pour en régler les effets et la forme lorsqu'ils s'agissait de sommes dues par le Trésor. Tel est le caractère commun de la loi des 14 et 19 février 1792, du décret des 30 mai-8 juin 1793, et de l'arrêté du 1^{er} pluviôse an XI. On peut encore citer, pour ce qui concerne les biens insaisissables, la loi des 18-22 août 1793 pour la saisie des pensions accordées par l'Assemblée nationale et celle du 1^{er} ventôse an VII relative aux pensions viagères décernées à titre de récompense nationale aux défenseurs de la patrie ; l'insaisissabilité de la solde militaire et des traitements ecclésiastiques, établie par divers textes que nous retrouverons plus loin, et celle des rentes sur l'Etat, par les lois du 13 floréal an II et du 8 nivôse an VI. Mais pour les saisies-arêts entre simples particuliers, et lorsque l'intérêt de l'Etat n'était aucunement mis en jeu, rien ne fut innové à la vieille procédure.

Ce fut alors que les rédacteurs du Code de procédure civile eurent à se préoccuper de cette matière et que pour la première fois un texte unique vint régler dans son ensemble, et d'une manière uniforme pour toute la France, la procédure de saisie-arrêt. C'était assurément un grand progrès, mais peut-être ses auteurs s'en exagéraient-ils considérablement l'étendue, et après ce rapide

coup d'œil jeté sur l'histoire de la saisie-arrêt, il nous sera difficile de souscrire pleinement au jugement dédaigneux formulé par Réal : « Ce mode d'exécution n'était réglé que par des usages, des traditions incertaines et quelques arrêts de cours souveraines. Il était une source d'abus et de vexations (1). » Si la première phrase constituait une inexactitude, la seconde, en revanche, ne pourrait-elle être appliquée aujourd'hui souvent encore, à la procédure si orgueilleusement présentée, il y a près d'un siècle ?

(1) Réal, *Exposé des motifs* du l. V, 1^{re} partie, du C. pr., 11. mars 1806 (Loché, XII, p. 574).

CHAPITRE II

PRINCIPES GÉNÉRAUX DE LA SAISIE-ARRÊT.

Il y aurait présomption à entreprendre aujourd'hui une étude approfondie de la saisie-arrêt, après tant de travaux consacrés à cette institution, soit au cours de traités généraux de procédure, soit d'une manière plus spéciale. Aussi notre dessein est-il tout différent. Nous nous bornerons, de propos délibéré, à l'indication rapide des principes généraux qui régissent cette matière. Nous n'entrerons point dans les détails de la procédure, et nous nous abstiendrons de prendre part aux controverses théoriques toujours en cours. Il nous suffira d'avoir, par un exposé d'ensemble, posé les fondements de l'étude spéciale, et plus détaillée, que nous voulons consacrer à la saisie des traitements et salaires.

Définition. — Nous adopterons tout d'abord la définition si complète donnée de la saisie-arrêt par M. Garsonnet : « C'est l'acte par lequel un créancier arrête entre les mains d'un tiers les sommes et objets mobiliers qui sont dus ou qui appartiennent à son débiteur, et par suite duquel il obtient, jusqu'à concurrence de ce qui lui est dû, la délivrance de ces sommes ou du prix provenu de la vente de ces objets (1). » La saisie-arrêt peut

(1) *Cours de procédure*, t. III, § 588.

donc avoir pour objet, soit des créances, soit des meubles. Néanmoins, par la suite de cet exposé, nous nous attacherons de préférence à la saisie-arrêt des créances, qui est de beaucoup la plus importante en pratique. Elle met en présence trois personnalités : un créancier (le saisissant), un débiteur (le saisi) et un débiteur de ce débiteur (le tiers saisi).

Caractère. — La saisie-arrêt constitue évidemment un acte d'exécution forcée. Néanmoins, il est presque aussi certain qu'elle présente, au moins à son début, tous les caractères d'une procédure conservatoire. Aussi sans entrer dans le détail de cette controverse, nous reconnaitrons à la saisie-arrêt un caractère mixte, et nous admettrons qu'elle ne revêt le caractère de voie d'exécution qu'au moment de la demande en validité (1).

Conditions. — Le caractère conservatoire que revêt tout d'abord la saisie-arrêt a pour conséquence une grande facilité accordée au saisissant. Sa créance doit cependant réunir certaines conditions : elle doit être certaine et exigible, et par suite le créancier dont la créance n'est qu'éventuelle, conditionnelle, ou à terme, ne peut recourir à la saisie-arrêt ; mais en revanche, la liquidité de la créance n'est point exigée ici (2) avec la même rigueur que pour les autres saisies, et peut être suppléée par une évaluation du juge (3). Il faut de plus que le

(1) Garsonnet, *ibid.*, § 635 ; Boitard, Colmet Daage et Glasson, *Leçons de procédure civile*, t. II, n° 824.

(2) Garsonnet, § 591.

(3) Garsonnet, § 591 ; Roger, n° 100.

créancier saisissant soit personnellement créancier du débiteur saisi (1).

Le caractère qui distingue essentiellement la saisie-arrêt de toutes les autres voies d'exécution, c'est la possibilité d'être formée sans titre. Non seulement, en effet, il n'est pas besoin d'un titre exécutoire mais encore il n'est même point nécessaire d'avoir un titre quelconque. L'autorisation du juge y supplée, de même que nous venons de voir son évaluation suppléer à la liquidité de la créance. Sur une simple requête, le juge du domicile du débiteur, ou bien celui du domicile du tiers saisi, permet la saisie-arrêt. Ce juge, c'est le président du tribunal civil ainsi que le président du tribunal de commerce ou le juge de paix dans les limites de leur compétence (2). Le juge, dans ce cas, fait acte de juridiction gracieuse et aucun recours n'est ouvert au créancier, soit que le juge accorde, soit qu'il refuse l'autorisation, soit qu'il y mette pour condition qu'il lui en sera référé en cas de difficulté. Cette dernière solution a été longtemps combattue dans la doctrine, mais est aujourd'hui établie en jurisprudence (3).

Objet de la saisie-arrêt. — Après avoir ainsi passé en revue les conditions de la saisie-arrêt, il convient d'examiner son objet. Nous avons vu, par sa définition même, qu'elle peut porter, soit sur des meubles, soit

(1) Roger, n° 122.

(2) Garsonnet, § 595 ; Roger, nos 141 et 142.

(3) Garsonnet, § 595.

sur des créances. La saisie-arrêt des meubles est relativement rare dans la pratique, ceux-ci pouvant être atteints par des modes de saisie plus énergiques, telle la saisie-exécution. Les créances au contraire ne peuvent être atteintes que par la saisie-arrêt. Mais encore faut-il que ces créances ne soient au nombre de celles que les principes généraux du droit ou des dispositions spéciales ont déclarées insaisissables. Cette insaisissabilité peut être fondée sur le caractère personnel de certains droits (usufruit, usage, etc.), — ou sur la volonté de l'homme (sommes et objets disponibles déclarés insaisissables par un donateur ou un testateur ; encore peuvent-ils être saisis par les créanciers postérieurs à l'acte de donation ou à l'ouverture du legs, en vertu de la permission du juge et pour la portion qu'il déterminera), — ou sur la volonté du législateur (1). Cette dernière catégorie de choses insaisissables peut elle-même se diviser en deux classes. D'abord les créances déclarées insaisissables à raison d'un intérêt public ; c'est ainsi que des dispositions que nous aurons à étudier en détail ont réglé l'insaisissabilité des traitements publics ; que d'autres textes, dans l'intérêt du crédit de l'Etat ou au bon fonctionnement du commerce, ont déclaré insaisissables les rentes sur l'Etat, les obligations foncières et les lettres de change et billets à ordre. Dans la seconde classe, nous rangerons les créances dont l'in-

(1) Garsonnet, § 543.

saisissabilité se fonde sur un motif général de décence et d'humanité : c'est sur un tel fondement que la jurisprudence a organisé, comme nous le verrons bientôt, la protection des traitements et salaires privés, aujourd'hui complétée par la loi du 12 janvier 1895 ; il faut encore ranger ici l'insaisissabilité établie pour les pensions et provisions alimentaires allouées par justice, pour les pensions de retraite servies par l'Etat, et pour les pensions des membres de la Légion d'honneur. Suivant les divers textes qui l'établissent l'insaisissabilité peut être ou totale ou partielle. Dans tous les cas, d'ailleurs, il faut remarquer qu'elle constitue une exception, nécessairement de droit étroit, la saisissabilité étant la règle, aux termes de l'article 2092 du Code civil (1).

Procédure. — La procédure de saisie-arrêt peut être facilement résumée en ses traits essentiels. Le créancier, muni de son titre ou de l'autorisation du juge qui lui en tient lieu, fait signifier par exploit d'huissier au tiers saisi qu'il s'oppose à ce qu'il se dessaisisse des sommes par lui dues au débiteur saisi. Cet exploit, outre les formalités communes à tous les actes de cette nature, doit contenir en outre certaines mentions supplémentaires : énonciation du titre et de la somme pour laquelle est formée la saisie-arrêt, et élection de domicile dans le lieu où demeure le tiers saisi. Une autre formalité est encore exigée par surcroît pour les oppositions for-

(1) Garsonnet, § 547.

mées entre les mains d'un dépositaire de deniers publics : le visa apposé par ce fonctionnaire sur l'original de l'exploit, et destiné tant à en préciser la date qu'à prévenir une contestation possible entre deux officiers publics, dont l'affirmation doit avoir la même force probatoire. Dès ce moment, la saisie-arrêt produit déjà tous ses effets conservatoires. Elle est ensuite dénoncée, dans un délai de huit jours, et ce à peine de nullité, au débiteur saisi, qui est en même temps assigné devant le tribunal pour voir valider par justice l'opposition formée contre lui. Cette dénonciation elle-même est ensuite contre-dénoncée dans le même délai au tiers saisi, toujours par ministère d'huissier. Cette fois, le délai de huitaine n'a pas pour sanction une nullité, mais alors, et jusqu'à ce qu'intervienne la contre-dénonciation, le paiement effectué par le tiers saisi en dépit de l'opposition redevient valable.

Alors commence pour notre procédure une nouvelle phase : celle-ci judiciaire. Une instance s'engage entre le saisissant et le saisi, et elle se déroule devant le tribunal du domicile du saisi, qui joue ici le rôle de défendeur. Le tiers saisi y intervient pour déclarer ce qu'il doit au saisi et à quel titre, avec pièces justificatives à l'appui : c'est ce qu'on nomme la déclaration affirmative. Il reçoit une assignation à cet effet. En pratique, lorsque le créancier saisissant possède dès cette époque un titre authentique, cette assignation se confond avec l'exploit de contre-dénonciation ; dans le cas contraire, il est con-

traint d'attendre d'avoir obtenu un jugement de validité pour pouvoir assigner le tiers saisi en déclaration affirmative. Cette déclaration peut à son tour donner lieu à une nouvelle instance, si elle est contestée, et dans ce cas le tiers saisi, qui prend le rôle de défendeur, peut demander à être renvoyé devant son juge. Au cas particulier d'une saisie sur un traitement partiellement insaisissable, la déclaration affirmative se ramène à l'énonciation des retenues opérées ainsi que des diverses saisies-arêts ou cessions pouvant grever ce traitement. C'est d'ailleurs une obligation pour le tiers saisi, dans tous les cas, de déclarer les saisies-arêts formées entre ses mains, et s'il en survient d'autres postérieurement, il en doit donner avis à l'avoué du premier créancier saisissant. Il faut encore remarquer que les dépositaires de deniers publics ne peuvent point être assignés en déclaration affirmative : ils la remplacent par un simple certificat contenant les mêmes énonciations. Le tiers saisi qui ne fait pas sa déclaration affirmative est déclaré débiteur pur et simple des causes de la saisie. Enfin intervient le jugement qui termine l'instance engagée entre le saisissant et le saisi. Il se présente sous deux formes différentes : jugement de validité, si le juge a reconnu le bien fondé de l'opposition ; jugement de mainlevée, dans le cas contraire, qui annule l'opposition. Le jugement de validité présente, comme on va le voir, une conséquence très importante : il opère le dessaisissement du saisi, et l'attribution au saisissant de la somme saisie-arrêtée.

Ici se termine à proprement parler la procédure de saisie-arrêt. Néanmoins, dans un grand nombre de cas, et en particulier pour les saisies de traitements, la pluralité des saisies-arrêts s'oppose à l'exécution pure et simple par le tiers saisi du jugement de validité. Il faut donc avoir recours à une procédure de distribution par contribution qui se fera dans la forme ordinaire, à moins que les intéressés, par un consentement unanime, ne la remplacent par une répartition amiable beaucoup moins coûteuse.

Telle est donc dans son ensemble la procédure de saisie-arrêt. Ce ne sont pas, on l'a pu voir, les formalités protectrices qui y font défaut. On est plutôt en droit de trouver qu'elles sont en excès, car elles ont le double inconvénient d'entraîner des longueurs, et surtout des frais relativement considérables.

Effets de la saisie-arrêt. — Il faut maintenant examiner quels sont les effets produits par la saisie-arrêt. Deux époques sont principalement à envisager : l'exploit de saisie et le jugement de validité. L'exploit tout d'abord a pour conséquence de frapper d'indisponibilité, entre les mains du tiers saisi, la créance saisie-arrêtée. Ici se place une des questions les plus controversées de notre matière : l'indisponibilité est-elle totale ou partielle ? En d'autres termes, le tiers saisi peut-il valablement payer au saisi l'excédent de sa dette sur le montant de la saisie ? D'une part, ce paiement peut être préjudiciable au saisissant, s'il survient d'autres créanciers venant

en concours avec lui ; de l'autre, l'indisponibilité partielle peut être fort désagréable pour le saisi. Sans entrer dans le détail de la discussion, disons seulement que la pratique a imaginé le moyen suivant : une ordonnance de référé autorise le paiement au saisi du surplus de la dette, moyennant le dépôt du montant de la saisie à la Caisse des dépôts et consignations, avec affectation spéciale à la créance du saisissant. Cette manière de procéder, qui supprime l'instance en validité et crée un privilège indirect en faveur du premier saisissant, est aujourd'hui d'usage courant à Paris, en dépit des protestations de la doctrine et d'un certain nombre de décisions judiciaires (1). Toute compensation est également interdite entre la créance saisie-arrêtée et celle que pourrait posséder le tiers saisi contre le saisi (2).

Le jugement de validité produit des effets plus énergiques. Il rend le saisissant propriétaire des deniers saisis-arrêtés ; il crée à son profit un droit exclusif, vis-à-vis des créanciers qui n'ont point encore fait opposition au moment où il a acquis force de chose jugée. Telle est du moins la solution actuellement sanctionnée par la jurisprudence, quoiqu'elle rencontre des résistances chez un certain nombre d'auteurs (3).

Concours entre saisissants et cessionnaires. — Tels sont les principes qui règlent les effets de la saisie-arrêt,

(1) Boitard, Colmet-Daage et Glasson, n° 823.

(2) *Id.*, n° 832.

(3) *Id.*, n° 833 ; Garsonnet, § 627, Roger, n° 642 et suivants.

et il est facile, en les appliquant, de régler les intérêts des divers créanciers qui peuvent venir pratiquer opposition sur la même créance. Mais les créanciers saisis-sants ne sont pas toujours seuls en jeu : il est possible en effet que la créance saisie-arrêtée ait fait l'objet d'une ou de plusieurs cessions. Nous touchons ici à la célèbre question du concours entre saisissants et cessionnaires, qui a ouvert un vaste champ à l'ingéniosité des auteurs. Rien n'est plus simple, lorsque ne se trouvent en présence qu'un cessionnaire et un saisissant : si le cessionnaire a fait signifier sa cession au débiteur cédé, antérieurement à l'exploit de saisie-arrêt, il sera évidemment préféré au saisissant ; lorsqu'au contraire l'opposition est antérieure à la signification, celle-ci ne pouvant produire son effet naturel, vaudra du moins comme opposition, et le cessionnaire viendra en concours avec l'opposant antérieur (1). Mais où la matière s'obscurcit terriblement, c'est lorsqu'une signification de cession vient s'encadrer entre deux saisies-arrêts. Le cessionnaire, considéré seulement comme opposant vis-à-vis du premier saisissant, conserve tous ses droits à l'égard du second. De là une extrême difficulté à régler ces droits respectifs. Il n'a pas en effet été présenté moins de quatorze systèmes (2). Sans entreprendre de faire parmi eux un choix motivé, nous nous bornerons à dire qu'au

(1) Garsonnet, § 631.

(2) On en trouvera l'énumération et l'examen fort complets dans Dodo, *De la saisie-arrêt*, n° 162 et suivants.

milieu de ce chaos doctrinal, la jurisprudence de la Cour de Cassation paraît avoir adopté le système suivant comme le plus simple, sinon le mieux justifié en doctrine : le cessionnaire a seul droit à la partie de la créance cédée qui excède le montant de la première saisie ; pour cette dernière somme au contraire, frappée d'indisponibilité partielle et absolue par la première saisie, les deux saisissants viennent au marc le franc. Et comme il est impossible de toucher, fût-ce en passant, à cette question, sans prendre un exemple pour éviter toute obscurité : soit une créance de 10.000 francs saisie par Primus pour 5.000 francs, cédée ensuite intégralement à Secundus, puis de nouveau saisie-arrêtée par Tertius pour 5.000 fr. Secundus prend d'abord à lui seul 5.000 francs, excédant de la créance cédée sur la saisie de Primus, et les 5.000 fr. restants seront partagés au marc le franc entre Primus et Tertius : ils obtiendront donc 2.500 francs chacun (1).

Mainlevée. — La saisie-arrêt se termine normalement par le paiement du saisissant, ainsi complètement désintéressé. Elle peut également prendre fin par un acte de mainlevée consenti de gré à gré entre saisissant et saisi, ou bien encore par une sentence judiciaire annulant l'exploit et en donnant mainlevée. Il est à remarquer, dans ce dernier cas, que le saisi n'est jamais juge du bien fondé de l'opposition ou de la régularité de la procédure : son devoir est d'appliquer la saisie-arrêt

(1) Garsonnet, § 632 ; D. Rép. Supplément, n° 149.

comme bonne, dès qu'il l'a reçue, et d'attendre, pour le surplus, la décision judiciaire qui doit intervenir à la suite de l'instance en validité (1). En revanche le tiers saisi a un moyen assuré d'attendre paisiblement, et à l'abri de toute réclamation, la solution de cette instance : c'est de faire consigner le montant de sa dette après avoir fait au saisi des offres réelles. D'ailleurs s'il ne prend pas lui-même l'initiative de la consignation, le saisissant et le saisi peuvent également l'y contraindre (2). La consignation est de droit, pour les fonctionnaires dépositaires des deniers publics, en ce qui concerne les retenues opérées par eux sur le montant des traitements qu'ils sont chargés de payer.

Au cas où le saisissant n'engage pas d'instance en validité, la saisie-arrêt est évidemment frappée de nullité, mais ses effets n'en subsistent pas moins pour le tiers saisi, qui doit en tenir compte, comme on vient de le voir. Le saisi peut alors prendre l'initiative, et former une demande en mainlevée, qui sera jugée par les mêmes juges que la demande en validité. Le Code de procédure assimile entièrement les deux cas de demande en mainlevée, soit formée incidemment à l'instance en validité, soit par action principale (3).

Saisie-arrêt sur soi-même. — Il reste encore à signaler un cas tout particulier de saisie-arrêt. Un créan-

(1) Garsonnet, § 620.

(2) *Id.*, § 616 ; Roger, n° 430.

(3) Roger, n° 491.

cier, se trouvant en même temps débiteur de son propre débiteur, se fait à lui-même défense de payer, par exploit régulier de saisie-arrêt. C'est ce qu'on nomme former une saisie-arrêt sur soi-même. La régularité d'un tel acte a longtemps été contestée, mais elle a fini par triompher dans la doctrine et dans la jurisprudence (1). Il est à remarquer à ce propos, et nous retrouverons ce point dans la seconde partie de cette étude, que la pratique de la saisie-arrêt sur soi-même vient de recevoir en quelque sorte une sanction législative indirecte par la loi du 12 janvier 1895. Il est en effet impossible de comprendre le régime nouveau institué par les articles 4 et 5 de cette loi, dans les relations de créances entre patron et ouvrier, sans supposer admise par le législateur la possibilité d'une telle saisie.

Il est permis, après ce coup d'œil d'ensemble jeté sur la procédure de saisie-arrêt, de se demander si vraiment elle mérite les éloges que lui décernait si pompeusement le rapporteur du Code de procédure au Corps législatif. On y peut relever des longueurs, des formalités à la fois superflues et coûteuses. Ce dernier reproche est le plus grave, et il est mérité, car il a été montré que la saisie-arrêt d'une somme de 1.000 francs, revient, tous frais compris, à 514 fr. 50 soit plus de 50 0/0 de frais (2). Une réforme excellente, quoique partielle vient d'être réali-

(1) Garsonnet, § 596.

(2) Emion, *La saisie-arrêt sur les salaires et les petits traitements*, p. 51.

sée par la loi du 12 janvier 1895, en ce qui concerne l'abréviation de la procédure, la diminution des frais et le remplacement de la juridiction des tribunaux civils par celle plus familière et plus rapide des juges de paix. Peut-être serait-il possible de faire participer dans une certaine mesure à ces avantages, toutes les saisies-arrêts. L'exemple des nations voisines montre qu'il y a, à cet égard, bien des progrès faciles à réaliser (1).

(1) Dall. *Rép. Suppl.*, V° *Saisie-arrêt*, n° 2.

DEUXIÈME PARTIE

SAISIE-ARRÊT DES TRAITEMENTS ET SALAIRES.

CHAPITRE PREMIER

HISTORIQUE ET LÉGISLATION COMPARÉE.

La théorie générale de la saisie-arrêt, telle qu'elle vient d'être exposée, n'a pu se maintenir dans toute sa rigueur en ce qui concerne la saisie des traitements et salaires. C'est qu'elle s'est trouvée en conflit avec deux idées très différentes, mais toutes deux fort capables d'impressionner le législateur ; l'une très ancienne : l'intérêt de l'Etat à ne pas voir compromettre son service par la misère de ses agents, privés de leur traitement ; l'autre toute moderne, et bien tardivement consacrée : le caractère alimentaire du salaire du travailleur, indispensable à son existence et à celle de sa famille.

Insaisissabilité des traitements publics.— L'insaisissabilité des traitements publics, dans l'intérêt de l'Etat, remonte aussi haut que la saisie de ces traitements elle-

même. C'est ainsi que le droit romain, dont on a pu voir les tâtonnements et les hésitations pour organiser une saisie-arrêt rudimentaire, nous montre aussitôt une dérogation formelle au principe si péniblement admis. Les empereurs Sévère et Caracalla interdisent en effet, par un rescrit, au président de la province, de retenir la solde d'un soldat, alors que l'exécution de la chose jugée peut être obtenue par quelque autre voie (1). Cette décision favorable rentre bien d'ailleurs dans l'ensemble des privilèges dont tous les empereurs, et particulièrement les empereurs Syriens, se montrèrent toujours si prodigues envers les soldats.

Lorsque, dans notre ancien droit, la saisie-arrêt s'est définitivement constituée et établie comme une institution de droit commun, on voit les rois de France, au XVI^e siècle, multiplier les ordonnances pour en atténuer les effets, lorsqu'il s'agit des deniers royaux. C'est ainsi que les épices des juges, introduites par l'usage pour suppléer à l'insuffisance des traitements auparavant alloués aux officiers de justice et reconnus insaisissables (2), participèrent à l'insaisissabilité de ces traitements, dans l'intérêt supérieur du bon fonctionnement de la justice (3). La solde militaire fut également soustraite à la saisie des créanciers, mais avec une impor-

(1) 4, C. VII, 53.

(2) Loyseau, *Des offices non vénaux*, IV, VIII, n° 61.

(3) Loyseau, *op. cit.*, IV, VIII, n° 59. Cependant Denisart, V° *Saisie-arrêt*, n° 73, prétend que les épices des procureurs sont seules insaisissables, et non celles des juges.

tante restriction pour le cas où les dettes auraient été contractées pour achat de chevaux, harnais de guerre, ou vivres pour la garnison (1). C'est qu'une trop grande protection serait ici devenue nuisible aux intérêts mêmes de l'armée, en détruisant un crédit souvent nécessaire, car les officiers n'étaient pas toujours en fonds pour s'équiper au moment d'entrer en campagne. Il n'existait aucune exception analogue pour les gages des gentilshommes ordinaires et officiers domestiques royaux, auxquels ces ordonnances accordaient le même privilège.

Le clergé, dans l'ancienne France, n'était point salarié, mais propriétaire. Aussi les restrictions apportées à la saisie de ses revenus ne devraient-elles pas, rigoureusement, trouver place ici. Cependant, comme nous allons bientôt retrouver, en droit moderne, la saisie des traitements ecclésiastiques, je rappellerai brièvement que si le casuel et les oblations étaient entièrement insaisissables, les revenus d'un bénéfice pouvaient en principe être saisis-arrêtés. Il est vrai que si le bénéficiaire demandait une provision, les juges lui accordaient ordinairement le tiers de ces revenus pour sa subsistance (2) ; mais il n'y avait là qu'un usage, variable comme toutes les jurisprudences. Imbert cite notamment un cas où un bénéficiaire, condamné à une forte

(1) Ordonnances d'octobre 1551, janvier 1567 et 1586 (Brisson, *Code Henri*, XII, XXXVIII, p. 333 a).

(2) Denisart, V^o *Saisie-Arrêt*, n^o 24.

amende envers son évêque, n'obtint, sur un revenu annuel de 700 livres tournois, que 160 livres par an, « tant pour ses aliments que pour la poursuite de ses procès (1) ».

Ce n'étaient pas seulement les gages directement payés par les trésoriers royaux qui avaient été déclarés insaisissables. La même faveur avait été étendue à certaines administrations privées qui jouaient un rôle fort important dans la marche normale des affaires publiques. Les appointements des commis des fermes notamment avaient été déclarés insaisissables par l'ordonnance des fermes de juillet 1681. On avait même argumenté des dispositions de cette ordonnance pour soutenir l'insaisissabilité des appointements dus aux commis des particuliers, mais les tribunaux repoussèrent cette doctrine trop hardie, et un jugement du Châtelet du 7 janvier 1758 établit nettement la solution contraire, pour les appointements d'un agent des loteries de Paris. Le raisonnement de l'avocat, sanctionné par le tribunal, était que « tout ce qui appartient au débiteur est saisissable, à moins que quelque loi, ou le titre même en vertu duquel le débiteur possède, ne déclare la chose insaisissable (2) ».

Les traitements que nous venons d'examiner, et tous ceux dont la liste très complète est fournie par Denisart (n° 23), avaient tous été déclarés insaisissables pour rai-

(1) Imbert, *Pratique judiciaire*, I, IX, 4.

(2) Denisart, n° 24.

son d'utilité publique et dans l'intérêt du bon fonctionnement des services de l'Etat. Nulle part n'apparaît l'idée moderne de l'insaisissabilité du salaire en raison de sa modicité et de son caractère alimentaire. Une tentative intéressante avait cependant été faite en faveur des gages des domestiques, et le Châtelet semble en avoir un moment admis l'insaisissabilité ; mais le créancier saisissant fit appel au Parlement : il « fit voir que l'insaisissabilité des gages des domestiques n'était prononcée par aucune loi » et un arrêt du 24 octobre 1726 lui donna complètement gain de cause (1). Cette jurisprudence fut encore confirmée par un arrêt du 17 février 1763. Denisart, en rapportant cette décision, fait néanmoins une importante réserve : « Je pense, dit-il, qu'il faudrait distinguer et dire que si le maître donnait une somme déterminée à son domestique, non seulement pour ses gages, mais encore pour sa nourriture et son habillement, il n'y aurait de saisissable que la somme arbitrée pour les gages, à moins que la saisie ne fût faite par le fournisseur des aliments, ou par le tailleur (2) ».

La Révolution ne changea tout d'abord presque rien à cet ordre de choses. Elle étendit toutefois, d'une manière indirecte, le champ d'application des futures lois sur la saisie des traitements, par la suppression des offices militaires et judiciaires, ainsi que par la vente des biens du clergé : les traitements payés par le trésor public

(1) Denisart, n° 28.

(2) Denisart, n° 30.

se trouvèrent de ce fait considérablement augmentés en nombre. Signalons également l'article 65 de la loi du 8-10 juillet 1791, autorisant la saisie de la solde militaire, seulement pour ce qui excédait 600 francs.

Ce ne fut que dans la dernière période de la Révolution, et sous le gouvernement consulaire, que l'on reprit à nouveau la législation relative à la saisie des traitements publics. Alors furent posées les bases du régime actuellement en vigueur par les lois fondamentales du 19 pluviôse an III pour la solde militaire, et du 21 ventôse an IX pour les traitements civils, ainsi que par les arrêtés du 18 nivôse an XI et du 15 germinal an XII pour les traitements des ministres du culte. Ce sont ces textes qui continuent à régir les traitements des divers ordres de fonctionnaires, avec les extensions et modifications qu'ils ont reçues de quelques textes secondaires.

Protection des traitements et salaires privés. — Comme on vient de le voir, tous les pouvoirs publics ont organisé, dans leur propre intérêt, la protection des traitements de leurs agents. Mais nul d'entre eux, jusqu'à une époque toute contemporaine, n'avait compris qu'il est de l'intérêt, comme du devoir de la société, de veiller à ce que le simple travailleur ne puisse être entièrement dépouillé du salaire, qui assure seul son existence et celle de sa famille. On reconnaît ici l'influence du puissant mouvement d'idées qui pousse actuellement tous les esprits vers la notion féconde de

solidarité sociale et vers l'amélioration de la condition des humbles. Nous allons voir comment la jurisprudence d'abord fut conquise à ce progrès, puis enfin le législateur.

Mettons tout d'abord à l'écart une catégorie spéciale de salaires. Aux termes de l'article 37 de l'ordonnance du 17 juillet 1816 (qui n'a fait d'ailleurs que reproduire une disposition déjà formulée dans une ordonnance du 1^{er} novembre 1745) (1), les gages et salaires des matelots de la marine marchande ne peuvent être saisis que pour dettes contractées par eux ou par leurs familles pour loyer, subsistances et vêtements, et avec le consentement du commissaire à l'inscription maritime qui les mentionne préalablement sur leur matricule (2). C'est le maintien pur et simple d'un des privilèges accordés depuis un très long temps aux populations des côtes, afin de compenser les charges de l'inscription maritime, et l'on peut affirmer que l'Etat ne voyait point, dans ceux qu'il favorisait ainsi, des salariés ordinaires, mais bien la réserve indispensable de notre marine militaire.

Quant aux traitements ou salaires des employés ou ouvriers de simples particuliers, les rédacteurs du Code de procédure civile ne semblent avoir pensé à eux que pour les confondre dans la masse de ces biens du débiteur, qui, aux termes de l'article 2093 du Code civil, sont le gage commun de ses créanciers. La conséquence lo-

(1) Isambert, t. XXII, p. 184.

(2) Roger, n° 300.

gique de cette idée, c'était l'arrêt intégral des salaires aux mains du patron, c'est-à-dire la misère complète pour l'ouvrier déjà endetté, le recours forcé à un nouveau crédit, qui prolongeait d'autant la cessation du paiement des salaires. Une telle situation ne pouvait évidemment s'éterniser, et les tribunaux se trouvèrent tout naturellement amenés à intervenir. C'est ainsi que se forma de très bonne heure la jurisprudence qui admet l'insaisissabilité partielle des salaires, dans la mesure de leur caractère alimentaire, en se fondant sur les articles 581-4°, Pr. et 1244, Civ.

Comme cette jurisprudence, par suite du caractère partiel de la loi du 12 janvier 1895, est toujours susceptible d'application, il n'est pas hors de propos d'en discuter ici la valeur juridique, et cet examen trouve d'autant mieux sa place dans une étude historique, que, bien ou mal fondée, la jurisprudence dont il s'agit est maintenant législativement consacrée par les travaux préparatoires de la loi récente. Nous croyons que l'article 581, 4° du Code de procédure, le plus souvent invoqué en cette matière, y est entièrement étranger. Les derniers mots de l'alinéa : « encore que le testament ou l'acte de donation ne les déclare pas insaisissables », montrent bien ce qu'il faut entendre par ces termes, si généraux en apparence, de « sommes et pensions pour aliments ». Les rédacteurs du Code de procédure ne pensaient uniquement qu'aux donations ou legs alimentaires, et point du tout aux sommes pouvant être dues en

vertu d'un contrat (1). Aussi croyons-nous que si la jurisprudence n'avait eu pour s'appuyer que cet article, il y aurait eu là une de ces hardies interprétations de la loi, qu'il faut pourtant se garder de déplorer, quand elles tendent vers la justice et vers l'humanité. Mais les tribunaux qui jugeaient ainsi avaient trouvé un terrain plus solide dans l'article 1244 du Code civil. Le pouvoir qu'il confère au juge d'accorder des délais pour le paiement d'une dette comprend certainement celui d'autoriser des paiements partiels, ainsi que cela résulte du premier mot de cet alinéa : « néanmoins », qui en fait une dérogation formelle au principe préalablement énoncé de l'indivisibilité du paiement (2). Et cet argument de texte est pleinement justifié par la discussion de cet article au Conseil d'Etat (3). Or, dans le cas particulier, qui nous occupe, l'autorisation de paiements partiels aboutira en définitive à permettre au débiteur de laisser à chaque paie une partie de son salaire pour désintéresser son créancier, tout en gardant pour soi la partie strictement nécessaire à son existence. Ainsi se trouve justifiée la jurisprudence courante, mais non sur les fondements le plus ordinairement allégués. Au surplus, peu importe à présent cette controverse toute théorique, la discussion au Parlement de la loi du 12 janvier 1895,

(1) En ce sens, Brillié, p. 106.

(2) Colmet de Santerre, *Cours de Code civil*, t. V, n. 183 bis, IV; Aubry et Rau, t. IV, § 319 (4^e édit.), Laurent, *Droit civil*, t. XVIII, n° 375. — Demolombe, *Droit civil*, t. XXVII, n. 245, Voir aussi Roger, n. 303. Carré et Chauveau, *Procédure civile*, t. IX, n. 1984, hésitent à se prononcer.

(3) Locré, t. XII, p. 170, n° 46.

dans laquelle a été formellement rappelée et sanctionnée cette jurisprudence, lui ayant définitivement donné force de loi, et en ayant couvert, si besoin avait été, le vice doctrinal.

La jurisprudence que nous venons de discuter s'est fait jour presque aussitôt après l'établissement du Code de procédure. Ce ne fut pas toutefois sans rencontrer de vives résistances, et notamment de la part de la Cour de cassation. Tandis que la plupart des décisions judiciaires étaient en faveur de l'insaisissabilité des salaires dans la mesure de leur caractère alimentaire (1), d'autres décisions posaient inflexiblement le principe de la saisie totale (2). La Cour de cassation s'était tout d'abord rangée à ce dernier avis, et avait nettement exposé le principe de saisissabilité, auquel l'article 581-4^o, ne lui semblait pas, et à bon droit, établir une dérogation suffisante pour être appliquée aux salaires (3). Néanmoins, les raisons d'humanité l'ont enfin emporté sur les scrupules juridiques, et la Cour suprême, revenant sur sa propre juridiction, a admis à son tour l'insaisissabilité

(1) Paris, 29 juillet 1811 (S. 32, 2, 11); Lyon, 13 mai 1839 (D. 40, 2, 56); Paris, 7 juillet 1843 (D. 43, 2, 166); Rouen, 26 mars 1859 (D. 59, 2, 157); Caen, 21 janvier 1869 (D. 74, 5, 440); trib. Villefranche, 27 avril 1877 (D. 79, 3, 30); Bordeaux, 11 mars 1892 (D. 92, 2, 595).

(2) Douai, 13 mai 1853 (D. 54, 5, 666); Bordeaux, 17 et 24 mars 1858 (D. 59, 2, 6); Bordeaux 27 novembre 1871 (D. 72, 5, 395). La même Cour a d'ailleurs établi, en se basant sur les articles 157 et 187 du Code civil, et sans qu'aucune décision vint la contredire, l'impossibilité pour le juge de restreindre les effets d'une saisie-arrêt pratiquée en vertu d'une lettre de change ou d'un billet à ordre ayant une cause commerciale; Bordeaux, 17 mars 1858 (D. 59, 2, 6).

(3) Req., 22 novembre 1853 (D. 53, 1, 321).

partielle des salaires (1). Cette interprétation favorable, n'a plus été contestée depuis lors, et la jurisprudence s'est définitivement établie dans ce sens. Elle avait d'ailleurs admis ce pouvoir du juge, même au cas de cession ou délégation consentie par un ouvrier sur ses salaires, contrairement à la théorie soutenue par certains auteurs (2) et d'après laquelle aucune restriction n'aurait pu être apportée en pareil cas par les tribunaux, la convention devant faire la loi des parties. Cette opinion avait été complètement repoussée en doctrine (3) en vertu du caractère d'humanité, et par suite d'ordre public, de la disposition de l'article 1244 du Code civil. Autrement, la protection eût été illusoire, un grand nombre des fournisseurs à crédit commençant par se faire consentir une délégation par l'ouvrier dans l'embaras. La jurisprudence comme la doctrine avait admis la possibilité pour le juge d'autoriser le paiement partiel des appointements du débiteur en dépit d'une délégation aussi bien que d'une saisie-arrêt (4).

C'était déjà un notable progrès que l'établissement d'une telle jurisprudence. Et cependant, que d'inconvénients encore ! D'abord l'incertitude inhérente à toute jurisprudence, la crainte toujours fondée de voir le tri-

(1) Civ. rej., 10 avril 1860 (D. 60, 1, 166) ; Req., 29 mai 1878 (D. 79, 1, 21).

(2) Lacan et Pulmier, *Législation et jurisprudence des théâtres*, n° 215.

(3) Marcadé, sur l'article 1244, n° 2 et 3 ; Roger, n°s 303 et 304.

(4) Trib. Seine, ch. des vacations, 22 septembre 1841 (*Gaz. Trib.* 23 septembre).

bunal admettre la saisie complète du traitement (car c'est un recours illusoire que la possibilité d'aller en cassation pour une saisie de quelques francs, comme celles qui se présentent le plus souvent pour les salaires). Puis, l'insaisissabilité une fois admise en principe, dans quelle mesure serait-elle appliquée ?

Enfin, et surtout, le pire des défauts : la nécessité de s'adresser à la justice pour obtenir la portion du salaire indispensable à l'existence. Or la justice est chère pour l'ouvrier ; lors même que l'assistance judiciaire vient au secours, c'est encore une perte de temps, et l'ouvrier ne peut pas perdre ses journées de travail. Car cette perte de temps, ce n'est pas seulement pour lui, comme pour le commerçant, une perte présente d'argent, c'est une perte bien plus grave possible, celle de son travail pour l'avenir, car le patron ne peut admettre les continues absences de son ouvrier, fût-ce pour aller se faire rendre justice. Quel moment, d'ailleurs, plus mal choisi pour plaider, alors que la saisie-arrêt vient de faire disparaître le salaire dont vivait la famille ? « Et pendant la durée du procès, disait fort éloquemment M. Régismanset, dans son rapport au Sénat, pendant la durée du procès, le salaire est retenu, la famille meurt de faim, l'ouvrier découragé quitte son travail, le créancier perd son débiteur, et les frais de la consultation équitable absorbent le salaire saisi ! Plus ou moins, ce résultat sera atteint si la procédure dure quelque peu, ce qui est normal. » Une telle situation ne pouvait se pro-

longer indéfiniment. Déjà, en l'absence d'une réglementation légale, la plupart des grandes compagnies privées en avaient créé une, à leurs risques et périls : quelques-unes retenaient tout le salaire, jusqu'à décision contraire en justice ; d'autres fixaient arbitrairement la retenue au cinquième. Il était temps qu'une loi intervînt pour faire cesser toutes ces inégalités.

LÉGISLATIONS ÉTRANGÈRES. — Le législateur français, dans cette œuvre, s'était laissé devancer par la plupart des États voisins. Dès 1869, en effet, l'Allemagne avait pris l'initiative de cette législation favorable aux travailleurs. La loi du 13 mai 1869 ne s'appliquait tout d'abord, comme l'indique sa date, qu'aux États de la confédération de l'Allemagne du Nord, mais elle a été postérieurement érigée en loi de l'Empire, et elle régit actuellement tous les États de l'Empire allemand. L'Autriche imite cet exemple par les lois du 29 avril 1873 et du 26 mai 1888. Puis sont venues les lois analogues de la province de Québec (Canada) en 1881 et 1888, la loi russe du 3 juin 1886, la loi belge du 18 août 1887 et enfin la loi norvégienne du 29 mars 1890.

On peut diviser ces lois en trois catégories : les unes (Allemagne, Autriche et Norvège) établissent indirectement la complète insaisissabilité des salaires d'ouvriers au moyen de l'interdiction de la saisie de ces salaires avant leur paiement. Les autres (Canada et Belgique) se bornent à établir l'insaisissabilité partielle du salaire, comme notre législation actuelle. Enfin la législation

russe, tout en se rapprochant du premier groupe par l'insaisissabilité absolue qu'elle admet, présente des caractères qui la classent à part.

Allemagne. — La loi allemande, comme la première en date, et celle dont se sont visiblement inspirés les législateurs des autres pays germaniques, mériterait tout d'abord une étude sérieuse. Mais je n'ai pu nulle part en trouver le texte ou l'analyse, et comme M. Lyon-Caen affirme que ses dispositions sont presque identiques à celles de la loi autrichienne du 29 avril 1873 (1), je passerai immédiatement à l'étude de cette dernière.

Autriche. — La loi autrichienne du 29 avril 1873 « concernant les mesures conservatoires et d'exécution sur les rémunérations des ouvrages ou services professionnels » a été rendue, ainsi que nous l'apprend l'exposé des motifs, sur les réclamations et pétitions des Chambres de commerce et d'industrie, et sur la demande des patrons eux-mêmes, qui se plaignaient de voir leurs ouvriers les quitter brusquement pour aller chercher en quelque autre endroit un salaire que le créancier dérouteré ne pourrait venir leur faire saisir (2). La loi pose tout d'abord en principe général la restriction de la saisie au tiers pour toute espèce de salaire. Mais les articles suivants viennent aussitôt modifier et restreindre cette disposition. Ainsi, jusqu'à 600 florins, c'est l'insaisissabilité complète, pour les travaux de durée, c'est-

(1) *Annuaire de législation étrangère*, 1873, p. 242.

(2) *Id.*, 1873, p. 242.

à-dire ceux où l'employé est engagé pour un an au moins. Quant aux salaires des autres travaux, la loi édicte en leur faveur une insaisissabilité indirecte : elle défend en effet de procéder à la saisie avant la livraison des travaux, et avant l'expiration du jour de l'échéance. De sorte qu'en définitive, il résulte de cette loi une distinction très nette entre les salaires dus pour travaux de durée, insaisissables seulement jusqu'à 600 florins, puis au-delà saisissables pour le tiers, et les salaires dus pour les travaux non de durée complètement insaisissables, quel qu'en soit le montant. Notons encore quelques dispositions spéciales : l'insaisissabilité du salaire du prisonnier et même l'interdiction de toute mesure d'exécution ou simplement conservatoire pendant les trente jours qui suivent son élargissement ; — l'exclusion du bénéfice de la loi, pour ceux qui sont déjà régis par des lois spéciales (fonctionnaires et militaires) ; — enfin la dérogation formelle à l'insaisissabilité pour l'impôt, pour les obligations alimentaires et enfin pour les cotisations dues à des caisses de secours. C'est une remarquable faveur accordée à des établissements si utiles pour le travailleur.

Une loi postérieure du 26 mai 1888 (1) est d'ailleurs venue régler à nouveau le droit de saisie des salaires et des pensions des employés, de leurs veuves et de leurs enfants, et modifier en partie la législation. Rien

(1) *Annuaire de législation étrangère*, 1888, p. 435.

n'est innové à l'égard des salaires dus pour travaux non de durée, qui restent par suite insaisissables en totalité. Quant aux salaires dus pour travaux de durée (et la loi nouvelle ici précise bien leur caractère : salaires des employés engagés d'après la loi, la convention ou l'usage, pour une année au moins, ou de ceux qui, étant engagés pour une durée indéterminée, ne peuvent être congédiés qu'après un avis donné trois mois au moins à l'avance). Quant à ces salaires, ceux d'entre eux qui n'excèdent pas annuellement 800 florins ne peuvent être saisis. C'est une élévation de la limite fixée par la loi de 1873. Mais au-dessus de 800 florins, l'excédent peut être saisi, et il n'est plus question de la limitation de la saisie au tiers du salaire établie par l'article 1^{er} de la loi de 1873 : les commentateurs de la loi ne nous disent pas d'ailleurs s'il faut sur ce point combiner les deux textes, ou si l'excédent des 800 florins peut être saisi en totalité. Cette dernière disposition serait peu raisonnable : les inconvénients en ont été parfaitement démontrés à l'occasion d'un texte analogue voté par notre Chambre des députés, dans le rapport fait au Sénat par M. Régismanset pour la loi du 12 janvier 1895 (1). La loi Autrichienne ne se borne d'ailleurs pas à régler la saisie des salaires proprement dite : en ce qui concerne les pensions de retraite payées par les patrons à leurs employés, aux veuves et aux enfants de ceux-ci, et les pensions payées

(1) J. O. Sénat, *Doc. Parlem.*, 1894, annexe 138, p. 176.

par les associations mutuelles à leurs membres, la saisie n'est possible que pour ce dont elles excèdent 500 florins par an. Toutefois, la saisie peut être pratiquée sans restriction pour les pensions alimentaires dues en vertu de la loi, et pour les impôts. Aucune convention ne peut déroger aux règles précédentes : les cessions, constitutions de gages et tous autres actes contraires à ces lois sont sans effets.

Norvège. — Une législation à plusieurs égards analogue a été établie en Norvège, par la loi du 29 mars 1890, « sur la restriction du droit de saisie des créanciers (1) ». Ainsi que l'indique son titre, cette loi règle le droit de saisie dans son ensemble, la saisie des biens meubles et immeubles comme celle des traitements et salaires. Très énergique, elle interdit toute saisie : 1° Sur les traitements des fonctionnaires publics ou communaux, ou employés de chemins de fer affectés à l'usage public, ou toutes autres personnes employées au service de l'Etat ou d'une commune (art. 1, 2°); — 2° Sur les pensions, indemnités ou secours accordés par le trésor ou une caisse publique, ou par une société de secours mutuels spécialement privilégiée (art. 1, 3°); — 3° Sur les gages et les salaires des gens de service et ouvriers échus depuis moins de douze semaines (art. 1, 4°). — Non contente de cette protection déjà si étendue, la loi norvégienne permet en outre aux tribunaux d'exempter

(1) *Annuaire de législation étrangère*, 1890, p. 672.

de la saisie les pensions ou secours et les créances viagères ou alimentaires acquises à titre gratuit sous condition expresse ou tacite d'insaisissabilité ; elle autorise enfin ces mêmes tribunaux à prononcer l'exemption partielle d'une de ces créances dans la mesure de son caractère alimentaire, ainsi que d'un salaire ou traitement ne rentrant pas dans la catégorie de ceux que l'article 1^{er} a déclaré de droit entièrement insaisissables. Il résulte donc de ces dispositions, une division en deux classes des salaires et traitements au point de vue de la saisie : d'une part, les traitements des fonctionnaires publics et les salaires des gens de service et ouvriers, pour lesquels la loi a fixé elle-même l'insaisissabilité (ici totale), et d'autre part les autres traitements, ceux des employés des particuliers, pour lesquels l'insaisissabilité partielle doit être prononcée par les tribunaux. On peut y retrouver une division analogue à celle établie par notre législation actuelle, sauf l'application de la loi du 12 janvier 1895 aux petits traitements.

La législation norvégienne, telle que nous venons de l'exposer jusqu'ici, semble avoir pour principal caractère une protection véritablement exagérée du salaire ouvrier, déclaré complètement insaisissable. Mais il faut faire attention qu'une très importante restriction vient en quelque sorte rétablir l'équilibre. Ce n'est pas seulement en effet, comme dans la législation Autrichienne, pour le recouvrement des impôts ou pour créance alimentaire que peuvent être saisis les salaires, mais encore (et ceci

s'applique exclusivement aux salaires et traitements payés par les particuliers, qu'ils soient insaisissables en totalité de droit ou seulement en partie au gré des tribunaux), ils sont entièrement saisissables « dans les cas où il s'agira du paiement de dommages-intérêts privés fondés sur un acte préjudiciable volontaire » (Art. 4). C'est là une disposition très remarquable, sans analogie dans les autres législations, et bien en rapport avec cet esprit d'individualisme et de responsabilité morale qui est une des caractéristiques de la littérature norvégienne contemporaine.

A ce groupe de trois législations, appartenant à des pays germaniques, et dont le caractère commun est l'établissement de la complète insaisissabilité des salaires ouvriers, s'oppose un autre groupe qu'on pourrait appeler le groupe français. Il s'agit en effet de deux pays étrangers où notre langue est parlée par la moitié au moins de la population, et dont l'un nous est directement uni par le sang : le Canada français et la Belgique.

Canada. — Au Canada, dans la province de Québec, une loi de 1881 (42, 43, Vict., c. 18) était tout d'abord venue exempter de la saisie la moitié des gages des journaliers (1). Bientôt après, cette protection ayant semblé trop faible, une nouvelle loi a été votée en 1888 (51, Vict., c. 24) pour modifier cet état de chose dans un sens favorable aux travailleurs (2). L'insaisissabilité

(1) *Ann. lég. étr.*, 1881, p. 821.

(2) *Id.*, 1888, p. 962

se trouve désormais élevée aux trois quarts des salaires. La nouvelle loi précise davantage les salaires ainsi protégés : ce sont ceux des ouvriers payés à la journée, à la semaine ou au mois, y compris tous ceux qui font un travail manuel dans les usines ou manufactures. La loi canadienne organise de plus, comme notre loi du 12 janvier 1895, une distribution sommaire par les greffes des deniers saisis.

Belgique. — La loi belge du 18 août 1887 (1) offre plus de points de comparaison que les autres avec notre législation actuelle, à laquelle elle a en partie servi de modèle, et cela s'explique encore tout naturellement par ce fait que la Belgique, en matière de saisie-arrêt, vivait encore sous l'empire de notre Code de procédure civile. Cependant, la Belgique plus que nous sentait ce besoin d'une législation spéciale, car la jurisprudence belge, moins favorable que celle de France, se refusait à admettre l'insaisissabilité des salaires dans la mesure de leur caractère alimentaire. Aussi ne faut-il pas s'étonner si la protection accordée au salaire par la loi belge est moins étendue que celle de la loi du 12 janvier 1895 : c'est qu'avant la loi belge, le salaire était en fait comme en droit entièrement saisissable, et qu'une limitation modérée a déjà paru un grand bienfait.

La loi belge, très courte, établit une différence entre les salaires des ouvriers et gens de service, et les ap-

(1) *Ann. lég. étr.*, 1887, p. 611.

pointements des employés ou commis des sociétés civiles ou commerciales, des administrations publiques, des marchands et autres particuliers : les premiers seront régis par la nouvelle loi, quel qu'en soit le montant ; les autres ne bénéficieront de cette protection que s'ils ne dépassent pas 1200 francs par an, somme relativement assez faible. Dans ces conditions, le salaire ou traitement ne sera saisissable que pour un cinquième. Seulement la loi belge, à côté de cette quotité saisissable, établit une quotité cessible plus forte, de deux cinquièmes qui ne se confondent pas avec le cinquième saisissable, car il a été formellement reconnu dans la discussion de la loi que ces deux retenues peuvent se cumuler. C'est encore ici l'origine d'une des dispositions fondamentales de notre loi. Un alinéa établit formellement que toute stipulation contraire est nulle de nullité absolue ; cette disposition était inutile en présence du caractère d'ordre public que présente évidemment cette loi.

Naturellement une dérogation est faite à l'insaisissabilité et à l'incessibilité en faveur des dettes alimentaires des articles 203, 205 et 214 du Code civil. La loi belge n'établit d'ailleurs aucune disposition spéciale en vue des créances du patron contre l'ouvrier, ce sujet se trouvant traité dans une autre loi du 16 août 1887 (1) dont j'aurai à parler en examinant la situation faite en France aux économats ouvriers par la loi du 12 janvier 1895.

(1) *Ann. lég. étr.*, 1887, p. 613.

Luxembourg. — On peut encore, à ce groupe de législations, rattacher celle du Grand-Duché de Luxembourg, qui, de date plus récente, a subi tout à la fois l'influence des lois belge et française. La loi luxembourgeoise du 19 juillet 1895, sur la cessibilité et la saisissabilité des salaires et petits traitements des ouvriers et employés (1), reproduit la distinction de la loi belge, entre les traitements et les salaires, mais en changeant les chiffres, et en compliquant un peu la matière par la création de deux catégories de salaires. Lorsque ceux-ci ne dépassent pas 6 francs par jour, ils ne peuvent être cédés pour plus d'un cinquième, ni saisis pour plus d'un dixième ; s'ils dépassent cette somme, ils ne peuvent être cédés pour plus des deux cinquièmes ni saisis pour plus d'un cinquième. Quant aux traitements inférieurs à 1500 francs par an des employés ou commis, ils sont cessibles pour $\frac{1}{5}$ et saisissables pour $\frac{1}{10}$ seulement, comme les petits salaires. Il faut noter que cette disposition ne s'applique pas aux traitements déjà régis par la loi du 21 ventôse an IX, demeurée en vigueur dans le Grand-Duché. Naturellement, la nouvelle loi reste inapplicable aux saisies pour obligations alimentaires. De plus, une seconde loi du 19 juillet 1895, sur la procédure à suivre en matière de saisie-arrêt pratiquée sur les salaires et petits traitements (2), reproduit sans changement notable les règles du titre II de notre

(1) *Ann. lég. étr.*, p. 485.

(2) *Id.*, 1896, p. 486.

loi du 12 janvier 1895, sur le visa et l'autorisation, l'évaluation de la somme dans l'autorisation, la dispense de timbre et d'enregistrement, etc. Enfin les dispositions relatives aux rapports de créance entre patron et ouvrier, sont contenues dans une loi spéciale du 12 juillet 1895 (1), calquée sur la loi belge du 16 août 1887.

Russie. — Il ne reste plus, pour en avoir fini avec la revue des législations étrangères, qu'à parler de la loi russe, si curieuse par la gradation établie par elle dans ses mesures de protection. La loi du 3 juin 1886 (2), relative à la réglementation de l'industrie, s'occupe de la question des salaires dans son article 17. Elle admet tout d'abord, et sans restriction, les retenues au profit du patron pour nourriture et fourniture d'objets de première nécessité. A l'égard des simples créanciers, la loi russe exige la production d'un acte exécutoire pour la saisie du salaire : encore ne peut-on saisir qu'un tiers du salaire, si l'ouvrier est célibataire et un quart seulement s'il est marié ou veuf, mais sans enfants : quant au père de famille, son salaire est insaisissable. Il y a là une tentative très intéressante pour tenir compte des charges de l'ouvrier; idée fort juste (puisque c'est en raison de son caractère alimentaire que l'on accorde l'insaisissabilité d'une partie du salaire), et que l'on ne peut que regretter de ne pas retrouver dans notre législation. Remarquons toutefois que la disposition qui assimile le veuf sans en-

(1) *Ann. lég. étr.*, 1896, p. 484.

(2) *Id.*, 1886, p. 635.

fants à l'ouvrier marié sans enfants ne procède point de la même idée de charges de famille, car il est clair qu'à ce point de vue le veuf sans enfants devait être traité comme un célibataire. Cela doit s'expliquer comme une faveur accordée au mariage lui-même à titre d'encouragement. Il ne semble pas qu'il y ait lieu d'imiter cette disposition dans notre pays, où le nombre restreint des mariages est certes un danger beaucoup moins grand pour notre avenir national, que le nombre chaque jour croissant des unions volontairement stériles.

Genèse de la loi du 12 janvier 1895. — En présence des inconvénients mille fois constatés de la jurisprudence, et poussé par l'exemple des nations voisines, le Parlement français se décida enfin à intervenir dans la saisie des salaires. Plusieurs propositions de loi avaient été déposées à cet égard sans avoir pu aboutir, notamment celle de MM. Brugeille et Borie, du 12 décembre 1885, qui proposait l'abrogation de la loi du 21 ventôse an IX pour déclarer tous les traitements et pensions de l'Etat, et les salaires des commis et ouvriers, saisissables pour un cinquième jusqu'à 3000 francs par an, et pour le quart au-dessus de cette somme (1). Il faut également mentionner une autre proposition de loi déposée durant la même législature par MM. Laur et Basly (2).

Au cours de la législature 1889-93, trois propositions

(1) J. O. Chambre, *Doc. Parl.*, 1886, p. 668.

(2) Citée sans autre indication dans le rapport de M. Jacquemart (*Doc. Parl.*, Chambre, 1893, p. 1299).

nouvelles furent déposées par MM. Jacquemart, Thellier de Poncheville et Loustalot. Après examen par la commission, un premier rapport fut présenté par M. Jacquemart, le 13 novembre 1890 (1). La commission admettait dès lors l'insaisissabilité des neuf dixièmes, tout en repoussant l'insaisissabilité d'un minimum de salaire. Une première discussion du texte ainsi préparé eut lieu le 10 juin 1891. M. Jules Roche, ministre du commerce, en demanda l'ajournement en annonçant le dépôt très prochain d'un projet de loi gouvernemental élaboré sur la même question d'après les avis du Conseil supérieur du travail. La Chambre, sur l'insistance de la commission, décida néanmoins tout d'abord de passer à la discussion des articles, mais de sérieuses difficultés s'étant fait jour au sujet de la nouvelle procédure devant le juge de paix, la discussion dut être interrompue et l'ajournement prononcé.

Le projet de loi annoncé fut effectivement déposé par le gouvernement le 16 juin 1891, et suivi, quelque temps après, d'une nouvelle proposition de loi due à l'initiative parlementaire, celle de M. Chiché, en date du 27 février 1893. A la suite de nouvelles discussions au sein de la commission, un second rapport fut déposé par M. Jacquemart le 3 mai 1893 (2), maintenant en termes fort nets le refus d'admettre le principe nouveau de l'incessibilité, introduit par le projet gouvernemental.

(1) *Doc. Parl.*, Chambre, 1893, p. 1299.

(2) *Doc. Parl.*, Chambre, 1893, p. 824.

Les documents officiels sont muets sur les événements qui suivirent le dépôt de ce rapport, au sein de la commission. On peut seulement constater que le nouveau rapport, présenté quelques jours après par M. Vival, et qui admet sans difficulté le principe de l'incessibilité, passe sous silence, dans un exposé fort complet des travaux antérieurs, ce rapport du 2 mai 1893. Il ajoute seulement : « M. Jacquemart étant depuis quelque temps malade et dans l'impossibilité de pouvoir prêter à la commission l'appui de son concours si utile et si dévoué, votre commission a confié, à la date du 2 mai courant, le soin de coordonner les travaux antérieurs et de rédiger le projet de loi à un de ses membres, M. Vival » (1).

Quoi qu'il en soit, le rapport de M. Vival, après avoir brièvement résumé les divers projets de loi présentés (2),

(1) *Doc. Parl.*, Chambre, 1893, p. 858.

(2) Voici les traits essentiels de ces différents projets : M. Jacquemart établissait pour tous l'insaisissabilité des 9/10 jusqu'à 2000 francs par an. Le juge de paix du domicile du créancier autorisait la saisie-arrest, et procédait ensuite à la distribution des fonds saisis. M. Thellier de Poncheville distinguait entre les salaires et les appointements : les premiers étant entièrement insaisissables, et cessibles pour un cinquième seulement, lorsqu'ils ne dépassaient pas une moyenne de 3 francs par jour ; au delà, ils étaient saisissables pour 1/5 et cessibles pour 2/5 ; les appointements de même, étaient insaisissables et cessibles pour le 1/5 jusqu'à 100 francs par mois, et au delà saisissables pour 1/5 et cessibles pour deux. Le projet de M. Loustalot se bornait à établir l'insaisissabilité absolue pour traitements et salaires payés par mensualités ne dépassant pas 60 francs. Enfin M. Chiché, reprenant purement et simplement la disposition de la loi du 21 ventôse an IX, voulait que les salaires et appointements fussent saisissables pour un cinquième pour les premiers 1000 francs, pour le quart sur les 5000 francs suivants, et pour le tiers après 6000 francs.

concluait à proposer un texte très sensiblement analogue au projet gouvernemental : saisie pour un dixième seulement, un autre dixième cessible ; et un troisième dixième pouvant être retenu par le patron pour causes déterminées dans le texte même ; compétence du juge de paix pour autoriser la saisie, la valider et procéder à la répartition. Seulement, tandis que le projet étudié par le gouvernement accordait le bénéfice de l'insaisissabilité à tous les salaires, et aux appointements jusqu'à 2400 francs, la commission demandait l'établissement d'un niveau pour tous uniforme : 2000 francs. « Le salaire de l'ouvrier travaillant à la journée devra être calculé, disait-il, en multipliant par 300 le montant du salaire quotidien. » Disposition fort sage, et que la commission du Sénat a eu tort d'écarter par la suite sans prendre la peine de la discuter.

Le texte ainsi établi vint en discussion dans la séance du 27 juin 1893. L'urgence fut votée sur la demande du rapporteur. Malgré les critiques de fond de M. Royer, qui préférait, en dépit de ses lenteurs et ses frais, la fixation par les tribunaux comme plus appropriée aux diverses circonstances de fait, le projet de loi fut voté sans difficulté et sans grande modification. Au dernier moment toutefois, M. Jourde s'éleva avec force contre la disposition du projet qui excluait de son bénéfice les employés et ouvriers de l'Etat, et d'accord avec la commission, il fit ajouter à l'article 16 du projet de loi, ainsi conçu : « La présente loi ne s'applique pas aux

employés de l'Etat » ce membre de phrase : « ayant un traitement supérieur à 2000 francs », ce qui avait pour effet de changer du blanc au noir la disposition de cet article.

Le projet de loi fut naturellement transmis au Sénat qui le soumit à une complète revision.

Le rapport fait au nom de la Commission par M. Régismanset (1) déclare en effet que « la commission s'est surtout inspirée de la rédaction émanée du Conseil supérieur du travail, dont le texte lui a paru non seulement plus clair, mais encore plus équitable que celui voté par la Chambre ». C'était en un mot le retour presque complet au texte du projet gouvernemental, sans tenir compte des modifications introduites par la commission de la Chambre, et sanctionnées par le vote de cette Assemblée. Au reste, le rapport de M. Régismanset, fort détaillé et très net sur les principes établis, demeure la principale source pour l'interprétation de la loi du 12 janvier 1895.

L'urgence n'ayant point été demandée au Sénat, le premier vote de formalité eut lieu dans la séance du 26 octobre 1894. La seconde délibération prit place dans celle du 26 novembre 1894. Elle fut des plus calmes. Plusieurs amendements de M. Chovet, qui voulait établir un système de progression plus ou moins heureusement inspiré de la loi du 21 ventôse an IX, furent dès

(1) *Doc. Parlem.*, Sénat, 1894, p. 176.

l'abord écartés, et le texte présenté par la commission fut voté sans difficulté. Il s'éleva seulement une discussion fort confuse au sujet de la procédure à suivre, lorsqu'au cours de la saisie-arêt, un traitement d'abord inférieur à 2000 francs viendrait à s'élever au-dessus de cette limite : diverses solutions furent successivement exposées à la tribune, le rapporteur refusa de faire connaître sur ce point de détail l'avis de la commission, et le texte présenté se trouva finalement voté sans autre explication.

Le projet ainsi modifié, de retour à la Chambre, fut accepté dans sa nouvelle forme, les changements apportés ne touchant aucun principe fondamental, ainsi que l'explique le rapport présenté le 22 décembre 1894 par M. Rose, au nom de la commission du travail (1). Dans la séance du 27 décembre 1894, l'urgence fut déclarée, et le texte du Sénat voté sans aucune observation.

La loi fut en conséquence promulguée le 12 janvier 1895 et publiée dans le *Journal officiel* du 20 janvier.

(1) *Doc. Parlem.*, Chambre, 1894, p. 2240.

CHAPITRE II

INSAISSABILITÉ DES TRAITEMENTS ET SALAIRES.

§ 1. — Généralités.

Définition. — Il importe essentiellement, au seuil de notre étude spéciale, de définir tout d'abord le salaire.

Au sens le plus large du mot, le salaire est la rémunération d'un travail accompli pour le compte de celui qui le paie, en vertu d'un contrat de louage d'ouvrage.

Une telle définition conviendrait fort bien s'il s'agissait de droit civil, mais, en notre matière de procédure, elle serait manifestement trop étendue, ainsi que nous allons pouvoir nous en convaincre. Les salaires, tels que nous venons de les admettre, reçoivent dans la pratique plusieurs appellations différentes : gages, salaires, traitements, appointements, honoraires. Si nous voulons, d'un seul trait rapide, caractériser ces diverses variétés de rémunérations du travail, nous pourrions dire que le salaire proprement dit paie le travail manuel d'un ouvrier, les gages, celui d'un domestique, le traitement ou les appointements, le travail ordinairement non manuel d'un employé ou d'un fonctionnaire, tandis que les honoraires rétribuent les soins ou le travail d'une personne relativement indépendante. Nous pouvons saisir

ici une nuance assez sensible, qui va nous permettre de diviser les salaires en deux grandes catégories.

Nous aurons d'une part, les salaires qui supposent un lien personnel et habituel, un certain degré de dépendance de la part de l'employé vis-à-vis de l'employeur ; — et d'autre part, ceux qui excluent ce lien et cette dépendance. Ces derniers, bien qu'ils puissent certainement mériter le nom de salaire en droit civil ou en économie politique, ne nous occuperont point ici. Ils comprennent d'ailleurs, soit les honoraires de personnes exerçant des professions libérales, soit les salaires d'ouvriers de passage, appelés pour un travail court et temporaire, tel un chaudronnier ambulant. Pour ceux-ci, point de législation spéciale : le droit commun, tel qu'il résulte de l'article 2093 du Code civil et du Code de procédure civile, 1^{re} partie, l. V, t. VII, leur sera applicable sans aucune modification. Il n'en est pas de même de la première catégorie : les traitements, gages et salaires vont former le sujet de notre étude.

Nous pouvons, dès à présent, distinguer dans ces traitements, gages et salaires deux éléments essentiels : d'une part, le contrat de louage de service qui leur a donné naissance ; et d'autre part le lien de dépendance qu'ils établissent entre l'ouvrier, le domestique ou l'employé, et le patron (1).

Un troisième élément s'y vient joindre d'ordinaire :

(1) Pabon, *Traité sur la saisie-arrêt des salaires, gages ds gens de service et petits traitements*, nos 32 et 33.

c'est la périodicité. Mais il ne faudrait pas lui attribuer la même importance qu'aux deux précédents. Ce n'est en somme qu'un caractère secondaire. Un certain nombre d'ouvriers en chambre payés aux pièces reçoivent leur salaire à des intervalles variables, lorsqu'ils viennent livrer leur travail terminé. Nous n'hésiterons cependant pas, en vertu de ce qui précède, à appliquer à de tels salaires la garantie résultant des lois spéciales sur la saisie-arrêt des salaires, et particulièrement de celle du 12 janvier 1895 (1).

Accessoires du traitement. — Il importe également de déterminer le caractère qu'il faut attribuer à certains accessoires du traitement, et sur quoi doit porter la saisie-arrêt.

Indemnités de logement. — Les indemnités de logement, de nourriture ou autres, doivent être considérées comme constituant des accessoires du traitement, et se trouvent par suite saisissables dans la même mesure que celui-ci. C'est à tort qu'on a voulu les soustraire à la saisie-arrêt, sous le prétexte que le logement ou la

(1) M. Brillié, *De l'insaisissabilité et incessibilité des traitements, appointements et salaires*, p. 12, prétend démontrer précisément par cet exemple, que nous lui empruntons, que le lien de dépendance n'est pas non plus un caractère essentiel ; car, dit-il, un ouvrier en chambre peut travailler pour plusieurs patrons. Oui, et tout ouvrier le peut ; mais il n'en reste pas moins l'employé de ces patrons ; le lien subsiste, bien que relâché. Et l'auteur se contredit lui-même par la suite, lorsqu'il refuse aux avocats et même aux médecins d'administrations publiques la protection de notre législation, « parce que, dit-il, s'ils sont payés par un mode spécial de rémunération, ils restent libres d'exercer pour qui ils veulent. » (p. 47). C'est donc qu'il considère le lien personnel comme un caractère essentiel aux traitements ou salaires dont nous nous occupons.

nourriture fournis en nature échapperaient à la saisie (1). Un tel raisonnement n'aboutirait à rien moins qu'à établir pour ces indemnités une insaisissabilité qui ne reposerait sur aucun texte, c'est-à-dire à violer le principe fondamental de l'article 2092 du Code civil qui veut que tous les biens du débiteur répondent de sa dette. Si le logement ou la nourriture échappent à la saisie-arrêt par leur nature même, il en est autrement de l'indemnité qui les représente, et qui, comme toute créance de somme d'argent, doit être saisissable (2).

Travaux extraordinaires. — La question est plus délicate pour les travaux extraordinaires exécutés par un employé. Les textes administratifs n'hésitent pas à les considérer comme des accessoires du traitement, et il semble bien qu'une telle appréciation soit permise, lorsque le montant en est peu important par rapport à celui du traitement (3). Néanmoins, comme ils ne présentent point le même caractère de fixité que les indemnités de logement, il semble préférable de dire que l'opposition unique qui a frappé le traitement à venir n'a pu frapper en même temps les indemnités pour travaux supplémentaires non encore exécutés, la créance n'ayant pas encore pu naître au moment de la saisie (4).

(1) V. Emion, *La saisie-arrêt sur les salaires et petits traitements*, n° 15; Bourgueil, *La saisie-arrêt*, n° 9; Le Pelletier, *Manuel pratique de la loi du 12 janvier 1895*, n° 6.

(2) Roger, n° 281; Instr. min., 11 décembre 1879, art. 107; Pabon, n° 89.

(3) Roger, *loc. cit.*, Pabon, n° 94.

(4) Emion, n° 16; Le Pelletier, n° 6; Bourgueil, n° 9.

Mais pour ce qui regarde les gratifications, il n'y a pas le moindre doute, et quoique les administrations publiques, dans le désir de simplifier leur système de retenues, les traitent comme de simples accessoires du traitement (1), il est impossible de justifier, en droit, une telle décision. La vérité est que la gratification ne constitue pas une dette au profit de celui qui la reçoit : c'est une libéralité, qui ne suppose aucun lien de droit entre le gratifiant et le gratifié. Nous sommes ici manifestement hors du terrain de la saisie-arrêt, et celle-ci est impuissante à atteindre la gratification (2).

Avances. — Il en sera de même, et pour le même motif, des avances faites à un fonctionnaire, afin de lui permettre l'exercice de ses fonctions. Là où il n'y a point de dette, il ne saurait y avoir de saisie-arrêt possible.

Remboursements d'avances. — Mais devons-nous étendre la même exemption aux remboursements d'avances ? La situation juridique est ici fort différente, car il y a dette. Ces remboursements ne sauraient donc échapper à toute saisie-arrêt ; ils sont certainement saisissables. Mais la saisie-arrêt pratiquée sur le traitement d'un fonctionnaire a-t-elle pour effet naturel de frapper les remboursements d'avances qui pourront être faites par la suite à ce même fonctionnaire ? Accessoire du traitement, dit encore l'instruction ministérielle, et une seule oppo-

(1) Instr. min., 11 déc. 1879, art. 107.

(2) Emion, nos 13 et 14 ; Le Pellelier et Bourgueil, *loc. cit.* ; Pabon, n° 91.

sition suffira. Mais une telle interprétation est abusive. S'il est très généralement admis qu'une opposition peut valablement frapper les termes à échoir d'un traitement, cela ne doit s'entendre que du traitement proprement dit, dont le montant est toujours égal, sauf augmentation d'émoluments. Chaque remboursement d'avances représente au contraire une créance nouvelle, et ne pourra être frappée que par une saisie-arrêt formée entre l'instant où naît cette créance, c'est-à-dire l'avance effectuée, et celui où elle s'éteint, c'est-à-dire le paiement. Telle est la véritable théorie juridique, mais encore est-il nécessaire qu'il s'agisse d'avances réellement effectuées, et non point d'avances fictives, dont le remboursement ne sert qu'à déguiser une véritable indemnité. Nous pourrions voir bientôt, dans un cas de ce genre, à quelles conclusions impraticables la Cour de Paris a été conduite en voulant à toute force y faire application de notre théorie, sous prétexte de respecter le principe de la séparation des autorités administrative et judiciaire (1).

Indemnités à l'occasion d'un service public. — Quant aux indemnités allouées à un fonctionnaire à l'occasion d'un service public, et dans l'intérêt de ce service, c'est à tort qu'on a prétendu établir pour elles une insaisissabilité totale et générale à la fois (2). Il est exact de dire que quelques-unes d'entre elles ont été gratifiées de cette complète insaisissabilité par divers textes administra-

(1) Paris (1^{re} ch.), 2 juin 1897 (*Gaz. Trib.*, 19 juin 1897).

(2) Brillié, p. 17.

tifs : on en trouvera la liste plus loin parmi les traitements publics civils insaisissables en totalité. Mais il s'agit ici de dispositions de faveur, que nous ne pouvons évidemment étendre au delà de leurs termes formels : nous sommes, ne l'oublions pas, dans une matière de droit étroit (1). Est-ce à dire que nous devons par suite admettre, pour ces indemnités dans l'intérêt d'un service public, le système des instructions administratives, et en faire de simples accessoires du traitement, soumis aux mêmes règles d'insaisissabilité (2) ? Nullement. Puisque les indemnités de cette sorte ne jouissent point d'une insaisissabilité particulière, il n'y aura qu'à examiner, pour chacune d'elle, leur nature juridique. Elles rentreront tout naturellement soit dans la classe des indemnités pour travaux supplémentaires, soit dans celle des remboursements d'avances, soit même dans celles des avances. Dans ce dernier cas, elles seront insaisissables, et pour les autres, elles seront frappées en totalité par une opposition spéciale, ainsi que nous venons de le voir.

Telles sont les difficultés que nous pouvons rencontrer dans la détermination des traitements publics. Les appointements des employés particuliers et les salaires des ouvriers nous offrent une nouvelle série de rétributions pour lesquelles on peut se demander si elles sont

(1) Garsonnet, t. III, § 550.

(2) En ce sens, Inst. minist., 27 août 1845, art. 111 ; Roger, n° 281.

frappées par une opposition sur le salaire ou les appointements en général.

Pourboire. — Les auteurs s'accordent généralement pour considérer que le pourboire, par sa nature même, échappe à toute saisie. Il ne peut en effet être saisi aux mains des clients, toujours libres de le donner ou de le refuser ; et quant au patron, il n'intervient en aucune façon dans la réception, ni la répartition du pourboire il n'en est débiteur à aucun titre, et ne peut retenir ce qu'il n'a pas en mains. Il en résulte donc qu'aucune saisie-arrêt ne peut atteindre le pourboire, fût-il même, et le cas est fréquent, l'unique salaire de l'ouvrier (1).

Part de bénéfices. — Les employés de commerce touchent souvent, à côté d'un traitement fixe, une part d'intérêts dans les bénéfices de la maison. Cette rétribution doit être considérée comme un accessoire du traitement, et soumise à la même retenue. Elle présente en effet un caractère de périodicité qui l'assimile au traitement. Au surplus, si cette part d'intérêt n'existait pas, le traitement fixe serait plus élevé : ce sont deux modes différents de paiement, mais il s'agit toujours en réalité d'une seule et même rétribution du travail de l'employé et l'opposition formée sur le traitement de cet employé frappera également ces deux portions du traitement (2).

Il en sera naturellement de même pour ces primes ou

(1) Emion, n° 6 ; Bourgueil, n° 9. V. cependant en sens contraire, Pabon, n° 98.

(2) Emion, n° 17 ; Bourgueil, n° 9 ; Pabon, n° 100 ; *Contra*, Le Pelletier, n° 5.

surtaxes que certains patrons sont dans l'usage d'accorder à leurs ouvriers, soit d'après la quantité de produits fabriqués dans la journée, soit d'après les économies réalisées sur les matières premières, afin d'intéresser l'ouvrier lui-même à produire vite et bien pendant ses heures de travail. Ces primes sont encore une des formes du salaire, et doivent par suite être atteintes dans la même mesure par l'opposition qui le frappe (1).

Le commis-voyageur rentre également dans la catégorie des salariés, quel que soit d'ailleurs le mode de sa rétribution. Même au cas où il ne touche qu'une commission sur les affaires faites par lui, nous ne devons point hésiter à le traiter comme un employé. C'est à tort qu'on a voulu, dans ce cas particulier, voir en lui un courtier faisant des affaires à ses risques et périls (2).

Il faut, au contraire, distinguer soigneusement entre le courtier et le commis-voyageur : le premier travaille pour son propre compte et sert d'intermédiaire entre des personnes quelconques, tandis que le second travaille pour le compte exclusif d'un patron. Nous retrouvons encore ici la notion essentielle du lien de dépendance vis-à-vis d'un patron, qui caractérise l'employé. Le courtier est un simple agent d'affaires, le commis-voyageur est un employé (3).

(1) Pabon, n° 99.

(2) Emion, n° 20.

(3) En ce sens : Pabon, n° 51, note 9 ; Bourgueil, n° 5 ; Foignet, *Commentaire de la loi du 12 janvier 1895*, n° 12 et 13.

§ 2. — Traitements publics.

A. — TRAITEMENTS PUBLICS CIVILS.

Loi du 21 ventôse an IX. — La saisie des traitements civils a tout d'abord été réglée par la loi du 21 ventôse an IX, qui demeure encore aujourd'hui le texte fondamental en cette matière, bien que la loi du 12 janvier 1895 soit venue restreindre dans une notable mesure son champ d'application. Aux termes de la loi de l'an IX : « Les traitements des fonctionnaires publics et employés civils sont saisissables jusqu'à concurrence du cinquième sur les premiers mille francs, et sur toutes les sommes au-dessous, du quart sur les cinq mille francs suivants, et du tiers sur la portion excédant six mille francs à quelque somme qu'elle s'élève, et ce jusqu'à l'entier acquittement de la créance. »

Rien de plus simple comme application que ce mode de retenue. Soit un traitement annuel de 2200 francs, par exemple, la portion saisissable, sera du cinquième pour les premiers mille francs soit 200 francs, et du quart pour les 1200 francs suivants, soit 300 francs, en tout 500 francs pour l'ensemble du traitement. C'est là un mode de calcul fort habilement établi : on évite ainsi qu'une faible augmentation de traitement n'ait pour conséquence immédiate un changement considérable dans la quotité des retenues pour oppositions. Il cons-

titue en outre une progression dont la justice ne peut être mise en doute : puisque l'insaisissabilité, établie dans l'intérêt des services de l'Etat, se fonde uniquement sur la nécessité de laisser au fonctionnaire une part de son traitement indispensable à son existence, de façon à lui permettre de vaquer en toute sécurité aux fonctions qui lui ont été confiées, n'est-il pas évident que la somme rigoureusement nécessaire à son entretien n'augmentera pas proportionnellement à son traitement et que la fraction saisissable au delà de 6000 francs, soit par exemple 1.783 fr. 33 sur un traitement de 7000 francs, laisse au fonctionnaire une aisance encore bien supérieure à celle de l'employé à 2200 francs, à qui pourtant, on ne retiendra guère que le cinquième, soit 500 francs ? Le premier, malgré la retenue, touchera encore chaque année 5.216 fr. 66, tandis que le second devra se contenter de 1700 francs. On ne peut contester que, même en tenant compte dans la plus large mesure des nécessités résultant de la position sociale, ainsi que des charges de famille probables d'un fonctionnaire parvenu presque au terme de sa carrière administrative, l'équité ne soit ici manifestement satisfaite par la progression établie. Nous verrons bientôt qu'à ce point de vue, et aussi à celui de la continuité des retenues en cas d'augmentation, la loi du 12 janvier 1895, votée cependant à une époque où il est tant parlé de progression en matière d'impôts, a été beaucoup moins heureusement inspirée.

Sphère d'application. — Quant à la sphère d'application de la loi du 21 ventôse an IX, on est généralement d'accord pour l'étendre d'une façon générale à tous les traitements civils que ne régissent pas des textes formellement contraires, en raison des termes aussi vagues que généraux qu'elle semble avoir employés à dessein. Le nombre est considérable, en effet, des « fonctionnaires publics et employés civils », et il est à remarquer que le législateur de l'an IX a soigneusement évité d'en limiter l'application aux seuls employés de l'Etat. Un certain nombre de textes administratifs ou de décisions judiciaires sont d'ailleurs venus en appliquer les dispositions à diverses catégories de fonctionnaires ou employés, notamment :

Aux instituteurs communaux (décisions du Conseil de l'Instruction publique, 29 juin 1836 et 9 janvier 1836) (1) ;

Aux cantonniers sur les grandes routes, dont le salaire est payé chaque mois (Instruction du 27 août 1845) ;

Aux employés d'octroi (ordonnance du 9 décembre 1814) ;

Aux médecins et chirurgiens des hospices civils (Orléans, 24 décembre 1856, S. 58.2.336) ;

Aux secrétaires de mairies (*Journal des communes*, t. 7, part. 1, p. 95) ;

Aux traitements des membres de l'institut (l. 29 mes-

(1) *Journal des communes*, t. 9, p. 91 ; Bioche, *Dict. de proc.*, N° Saisie-arrest, n° 39, 17°-2.

sidor an IX ; ord. 21 mars 1816, art. 23) ainsi qu'à leurs droits de présence (décision min. finances, 4 août 1825) ;

Aux remises faites aux percepteurs, et aux receveurs des hospices et communes (instr. gén., 15 juin 1810, régie, n° 478). Une décision postérieure, du 18 avril 1831, qui déclarait complètement insaisissables les remises faites aux percepteurs, a été annulée par une autre décision ministérielle du 23 mars 1847, contenue dans une circulaire du 11 août 1847 (1).

Une rétribution d'un caractère tout semblable a été néanmoins généralement écartée du bénéfice de l'insaisissabilité, et à tort suivant nous : il s'agit de celle que reçoivent les porteurs de contraintes pour les contributions. Un avis du comité des finances du Conseil d'Etat, en date du 15 octobre 1828, les a déclarées susceptibles d'être légalement saisies en totalité ; il se base sur cette considération qu'aux termes de l'arrêté du 16 thermidor an VIII, art. 27, « les porteurs de contraintes ne jouissent d'aucun traitement fixe, et ne sont payés qu'autant qu'ils sont employés ». Cette rétribution présente donc tous les caractères d'un salaire et dès lors, ajoute le Conseil d'Etat, elle ne peut bénéficier des dispositions de la loi du 21 ventôse an IX, applicable seulement aux *traitements* (2). La conclusion est sévère, et c'est une bien rigoureuse interprétation du texte que celle

(1) Sirey, *Lois annotées*, 1847, p. 105 ; Roger, 278.

(2) Durieu, *Poursuites en matière de contribution directe*, t. I, p. 510.

qui consiste à prendre à la lettre le mot « traitement ». Nous croyons au contraire que la loi de ventôse an IX doit être étendue même aux salaires, lorsqu'il s'agit d'employés publics, et il faut convenir que les porteurs de contrainte méritent cette épithète au moins autant que les cantonniers des grandes routes. Quant à l'argument qu'un auteur a cru devoir apporter à l'appui de la précédente décision, et qui consiste à dire que le salaire du porteur de contrainte n'est pas en dernière analyse payé par l'Etat, puisque celui-ci en recouvre le montant sur le contribuable (1), il est purement spécieux. La loi de l'an IX n'a pas pour objet de protéger les deniers de l'Etat, mais seulement d'assurer le fonctionnement des services publics ; et tel est le cas qui nous occupe. Il faut reconnaître, au surplus, que cette controverse n'a plus aujourd'hui qu'un intérêt historique : précisément à titre de salaire, la rétribution allouée aux porteurs de contrainte a dû bénéficier des dispositions de la loi du 12 janvier 1895.

Avocats. — On a quelquefois essayé d'étendre encore le bénéfice de la loi de ventôse aux avocats attitrés des grandes administrations publiques. Mais ce sentiment a généralement été repoussé (2). L'avocat qui prête son concours habituel à l'Etat ne devient pas pour cela fonctionnaire, fût-il même rétribué au moyen d'une indemnité périodique : il lui manque un des caractères les

(1) Roger, n° 279.

(2) Roger, n° 277 ; Garsonnet, t. III, § 550, note 1.

plus essentiels du fonctionnaire, le droit à une pension de retraite. Il faut ajouter que le caractère même d'avocat, en raison des règles particulières qui régissent cet ordre, est incompatible avec celui de fonctionnaire ou d'employé (1). Le contrat intervenu entre l'avocat et une administration publique ne diffère donc aucunement, en droit, de celui qu'il peut former avec n'importe quel autre de ses clients. Nous sommes ici manifestement en dehors des termes de la loi de ventôse an IX, et les honoraires de l'avocat se trouveront soumis aux règles du droit commun en matière de saisie-arrêt.

Médecins. — L'on doit au contraire considérer comme fonctionnaires les médecins officiellement attachés à une administration publique. Ils en présentent en effet tous les caractères : nomination par l'autorité administrative, permanence du service auquel est attaché leur traitement, allocation annuelle des émoluments. C'est en vain qu'on a voulu arguer du caractère libéral de la profession médicale pour leur dénier la qualité de fonctionnaire. Nous n'avons ici rien d'analogue à l'incompatibilité spéciale que nous venons de relever pour l'avocat. Et peu importe, au surplus, que le médecin chargé d'un service public trouve d'autres ressources, voire même ses principales ressources, dans l'exercice ordinaire de sa profession auprès de sa clientèle habituelle puisque la loi, pour éviter les contestations, n'a voulu

(1) Ord. 20 novembre 1822, art. 42.

tenir compte en aucune manière des revenus que pouvait avoir l'employé ou le fonctionnaire en dehors de son emploi ou de sa fonction.

On peut encore invoquer, à l'appui de notre thèse, l'article 33, § 10, de la loi du 5 avril 1884, qui range en termes formels parmi les agents salariés de la commune « ceux qui, exerçant une profession indépendante, ne reçoivent une indemnité de la commune qu'à raison des services qu'ils lui rendent dans l'exercice de cette profession ». On devra donc considérer comme fonctionnaires, et spécialement en ce qui concerne la saisie de leurs traitements, les médecins attachés à une administration ou à un service public. Ces traitements seront régis par les dispositions de la loi du 21 ventôse an IX, lorsque leur montant annuel sera supérieur à 2.000 francs, et par celles de la loi du 12 janvier 1895 dans le cas contraire (1). La jurisprudence, sanctionnant cette théorie, en a notamment fait l'application aux médecins des bureaux de bienfaisance (2), ainsi qu'aux médecins de l'état civil (3).

Fonctionnaires civils de la marine. — Signalons enfin des traitements qu'un texte administratif a voulu, à tort suivant nous, soustraire partiellement à l'application de la loi de ventôse an IX. Il s'agit des fonctionnaires civils de la marine, écrivains, gardiens des ports,

(1) Sic. Schaffhauser, *Comment. de la loi du 12 janvier 1895 (Lois nouvelles, 1897, 1, n° 22)*.

(2) Trib. civ. Lille, 8 juin 1896 (S. 97, 2, 54).

(3) Trib. civ. Narbonne, 26 mai 1897 (D. 97, 2, 353).

ouvriers cordiers, ferblantiers, forgerons, manœuvres et autres. Une lettre du secrétaire général du ministère des finances, en date du 21 juin 1849, établit à leur égard la distinction suivante : si ces employés sont régulièrement payés au mois, il leur sera fait des retenues en exécution de la loi du 21 ventôse an IX, mais s'ils sont au contraire payés à la journée, leurs salaires seront réputés entièrement insaisissables, car il devient alors impossible d'en évaluer le montant annuel afin d'asseoir la progression de la loi de l'an IX. Cette décision, quoique très favorable aux intéressés, a le tort de n'être nullement fondée sur la légalité. Ce n'aurait guère été, semble-t-il, s'éloigner grandement des prescriptions de la loi de l'an IX, que de considérer ces salaires variables, dont le montant ne peut évidemment être évalué d'avance, comme passibles d'une simple retenue du cinquième, puisqu'on ne peut dire s'ils dépasseront 1000 fr. Et si l'on n'admettait pas cette manière de voir, il fallait de toute nécessité, dès que l'on écartait l'application de la loi de ventôse, retomber dans les termes du droit commun, c'est-à-dire de la complète saisissabilité de ces salaires, comme conséquence inéluctable du principe général posé par l'article 2092 du Code civil. Heureusement, la loi du 12 janvier 1895 vient ici fort à propos nous offrir une solution plus douce : l'insaisissabilité des 9/10, car il s'agit de salaires d'ouvriers, non susceptibles d'évaluation, et rentrant dans les termes de l'article 1^{er} de la nouvelle loi. C'est sans doute ce qui a dû

être appliqué par l'administration de la marine, qui aurait le plus grand tort, en présence d'un texte législatif aussi net, de continuer à appliquer une décision administrative sans valeur légale et dès l'origine viciée par une théorie erronée.

Indemnités parlementaires. — Faut-il également compter parmi les traitements que régit la loi du 21 ventôse an IX, les sommes allouées aux membres du Parlement? Un rapide exposé historique nous permettra d'établir plus nettement la situation actuelle de cette intéressante question.

Dès le début du régime représentatif en France, le législateur fut amené à se préoccuper de cette matière, qui l'intéressait tout personnellement. Un décret de l'Assemblée Constituante, du 1^{er} septembre 1789, dispose formellement que les indemnités payées à ses membres resteront soumises à l'empire du droit commun, en ce qui concerne les droits des créanciers. C'était inaugurer une voie généreuse et équitable, bien différente des usages alors en vigueur en Angleterre, où, sous prétexte d'éviter une atteinte indirecte à l'indépendance des votes parlementaires, on était arrivé à exempter de toute saisie les biens des lords et députés. Pendant toute la Révolution, aucune autre mesure ne fut prise à cet égard. La loi du 21 ventôse an IX fut peut-être applicable aux indemnités des diverses assemblées législatives de l'époque (1). Il faut remarquer en effet que sous l'em-

(1) Roger, n° 282.

pire de la Constitution du 22 frimaire an VIII, les membres de ces assemblées n'étaient pas nommés par les électeurs : ils étaient simplement choisis par le Sénat sur les listes de notabilités sorties du vote à plusieurs degrés des électeurs. Le Sénat nommait aussi ses propres membres, mais seulement sur une liste de candidats présentés par le premier consul et les deux Chambres (art. 16 et 20 de la constitution). Dans ces conditions, il semble assez naturel de voir dans les sénateurs, tribuns et membres du Corps législatif, de purs fonctionnaires, régis comme tels par la loi du 21 ventôse an IX.

La Restauration inaugura le régime de la gratuité des mandats législatifs, ce qui supprima toute difficulté, au moins pour les députés. Il fut toutefois admis sans difficulté, pendant toute la durée de ce régime et aussi sous la monarchie de juillet, que les traitements alloués aux questeurs de la Chambre étaient saisissables dans les limites de la loi de ventôse. Quant aux dotations des pairs de France, elles étaient saisissables jusqu'à la moitié (1).

Pour la première fois, après la révolution de février, apparaît le principe nouveau de la complète insaisissabilité.

Le décret des 10-16 juillet 1848 déclarait l'indemnité allouée aux membres de l'assemblée incessible et insai-

(1) Roger, n° 282.

sissable. Mais bientôt après la loi électorale du 15 mars 1849 vint, dans son article 97, par un complet revirement, les rendre saisissables en totalité.

Sous la Constitution de 1852, les sénateurs ne furent tout d'abord pas, en principe, rétribués : le président de la République pouvait seulement accorder à un certain nombre d'entre eux une dotation personnelle de 30.000 francs (Const. 14 janv. 1852, art. 22), et par une décision spéciale, ces dotations furent ensuite déclarées insaisissables (D. 24 mars 1852, art. 3). Mais la situation ne tarda pas à changer : le Sénatus-Consulte du 25 décembre 1852 accorda à tous les sénateurs la dotation de 30.000 francs (art. 11). Le caractère même de la dotation se trouvait changé par ce fait : au lieu d'une faveur personnelle, elle devenait un traitement public, et il n'est pas douteux, bien que le Sénatus-Consulte n'eût pas pris soin d'abroger formellement le décret du 24 mars 1852, que la loi du 21 ventôse an IX ne s'appliquât désormais à ces dotations.

Quant aux députés, qui, d'après la Constitution du 14 janvier 1852, article 37, devaient exercer gratuitement leur mandat, le même Sénatus-Consulte du 25 décembre 1852 leur accorda une indemnité de 2500 francs par mois, pendant la durée de chaque session (art. 14). Mais cette indemnité présentait un caractère bien différent de celui des dotations viagères des sénateurs : Elle ne constituait pas un traitement, mais un simple dédommagement de la perte de temps que fait éprouver à un député

l'exercice de son mandat. D'ailleurs si l'on pouvait sans hésitation qualifier de fonctionnaire un sénateur nommé à vie par l'empereur, on ne peut étendre ce titre à un député élu par le suffrage universel, et la loi de ventôse ne s'appliquait certainement pas à cette indemnité (1).

Sous l'empire de la Constitution de 1875, la saisie des indemnités parlementaires ne peut plus donner lieu à aucune controverse. Pour l'indemnité sénatoriale, en effet, l'article 26 de la loi organique du 2 août 1875 se borne à établir une complète assimilation avec l'indemnité des députés ; et en ce qui concerne cette dernière, l'article 17 de la loi organique du 30 novembre 1875, remet purement et simplement en vigueur l'article 97 de la loi du 15 mars 1849, c'est-à-dire, comme nous venons de le voir, la possibilité de la saisie-arrêt, même pour la totalité.

Indemnités municipales. — La même solution a été donnée par la jurisprudence dans un cas qui n'est pas sans présenter de fortes analogies avec le précédent. L'on sait que, contrairement aux dispositions formelles de la loi du 14 avril 1871 (art. 19), le Conseil municipal de la ville de Paris est dans l'usage d'allouer à ses membres, un véritable traitement. A la vérité, pour éviter de violer ouvertement la loi, il n'est question, dans le budget municipal, que de remboursements

(1) *Contrà*, Roger, *eod. loc.*

d'avances, faites dans l'exercice des fonctions de conseiller. Se basant sur cette formule, l'administration préfectorale s'est pendant longtemps refusée à exercer aucune retenue, et à appliquer les saisies-arrêts formées entre ses mains par les créanciers des conseillers municipaux. Le tribunal civil de la Seine, saisi de la question, a formellement condamné cette prétention. L'allocation votée par le Conseil municipal, a-t-il dit, au profit de ses membres, qui est répartie entre eux sans aucune justification de dépense, et invariablement fixée à 500 francs par mois, ne saurait être considérée comme constituant le remboursement d'avances qu'ils auraient faites ; elle a en réalité pour objet principal d'indemniser les conseillers municipaux de la perte de temps que leur impose l'accomplissement de leurs fonctions, et dérive du même principe que l'indemnité allouée aux députés et sénateurs. Elle est, par suite, saisissable au même titre que cette indemnité. Le tribunal ajoute d'ailleurs avec raison qu'à supposer même qu'elle fût l'exacte représentation de dépenses faites par le conseiller municipal à l'occasion de son mandat, l'indemnité dont il s'agit n'échapperait point encore aux conséquences de la saisie-arrêt, tout bien d'un débiteur étant saisissable à moins d'une disposition contraire de la loi (1).

La Cour d'appel de Paris, appelée à se prononcer sur

(1) Trib. civ. Seine (1^{re} ch.), 25 octobre 1895 (D. 96, 2, 196).

la même question n'a pas admis la théorie du tribunal. Le principe supérieur de la séparation des pouvoirs défend, suivant elle, à l'autorité judiciaire, de contester la qualification donnée par les autorités administratives et les pouvoirs publics à des paiements qui figurent dans un budget municipal sous le titre de remboursement d'avances ; la Cour des Comptes, chargée du contrôle et de la vérification des dépenses, ayant également admis les états et les justifications qui lui ont été fournis, l'autorité judiciaire se voit contrainte dès lors de considérer les sommes allouées aux conseillers municipaux, non pas comme des indemnités, mais bien comme des remboursements d'avances. Et la conséquence en est importante, car s'il ne saurait être sérieusement question d'admettre une insaisissabilité, quand établit aucun texte, pour des remboursements d'avances comme pour des indemnités, les effets de la saisie-arrêt seront bien différents suivant qu'on reconnaîtra aux sommes dont il s'agit l'un ou l'autre de ces deux caractères. Nous avons vu qu'en matière de traitements et indemnités périodiques, la saisie-arrêt porte sans difficultés sur les termes à échoir. Au contraire, la Cour d'appel n'admet pas qu'une saisie-arrêt puisse valablement porter sur les sommes dues pour remboursement d'avances faites postérieurement à la saisie-arrêt : il y a là, en effet, une créance qui n'était pas encore née au moment où la sai-

(1) Paris (1^{re} ch.), 2 juin 1897 (*Gaz. Trib.*, 19 juin 1897).

sie a été pratiquée et qui n'a pu par suite être valablement saisie. Il en résulte qu'il faudra que les créanciers renouvellent leurs oppositions entre le moment où la créance est née, et celui du paiement : faite avant ou après, la saisie-arrêt demeurerait sans effet. Mais ce qui rend en pratique une telle détermination assez délicate, c'est qu'en fait, tout le monde le reconnaît, les avances n'existent pas : aucun état de frais n'est même exigé des conseillers : il s'agit de créances fictives, pour lesquelles il est bien difficile d'apprécier le moment où elles sont censées naître. D'ailleurs la Cour elle-même a dû, en l'espèce, s'en rapporter uniquement à l'intitulé du remboursement effectué : « remboursement d'avances de telle date à telle autre. » En sorte que le saisissant se trouve ainsi placé à la discrétion du tiers saisi, car s'il plaisait à la Ville, la saisie eût-elle été signifiée la veille même du jour du paiement (prenons par exemple le 31 octobre), s'il plaisait, dis-je, à la Ville de libeller ainsi son remboursement : « remboursement d'avances faites dans la journée du 1^{er} novembre, » et de payer le jour même sous ce titre les 500 francs habituellement alloués par mois, je ne sais trop comment la Cour pourrait s'y prendre, sans sortir du système par elle admis, pour déclarer un tel paiement fait à tort.

Il est bien difficile, une fois la fiction initiale admise, de ne point aboutir ici à des conclusions aussi compliquées que peu équitables. Car, ce que l'arrêt semble concéder aux saisissants, il le leur retire en réalité

d'une façon indirecte, et un droit de saisie aussi difficile à exercer leur est infiniment moins favorable que celui qu'admettait à leur profit le tribunal. Peut-être pourrait-on adopter une conclusion moins rigoureuse, en disant que la créance fictive qui est censée naître chaque mois, pour une même somme, au profit du conseiller municipal, sera considérée comme valablement saisie pour sa totalité par une saisie pratiquée à un moment quelconque de ce mois, antérieurement au paiement. Une fois entré dans le domaine des fictions que coûte-t-il de les entasser l'une sur l'autre ?

En tous cas, il faut bien observer que la théorie consacrée par la Cour d'appel fournit à la ville de Paris un moyen fort simple de continuer à payer à ses conseillers leur indemnité, et ce malgré toute saisie : elle n'a qu'à dire : « avances aux conseillers municipaux pour leur permettre l'exercice de leur mandat ». En vertu de la théorie généralement admise, de telles avances ne seront aucunement saisissables, et la Cour d'appel ne pourra rien dire, puisqu'elle s'est d'avance interdit de considérer ces allocations comme un traitement.

Saisies pour créances alimentaires.— L'insaisissabilité partielle édictée par la loi du 21 ventôse an IX est-elle absolue, ou peut-on pratiquer, sur cette portion insaisissable elle-même, une saisie-arrêt pour créance alimentaire ?

La négative a été admise par la jurisprudence belge, mais a trouvé peu de crédit près des juges français. Elle

se base sur les termes généraux de la loi de l'an IX, en une matière de privilège, c'est-à-dire de droit étroit, et se refuse à toute interprétation large. On ajoute d'ailleurs que la loi de ventôse s'est uniquement inspirée de l'intérêt de l'Etat et des services publics, et non point du tout de considérations d'humanité (1).

On admet plus généralement que la portion insaisissable du traitement peut elle-même être saisie pour créance alimentaire, soit qu'il s'agisse d'une pension provisoire, soit d'une pension attribuée par un jugement définitif, en matière de séparation de corps ou de divorce. Les membres de la famille, a-t-on fait observer avec raison, ont de leur chef autant de droit au traitement que celui qui les reçoit. C'est afin que le fonctionnaire pût subvenir, non seulement à ses propres besoins, mais encore à ceux des siens, que la loi de l'an IX, dans l'intérêt des services publics, a accordé l'insaisissabilité d'une partie du traitement à l'encontre des créanciers du fonctionnaire. On ne saurait donc retourner contre les proches du fonctionnaire une mesure de protection établie en partie dans leur intérêt (2).

La loi du 12 janvier 1895 est d'ailleurs venue apporter à cette jurisprudence une nouvelle raison d'être. Son

(1) Cass. belge, 14 janv. 1892 (D. 92, 2, 129); Paris, 10 août 1882 (S. 83, 2, 125); Roger, n° 302.

(2) Paris, 18 août 1842 (D. Rép., v° *Saisie-arrêt*, n° 164, note); Bordeaux, 26 févr. 1880 (D. 80, 2, 232); trib. civ. Seine, 28 déc. 1891 (D. Rép., Suppl., v° *Saisie-arrêt*, n° 69) — En ce sens, Carré et Chauveau, t. IV, quest. 1990 *ter.*; Boitard, Colmet-Daage et Glasson, t. II, p. 251, note; Garsonnet, t. III, n° 550; Bioche, v° *Saisie-arrêt*, n° 39, 17°.

article 3 dispose en effet que les saisies-arrêts et cessions faites pour le paiement de dettes alimentaires (Art. 203, 205, 206, 207, 214 et 349, C. civ.) ne sont pas soumises aux restrictions édictées par les deux articles précédents, c'est-à-dire qu'elles pourront porter même sur la portion du traitement déclarée insaisissable ou incessible. Cette disposition formelle vient fortifier ce qui a été dit à l'instant de l'intention du législateur dans l'organisation de la portion insaisissable du traitement. Et d'ailleurs, dans l'opinion contraire, à quels résultats étranges et inadmissibles n'arrivera-t-on pas, maintenant, puisque la disposition de la loi de 1895 est formelle sur ce point, et qu'il faut désormais la combiner avec celle de l'an IX, pour laquelle cette opinion n'admet pas la saisie de la portion insaisissable. Ainsi donc, un employé dont le traitement ne dépassera pas 200 francs pourra se voir retenir la plus grande partie de son traitement, en vertu d'une décision judiciaire sanctionnant une créance alimentaire, tandis qu'un autre employé, plus favorisé parce qu'il est mieux rétribué, se moquera des juges et gardera malgré eux la libre disposition de près des quatre cinquièmes de son traitement. L'inégalité est déjà bien choquante, mais voici mieux encore. Supposez une pension alimentaire fixée à 600 francs (50 francs par mois, somme que l'on rencontre assez souvent dans la pratique) : si l'employé qui est grevé ne touche que 2000 fr., les 600 francs seront chaque année retenus en totalité sans la moindre difficulté, mais que ce même employé

ait le bonheur de se voir augmenter de 100 francs seulement, aussitôt nous tombons sous le coup de la loi de l'an IX, et, d'après l'opinion que je combats, les retenues exercées en vertu de la créance alimentaire tomberont à 475 francs par an ; c'est-à-dire que ce créancier, que la loi a voulu spécialement favoriser, touchera 125 francs de moins parce que le traitement de son débiteur s'est augmenté ! Il suffit d'énoncer un tel résultat pour condamner la doctrine qui y conduit fatalement.

Le même raisonnement peut d'ailleurs être opposé, *mutatis mutandis*, à la jurisprudence admise par la Cour de cassation belge, puisque de même que la loi française de 1895 et, avant elle, la loi belge du 18 août 1887, art. 3, elle a de même soustrait aux restrictions qu'elle édictait les cessions et saisies faites pour causes alimentaires (art. 203, 205 et 214, C. civ.) (1).

Créances de l'Etat. — Une situation assez analogue à la précédente est celle du fonctionnaire débiteur de l'Etat. Rien dans la loi de l'an XI n'autorise formellement des retenues plus fortes que les retenues ordinaires. Pour justifier cette anomalie évidente d'une loi édictée dans l'intérêt seul de l'Etat et retournée contre lui, on a essayé d'établir le raisonnement suivant : la loi de ventôse an IX a eu pour but unique d'assurer le fonctionnement des services publics, et, pour y parvenir, elle interviendra même au besoin contre le Trésor :

(1) *Ann. lég. étr.*, 1873, p. 242.

c'est une loi de protection de l'intérêt des services publics même contre celui de l'Etat. L'argument est spécieux et ne porte guère : le premier intérêt des services publics, celui qui domine tout le reste, n'est-ce pas d'assurer le recouvrement des sommes dues à l'Etat ? Et nous avons ici la même raison de décider que dans l'espèce précédente, plus forte même, car on peut hésiter à admettre que la loi de l'an IX protège accessoirement la famille du fonctionnaire, tandis qu'elle est évidemment conçue dans un intérêt de protection de l'Etat. Et les administrations publiques n'ont pas hésité à l'interpréter de cette façon.

Il est vrai, que sur ce point, la loi du 12 janvier 1895 ne se trouve plus en harmonie avec celle de l'an IX. Son article 4 prohibe toute compensation au profit des patrons, sauf dans certains cas qui ne peuvent s'appliquer qu'à des ouvriers et non à des employés. Quant à l'article 5, relatif aux avances, il ne peut guère davantage s'appliquer à notre sujet, car il établit que, « les acomptes sur un travail en cours ne sont pas considérés comme avances », et cela s'applique bien aux avances généralement en usage dans les diverses administrations publiques, et consistant en une partie de traitement à échoir. Le payeur ne pourra donc, si l'employé auquel a été consentie l'avance est déjà grevé d'oppositions, que faire opposition entre ses propres mains, pour venir en contribution avec les autres opposants, sur le montant des retenues du 1/10^e légalement faites.

Application aux traitements civils de la loi du 12 janvier 1895. — La loi du 12 janvier 1895 est venue modifier en partie, pour les traitements publics civils, l'état de choses établi par la loi de ventôse an IX. Telle n'avait pas été tout d'abord la pensée du gouvernement dans le projet déposé par lui, et la commission de la Chambre, adoptant cette manière de voir, avait introduit dans le texte élaboré par elle un article 16 ainsi rédigé : « La présente loi ne s'applique pas aux employés de l'Etat. » Mais, à la séance du 27 juin 1893, il se produisit un incident assez singulier : les articles ayant été mis aux voix, l'article 16 avait été adopté sans la moindre observation, lorsque, sur le dernier article, lequel ne concernait en rien les employés de l'Etat, M. Jourde vint présenter des observations un peu tardives. Il déclara que c'était par mégarde que l'on avait laissé passer sans protestation l'article 16 et qu'il avait toujours entendu faire bénéficier de la réforme projetée les employés et ouvriers de l'Etat et des communes aussi bien que ceux des simples particuliers. Ce fut en vain que le rapporteur voulut défendre le texte élaboré par la commission avec l'assentiment du gouvernement ; en vain également que le président objecta le vote acquis pour l'article remis en question : pour tourner la difficulté, M. Jourde proposa immédiatement sous forme d'amendement un article additionnel ainsi conçu : « La présente loi ne s'applique pas aux employés de l'Etat ayant un traitement supérieur à 2000 francs. » La Chambre,

consultée, vota le texte ainsi improvisé, ce qui eut pour résultat d'établir dans le projet de loi deux dispositions d'apparence contradictoire, mais l'intention du législateur n'était pas douteuse. Aussi la commission du Sénat lui donna-t-elle satisfaction, en supprimant purement et simplement les deux articles à la fois, et en inscrivant dans l'article premier le mot de « fonctionnaires ».

Il en résulte que les traitements civils, d'après leur montant annuel, sont régis par la loi du 21 ventôse an IX ou par celle du 12 janvier 1895. Ce sont deux systèmes différents qui fonctionnent parallèlement, sans qu'il y ait lieu à les combiner. Seulement il résulte, en pratique, de ce double tarif, des conséquences que le législateur n'avait certainement pas prévues. C'est ainsi qu'un employé qui touche un traitement annuel de 2000 francs se voit retenir une somme de 200 francs. Est-il augmenté de 100 francs ? Les retenues vont s'élever au taux fixé par la loi de l'an IX, soit 475 francs ; et au lieu des 1800 francs qui lui étaient laissés chaque année, notre employé n'en touchera plus que 1,625 : l'augmentation aura eu pour effet, chez l'employé obéré, une diminution de traitement. Le fait, pour singulier qu'il puisse paraître, ne s'est pas moins réalisé assez souvent dans la pratique, et notamment dans l'Administration de la Préfecture de la Seine. Tel est le résultat naturel du taux invariable qu'a cru devoir adopter le législateur de 1895, uniquement préoccupé d'établir un tarif simple et facile à calculer.

Quant à la détermination du montant annuel du traitement, on appliquera les règles que nous avons établies précédemment pour le calcul du traitement saisissable. Notamment il ne sera tenu compte que des appointements et indemnités en argent, et non des prestations en nature : c'est en ce sens que des instructions ont été données aux économes des lycées par une circulaire du ministre de l'instruction publique (1). Au cas de cumul, on devra naturellement prendre pour base l'ensemble des deux traitements. Au contraire il ne saurait être question d'appliquer la loi de l'an IX à deux époux, même mariés sous le régime de communauté, dont chacun touche un traitement inférieur ou égal à 2000 francs ; la communauté n'ayant pas de personnalité civile propre, distincte de celles des époux, il y a en réalité deux saisies, et l'on appliquera deux fois les dispositions de la loi du 12 janvier 1895 (2).

Les difficultés soulevées par l'absence de dispositions transitoires dans la loi de 1895, c'est-à-dire l'effet que produiront une saisie-arrêt ou une cession signifiées antérieurement à la promulgation de cette loi, pourraient trouver place ici, mais il est préférable de les renvoyer au paragraphe où nous traiterons dans leur ensemble les questions de rétroactivité.

(1) *Revue des justices de paix*, 1895, p. 66.

(2) Trib. civ. Lyon, 20 déc. 1895, et trib. civ. Montpellier, 25 nov. 1895 (*Gaz. trib.*, 3 juin 1896).

B. — TRAITEMENTS PUBLICS MILITAIRES.

a) *Armée.*

La saisie des traitements militaires est réglée en principe par les dispositions fort simples de la loi du 19 pluviôse an III (insaisissabilité des quatre cinquièmes), qu'il faut d'ailleurs combiner avec l'article 65 de la loi des 8-10 juillet 1791, c'est-à-dire l'entière insaisissabilité de la solde lorsqu'elle ne dépasse pas 600 francs. Rien ne serait donc plus simple que cette matière, à s'en tenir aux textes législatifs en vigueur. Mais la volonté du législateur s'est ici heurtée à une idée toute particulière : l'armée, dans la pensée de tous ses chefs (et c'est un des premiers éléments de l'esprit militaire), doit être une grande famille, où l'intervention du chef suprême doit pouvoir dans tous les cas assurer le bon ordre. Et si les lois viennent contrarier cette intervention salutaire, l'autorité militaire n'hésitera aucunement à passer outre à la loi. Ce sentiment est très nettement formulé dans une lettre du ministre de la guerre, du 13 juillet 1806, en ce qui concerne les lois relatives à la saisie des traitements militaires : « Ces dispositions, qui ont pour objet de laisser aux officiers poursuivis par des créanciers avides les moyens de tenir convenablement le rang où la confiance du gouvernement peut les placer, n'ôtent pas au ministre de la guerre le droit d'exercer une discipline sévère sur les officiers que l'oubli de leurs devoirs porte à contracter des dettes que l'honneur désap-

prouve ou à se faire un jeu de leurs engagements. Il a donc été reconnu que, dans certains cas, le ministre peut ordonner une retenue plus forte que celle prescrite par la loi. »

En somme, pour les traitements militaires, c'est la réglementation légale modifiée et corrigée par l'autorité arbitraire et disciplinaire du ministre de la guerre. Nous allons maintenant voir comment cette matière a été transformée par les nombreuses décisions ministérielles intervenues à son propos.

Solde des officiers. — Le ministre peut ordonner des retenues sur la solde des officiers, dans l'intérêt de leurs femmes et enfants, et ce nonobstant toute retenue déjà existante pour dettes (Ord. 19 mars 1823, art. 438, 439 ; Instr. 28 août 1825 ; Ord. 25 juillet 1839, art. 444). En revanche, le ministre peut refuser d'étendre la retenue au delà du $\frac{1}{5}$ établi par la loi de l'an III, même pour pension alimentaire, et malgré un jugement ayant validé la saisie-arrêt pour la totalité (Arrêt du Conseil d'Etat, 30 janvier 1809, *Recueil de Lebon*, t. I, p. 160), c'est-à-dire que le ministre, qui n'est pas lié par les termes de la loi de l'an III, vis-à-vis des officiers, peut toujours l'opposer aux saisissants quand il lui plaît, et l'interpréter plus rigoureusement que cela ne l'a été admis, dans les cas analogues, par la loi de l'an IX.

Des retenues peuvent également être ordonnées au profit du Trésor et des caisses de corps, sur l'ordre du ministre (Règlement du 21 nov. 1823, art. 261).

Quant aux retenues pour dettes, elles peuvent avoir lieu, soit en vertu d'oppositions judiciaires, soit sur l'ordre du ministre (Ord. 25 juillet 1839, art. 446), soit même sur celui du chef de corps, quand la dette a pour cause la subsistance, le logement, l'habillement et les autres fournitures nécessaires à l'état des officiers (Ord. 19 mars 1823, art. 440 et 441 ; Ord. 25 juillet 1839, art. 447 ; Ord. 13 mai 1848, art. 407 et 462). Dans ce dernier cas, les retenues peuvent normalement dépasser le cinquième, et d'ailleurs, dans tous les autres cas, la limitation au cinquième est toujours subordonnée à une décision contraire du ministre (Ord. 25 juillet 1839, art. 451).

Il existe pourtant, dans la législation militaire comme dans l'administration civile, un certain nombre de sommes qui échappent absolument à toute retenue. Telles sont : les frais de représentation et de bureau, les indemnités de rassemblement de vivres, de logement, de fourrage, les indemnités de déplacement et de frais de poste, les gratifications d'entrée en campagne, les indemnités pour perte d'effets et de chevaux. Toutes sont insaisissables, soit pour le courant, soit pour l'arriéré (Règlement 1^{er} déc. 1838 ; instr. min. 27 août 1845, art. 119). Nous retrouvons ici une application du principe général posé précédemment : l'entière insaisissabilité des indemnités allouées à un fonctionnaire pour assurer un service public.

Une disposition spéciale, édictée par la loi des

8-10 juillet 1791, article 62, interdit toute retenue sous prétexte de dépenses de corps, sauf pour les dégradations commises dans les cantonnements, et pour réparation des dommages causés par les troupes. En ce double cas, le conseil d'administration et les commandants de compagnies font la répartition des sommes dues, et des retenues individuelles sont alors faites, sous leur responsabilité personnelle et pécuniaire (Ord. 19 mars 1823, art. 679 et 698).

Quant à l'incessibilité des traitements militaires, il convient de distinguer soigneusement entre le temps de paix et le temps de campagne. Ce dernier est régi par des dispositions particulières. Les officiers de troupe et sans troupe, et les employés militaires, lorsqu'ils sont envoyés en Corse ou aux Colonies, ou, au cas de guerre, faisant partie d'une armée active employée hors de France, peuvent consentir une délégation du $\frac{1}{4}$ de leur traitement, soit au profit de leur famille, soit au profit d'un tiers. La limite du quart peut même être dépassée par décision spéciale du ministre de la guerre sur la demande motivée des officiers (Ord. 25 décembre 1837, art. 126). Cette délégation n'a d'ailleurs d'effet que pour un an (art. 129), et elle cesse de plein droit un mois après la rentrée du délégant dans l'intérieur du Royaume (art. 131).

La portion cessible du traitement militaire se trouve donc, en campagne, plus large que la portion saisissable. Il s'agit en effet de permettre aux officiers de pour-

voir à l'entretien matériel de leur famille, dont ils se trouvent contraints de se séparer. Rien n'est plus naturel ni plus logique, si l'on admet qu'en temps de paix, la loi de l'an III a fixé la portion cessible au même taux que la portion saisissable. Et l'analogie avec les dispositions incontestées de la loi du 21 ventôse an IX confirme encore cette opinion. Deux décisions judiciaires sont cependant venues condamner cette interprétation de la façon la plus formelle. Se basant sur les termes même de la loi de l'an III, elles en ont conclu que « si les quatre cinquièmes des appointements d'un militaire étaient insaisissables, il ne s'ensuivait pas que ce militaire ne pût les aliéner et en disposer », et que « les militaires avaient la libre disposition des quatre cinquièmes des sommes qui leur étaient dues (1) ». Il nous est impossible cependant de souscrire à une telle jurisprudence. L'argument tiré du texte de la loi est notoirement insuffisant. Si le législateur de l'an III a simplement employé le mot d'insaisissabilité, sans y ajouter celui d'incessibilité, c'est qu'il a considéré que l'une de ces deux qualités était inséparable de l'autre. Ce qui le prouve bien, c'est que le législateur de l'an IX a employé des termes identiques, et cependant, pour les traitements civils, la loi du 21 ventôse an IX a toujours été considérée, et unanimement, comme ayant établi l'incessibilité de la même façon, et dans les mêmes limites,

(1) Rouen, 6 mai 1829, et Cassation, toutes chambres réunies, 8 juin 1831 (D. 31, 1, 216).

que l'insaisissabilité. D'autre part, comment comprendre que, la solde des officiers étant cessible en totalité, en temps de paix, l'ordonnance du 25 décembre 1837 soit venue, pour le temps de guerre, fixer le maximum de la cession au quart du traitement? Une seule explication est possible de ce texte : c'est qu'on a voulu étendre, et non restreindre, la cessibilité du traitement en vue de la famille de l'officier, et il faut admettre que l'ordonnance de 1837 a interprété, administrativement, la loi de l'an III dans un sens tout opposé à celui de la jurisprudence de la Cour de cassation.

Solde des sous-officiers et soldats. — Elle est, en droit, complètement insaisissable : l'application du décret de pluviôse an III se trouve en effet écartée par l'article 65 de la loi des 8-10 juillet 1791, établissant l'insaisissabilité de la solde jusqu'à 600 francs. La jurisprudence a fait application de ce principe pour les simples cent gardes, qui avaient rang de sous-officiers (1).

Mais à côté de cette théorie juridique, les textes militaires ont édifié un état de choses très sensiblement différent dans la pratique, continuant encore ici leur travail de rectification des lois.

Des retenues sont possibles sur la solde des sous-officiers, mais aussi l'autorité militaire se réserve le droit de n'en point effectuer, si les dettes ont été contractées sans l'approbation du commandant de compagnie ou d'escadron (Ord. 13 mai 1814, art. 411 et 466).

(1) Trib. Seine, 14 mars 1857 (*Le Droit*, 21 mars 1857).

Au contraire pour les soldats, tout emprunt est formellement prohibé, et la solde absolument insaisissable (sauf le cas unique où le commandant de compagnie aurait par exception autorisé l'emprunt, sous sa responsabilité). Et les habitants doivent être prévenus de cet état de choses, lors de l'arrivée des troupes au cantonnement, par les soins de l'autorité militaire (Ord. 13 mai 1818, art. 412 et 467).

Un certain nombre de dispositions spéciales règlent encore la saisie de certains traitements militaires. C'est ainsi qu'aux termes du décret du 1^{er} mars 1854, articles 545 et 546 : « Les dettes contractées par les officiers, sous-officiers de gendarmerie et simples gendarmes, pour leur subsistance et leur entretien, ou fournitures relatives au service, peuvent motiver, de la part des chefs de légion, des ordres de retenue sur le traitement de ces militaires. Pour les sous-officiers et les gendarmes, ces retenues ne peuvent excéder le cinquième de la solde nette, tandis que les retenues au profit du Trésor ou des caisses de compagnie dans la gendarmerie peuvent s'élever au-dessus. »

Quant aux retenues faites sur les officiers, elles ne peuvent excéder le cinquième de la solde brute proprement dite (Ord. 13 février 1839 et inst. min. 1845, art. 131 et 132).

Les traitements des membres de la Légion d'Honneur ont été déclarés complètement insaisissables par le décret du 7 thermidor an X. Cette insaisissabilité est ab-

solue. Les femmes et les enfants des légionnaires, pour obtenir des aliments, peuvent seulement demander au ministre de la guerre d'ordonner des retenues en leur faveur. Juge souverain de la matière, le ministre est seul compétent pour ordonner une retenue, du tiers au plus, sur la pension ou solde de retraite de tout militaire qui ne remplirait pas à l'égard de sa femme ou de ses enfants les devoirs qui lui sont imposés par les chapitres V et VI du Code civil (D. 11 janvier 1808). A défaut de l'intervention ministérielle, il n'existe pour les femmes et enfants des légionnaires aucun moyen d'obtenir une part de ce traitement ; et les tribunaux ne peuvent valider une saisie-arrêt formée dans ces conditions (1).

Une controverse s'est enfin élevée sur un point qui n'a plus aujourd'hui qu'un intérêt historique. A la suite des événements de 1814 et 1815, et de la réorganisation de l'armée qui a accompagné le début de la Restauration, les lois des 23 septembre 1814 et 28 avril 1816 avaient converti l'arriéré de la solde en une créance sur l'Etat, payée au moyen d'obligations du Trésor, d'inscriptions de rente 5 0/0 consolidée et de reconnaissances de liquidation. Une telle créance était-elle saisissable en entier ? La Cour de Paris, saisie de la question, la trancha tout d'abord dans le sens de l'insaisissabilité des 4/5, par assimilation avec la solde. La Cour de Cassation

(1) Paris, 27 juin 1835 (S. 35, 2, 291).

pensa autrement : frappée surtout de cet argument, que les obligations du Trésor, inscriptions de rente et reconnaissances sont dans le commerce, et par suite parfaitement saisissables, elle se prononça pour la saisie complète des créances ainsi allouées aux anciens militaires, et cassa l'arrêt de la Cour de Paris (1).

La Cour de Rouen, à qui fut renvoyée l'affaire, reprit résolument l'opinion de la Cour de Paris (2). Et cette doctrine prévalut. La Cour de Cassation, toutes chambres réunies, se rangea à cet avis, et le consacra par son arrêt du 8 juin 1831 : les lois de 1814 et 1816, dit la Cour suprême, n'ont fait que substituer un nouveau mode de paiement à l'ancien, sans modifier le principe de l'insaisissabilité ; l'arriéré, comme la solde courante, n'est donc saisissable que pour un cinquième (3). On ne peut que souscrire à cette décision, car il n'y a pas eu novation dans la créance pour solde : il n'y a pas eu changement de dette, mais seulement changement de mode de paiement. La créance primitive subsiste donc toujours, avec sa qualité de créance pour traitement militaire, et son insaisissabilité se trouve par suite consacrée aussi bien par les termes mêmes que par l'esprit du décret du 19 pluviôse an III.

(1) Cass., 31 mai 1828 (D. 28, 1, 199).

(2) Rouen, 6 mai 1829 (D. 31, 1, 216).

(3) D. 31, 1, 216. Il est à remarquer que toutes ces décisions ont été rendues sur la demande d'un cessionnaire de l'officier, et qu'elles l'autorisent à toucher les $\frac{4}{5}$ insaisissables de la solde. V. ce qui a été dit plus haut de cette question.

b) *Marine de l'État.*

Comme la solde de l'armée de terre, la solde de la marine militaire est en principe régie par le décret de pluviôse an III ; comme elle, également, elle se trouve en fait sous un régime particulier résultant de divers décrets spécialement rédigés. Ce régime a d'ailleurs de grandes analogies avec celui que nous venons d'examiner.

Officiers. — Des dispositions du décret du 19 octobre 1851, articles 158 et suivants, il résulte que, d'une part, des retenues peuvent être pratiquées sur la solde des officiers aspirants ou employés, en vertu d'oppositions judiciaires, et que d'autre part le ministre peut également en ordonner d'office, ainsi que le gouverneur dans les colonies, et les commandants en chef. Ces retenues ne doivent pas dépasser le $\frac{1}{5}$ de la solde brute, « à moins de décisions contraires du ministre de la marine ».

En outre, et toujours comme pour les officiers de l'armée de terre, des retenues peuvent être prescrites par le ministre pour aliments (art. 203, 214 et 215 C. c.), indépendamment de toute autre retenue. Mais le ministre est seul juge de l'étendue à donner à ces retenues, et s'il le veut, il peut limiter au cinquième l'effet d'une opposition pour pension alimentaire, même allouée par jugement. La loi du 19 pluviôse an III n'a pas fait d'exception, dit la jurisprudence, et le ministre, libre de n'en point tenir compte aux dépens de l'officier débiteur, peut

toujours s'en prévaloir à l'encontre des créanciers, quel que soit leur titre (1).

Le même décret régleme également la cessibilité de ces traitements, et d'une manière toute spéciale, qu'explique tout naturellement la situation des marins, le plus souvent absents de leur foyer. Aux termes de l'article 66, les officiers, aspirants ou employés, embarqués à bord des bâtiments de l'Etat ou attachés au service des colonies, ont seuls la faculté de déléguer une portion de leurs appointements, à leur famille ou à un tiers. Le maximum de cette délégation varie d'ailleurs en raison de la situation du délégant : s'agit-il d'un officier, aspirant ou employé embarqué, la délégation est uniformément limitée aux $\frac{2}{3}$ de ses appointements à la mer ; quant aux officiers et employés attachés au service des colonies, le maximum est fixé à la moitié de leur solde coloniale, dégagee de tous accessoires, en ce qui concerne les délégations faites en faveur de leurs femmes, descendants ou ascendants, et un quart seulement de la dite solde, en ce qui concerne tous autres délégataires. Il faut noter une autre différence établie entre ces délégations : celles faites en faveur des femmes, enfants, père ou mère, sont valables par elles-mêmes ; les autres ne peuvent avoir leur effet qu'après approbation par l'autorité compétente (art. 68).

D'ailleurs, au moment même où il pose ces règles

(1) Conseil d'Etat, 30 janvier 1809 (Rec. de Lebon, t. I, p. 160).

restrictives, le décret de 1851 prend soin d'y consacrer le droit supérieur du ministre de la marine d'autoriser, dans des circonstances exceptionnelles, des délégations qui ne seraient pas conformes à ces prescriptions (art. 69).

Equipages de la flotte. — La solde est en principe insaisissable, sauf pour débet envers l'Etat, ou pour aliments, en vertu des articles 203, 205 et 214 du Code civil (décret du 11 août 1856, art. 250) (1). Par exception, les dettes contractées par les marins de l'inscription maritime, avec le consentement du commissaire de leur quartier, pour loyer, habillement ou nourriture desdits marins et de leur famille peuvent être acquittées, en vertu d'une décision spéciale de ce commissaire, mais seulement sur les décomptes déposés dans une des caisses des établissements des invalides (art. 252).

Si l'insaisissabilité de la solde des matelots présente encore quelque analogie avec celle de la solde militaire, nous allons maintenant rencontrer des dispositions toutes particulières au sujet de la délégation de cette solde. Il est permis aux officiers marinières, quartiers-maîtres, matelots et ouvriers chauffeurs de déléguer une portion de leur solde à leur famille ou à des tiers. Quant à la limite de ces délégations, le rédacteur du

(1) Antérieurement à ce décret, le Conseil d'Etat avait déjà admis, par un arrêt du 8 janvier 1810, que la solde des marins et militaires ne peut jamais être saisie par ceux qui se prétendent leurs créanciers, et que l'administration militaire ou maritime a seule le droit d'en régler l'emploi et la destination (Lebon, t. I, p. 211).

décret de 1856 n'a pas fixé, comme celui de 1851 pour les officiers, une quote-part de la solde. Il a préféré, sans indiquer les bases par lui adoptées, faire lui-même le calcul et déterminer dans un tarif annexe, auquel il renvoie, le montant de la délégation journalière permise pour chaque grade (1). La même faculté de déléguer est accordée aux surnuméraires et autres agents pendant la durée de leur embarquement à bord des bâtiments de l'Etat (Décret du 11 août 1856, art. 74).

Comme, pour les officiers, les délégations faites par les marins à des tiers ne peuvent avoir leur effet qu'après approbation du ministre de la marine. Ne reçoivent d'effet immédiat que les délégations faites en faveur des femmes, ascendants, frères et sœurs, et aussi celles consenties à un tiers pour l'entretien de femmes, d'ascendants infirmes ou d'enfants mineurs, qui sont assimilées aux délégations de famille, lorsque cette circonstance est explicitement exprimée dans la déclaration à consigner sur les pièces (art. 77).

D'ailleurs, des délégations d'office (c'est-à-dire des retenues pour aliments) peuvent être prescrites par les préfets maritimes sur la solde des officiers marinières, marins et autres agents du service, dans les cas déterminés par les articles 203, 205 et 214 du Code civil. Ces

(1) *Bulletin des lois*, 2^e sem., 1856, p. 1375. Le maximum de la délégation journalière varie, suivant le grade, de 0 fr. 05 à 2 fr. 50. La complication des soldes, indemnités, hautes payes, etc., empêche de calculer la proportion fondamentale.

délégations ne peuvent dépasser le tiers de la solde (Art. 78).

Les délégations, une fois consenties par les marins, continuent d'avoir leur effet pendant toute la durée du service, si elles ne sont pas formellement révoquées. Encore la révocation des délégations consenties au profit des femmes, ascendants ou descendants, n'est-elle admise qu'autant qu'elle a été reconnue comme légitimement demandée par le délégant, après enquête (Art. 79).

c) *Dispositions communes aux armées de terre et de mer.*

Les deux législations relatives à la saisie des traitements de l'armée et de la marine militaire présentent ce caractère commun d'être des lois de caractère très spécial, et d'être aussi plus favorables aux débiteurs que le droit commun des saisies-arrêts. Elles ont par suite dû tout naturellement rester en dehors de la sphère d'action de la loi du 12 janvier 1895 : *Specialibus generalia non derogant*. Après comme avant cette loi, les décrets que nous venons d'étudier continuent à régir les retenues à faire sur la solde.

Il est cependant toute une catégorie de traitements pour lesquels l'application de la loi de l'an IX ou de celle de 1895 paraît devoir être admise en dépit de ces décrets. Je veux parler des employés militaires. Pour l'armée de terre, la chose ne semble devoir faire aucune difficulté : les textes ne parlent que des officiers, sous-officiers et

soldats ; tout au plus la distinction sera peut-être quelque peu délicate en pratique entre les sous-officiers et certains employés militaires à ceux assimilés (maîtres, ouvriers commissionnés, portiers-consignes, etc.). Mais l'autorité maritime se montre plus envahissante : elle prétend soumettre à sa législation spéciale tout le monde qui vit et travaille dans ses ports et dans ses arsenaux. Nous venons de voir que le décret du 19 octobre 1851 assimile continuellement, dans ses dispositions, les officiers et les employés de la marine. Cette prétention ne peut cependant être admise.

Déjà le ministère des finances avait, antérieurement au décret de 1851, réclamé pour soumettre les fonctionnaires civils de la marine, écrivains, gardiens des ports, ouvriers cordiers, ferblantiers, forgerons, manœuvres et autres, à la législation des traitements et salaires civils de l'Etat. Il est vrai que, réservant l'application de la loi du 21 ventôse an IX au cas où ces employés étaient payés au mois, cette décision trop hardie déclarait complètement insaisissables les salaires payés à la journée (lettre du Secrétaire général des finances, 21 juin 1849). Aujourd'hui, nulle hésitation n'est plus possible : les ouvriers de l'armée et de la marine bénéficieront des dispositions de la loi du 12 janvier 1895, quel que soit le mode de paiement de leurs salaires, et les employés civils de ces deux corps seront régis, suivant le chiffre de leur traitement, par la loi de 1895 ou celle de l'an IX.

C. — TRAITEMENTS ENTIÈREMENT INSAISSISSABLES.

Traitements ecclésiastiques. — Les traitements ecclésiastiques, par une faveur toute particulière, sont entièrement insaisissables. Cette mesure a tout d'abord été prise à l'égard des prêtres de l'église catholique, par l'arrêté du 18 nivôse an XI (art. 1^{er}), mais les pasteurs du culte protestant n'ont pas tardé à obtenir le même privilège, que leur a formellement conféré l'arrêté du 15 germinal an XII (art. 6). Faut-il aller plus loin que ces deux textes, et par un argument d'analogie, étendre cette insaisissabilité complète aux traitements payés par l'Etat aux ministres du culte israélite, depuis la loi du 8 février 1841 ? Nous sommes, il est vrai, dans une matière de privilège, c'est-à-dire de droit étroit, mais il faut considérer surtout que l'intention bien marquée du législateur a été de faire du culte israélite un culte reconnu et sanctionné par l'Etat, au même titre que la religion catholique ou les deux religions protestantes. Nous sommes dès lors en droit d'en conclure que le législateur, bien qu'il ait négligé de le marquer formellement, a entendu appliquer au nouveau culte reconnu la faveur accordée aux ministres des cultes précédemment reconnus et rétribués (1).

En ce qui concerne spécialement les traitements des prêtres catholiques, les souvenirs de l'ancien droit ont

(1) Garsonnet, t. III, n° 550, Roger, n° 228, et Bioche, V° *Saisie-arrêt*, n° 39, 9°, hésitent à admettre l'assimilation.

fait naître quelques difficultés. Le traitement alloué par l'Etat n'est pas le seul revenu qu'ils touchent ; que faut-il penser du casuel, des oblations, du revenu des cures ? L'ancien droit admettait l'entière insaisissabilité du casuel, des oblations et des honoraires du prêtre, tout en reconnaissant que les autres revenus des bénéfices étaient parfaitement saisissables (1). De zélés partisans de l'Eglise ont cru pouvoir, même sous la législation actuelle, réclamer pour elle les mêmes privilèges. En vertu de l'article 36 du décret du 30 novembre 1809, a-t-on dit, le casuel et les oblations entrent dans les revenus des fabriques, lesquels sont certainement insaisissables ; et quant aux revenus des biens des cures, le décret du 6 novembre 1813 (art. 8) défend toute aliénation directe ou indirecte de ces biens (2). Mais ce double raisonnement ne résiste pas à un examen un peu attentif : en effet 1° le casuel et les oblations ne vont à la fabrique que pour partie : la part qui revient aux prêtres, de même que celle attribuée aux chantres et aux serviteurs de l'église, n'a rien de commun avec les revenus de la fabrique, et ne saurait donc participer en rien à leur insaisissabilité. On ne peut davantage y voir un traitement puisqu'elle est bénévolement fournie par les fidèles, à l'occasion de certains actes du culte, et la conséquence naturelle est l'application pure et simple du droit commun de la saisie-arrêt.

(1) Pothier, *Pr. civ.*, n° 497.

(2) Dumesnil et Pallain, *Législation du trésor public*, § 102.

2^o Pour les biens des cures, s'il est vrai que le curé n'en est qu'usufruitier, et ne peut les compromettre par ses engagements, il en est autrement des revenus de ces mêmes biens, et les créanciers pourront les saisir, en vertu du droit de saisie sur les revenus, universellement reconnu aux créanciers de l'usufruitier (1). On voit donc que l'insaisissabilité accordée aux prêtres catholiques se réduit uniquement au traitement proprement dit qui est alloué par l'Etat.

Il faut d'ailleurs entendre le terme de traitement ecclésiastique dans un sens large, et comme s'appliquant à tout traitement alloué pour l'exercice de fonctions ecclésiastiques. C'est ainsi qu'un aumônier de lycée, qu'il soit nommé par l'évêque ou seulement sur sa présentation, doit bénéficier des dispositions de l'arrêté du 18 nivôse an XI (2).

Traitements diplomatiques. — L'insaisissabilité complète n'est pas le partage des seuls traitements ecclésiastiques. Elle a également été concédée pour les traitements des ambassadeurs et agents diplomatiques, par un avis du Conseil d'Etat sanctionné le 25 novembre 1810.

Allocations pour services publics. — Il faut encore reconnaître le même caractère à toute une série d'allocations, qui constituent moins des traitements véritables que des indemnités et qu'on pourrait grouper sous ce

(1) Roger, n^o 289 ; Garsonnet, n^o 550.

(2) Trib. civ. Périgueux, 16 avril 1896 (*Pand. fr.*, 97, 2, 20).

titre commun : sommes allouées à divers fonctionnaires à l'occasion de services publics et pour leur permettre l'accomplissement de ces services. Ainsi sont complètement insaisissables les indemnités et sommes allouées :

Aux agents consulaires, pour frais d'établissement (déc. fin. 29 septembre 1849), aux conducteurs et aux piqueurs des ponts et chaussées pour frais de déplacement et de découcher (règl. 16 septembre 1843, Comp. du min. des travaux publics, p. 116) ;

Aux agents des bâtiments civils et aux géomètres en Algérie pour indemnités de déplacement et de tournées ;

Aux commissaires de police à titre de frais de tournées ou de bureau (lett. min. fin. 2 mars 1855), aux conservateurs, inspecteurs et sous-inspecteurs des forêts, à titre de frais de tournées et de gratifications (décr. 22 oct. 1811 ; déc. fin. 21 févr. 1853) ;

Aux directeurs des fermes-écoles pour frais de nourriture, blanchissage, médicaments laissés à leur charge, et celles pour couvrir les frais d'entretien du trousseau des élèves (déc. 3 juin 1851) ;

Aux médecins coloniaux en Algérie pour remboursement du prix des médicaments distribués gratuitement aux indigents (déc. 9 mai 1855).

Sont encore insaisissables pour la totalité les sommes allouées aux directeurs des contributions directes pour frais de bureau et pour la confection des matrices cadastrales (décision 22 janvier 1838) ;

Aux contrôleurs des contributions directes, pour frais

de tournées et pour leur concours aux mutations cadastrales (décision 19 octobre 1839) ;

Aux inspecteurs généraux, aux recteurs et inspecteurs des académies et autres fonctionnaires pour frais de tournées ou missions (règl. sur la comptabilité de l'instruction publique, 16 déc. 1841, art. 98 ; Instr. 1845, Inst. 1845, art. 144) (1).

Les traitements diplomatiques, ainsi que ceux des ministres du culte qui peuvent être chargés de famille (pasteurs ou rabbins) peuvent être saisis pour cause d'aliments. Il y a complète analogie de motifs avec les traitements civils régis par la loi du 21 ventôse an IX (2).

La loi du 12 janvier 1895 n'a rien changé à l'insaisissabilité totale établie pour ces divers traitements par des traités spéciaux : *specialibus generalia non derogant*.

§ 3. — Traitements et salaires privés.

A. — DROIT COMMUN.

Jusqu'à ces dernières années, nous l'avons vu, les traitements et salaires payés par des particuliers étaient restés en dehors de toute protection légale. Seule, une jurisprudence favorable réduisait les effets des oppositions dont ils étaient frappés. Cet état de choses, profondément modifié par la loi du 12 janvier 1895 en

(1) Roger, nos 280 et 281.

(2) Garsonnet, t. III, § 550.

ce qui concerne les salaires et une partie des traitements, a été au contraire maintenu sans changement pour les traitements supérieurs à 2.000 francs.

L'effet d'une saisie-arrêt pratiquée sur un de ces traitements est donc d'en arrêter entièrement le paiement, jusqu'à ce que l'intéressé ait obtenu une décision judiciaire réduisant cet effet à une quotité plus ou moins élevée du dit traitement. Quant au bien-fondé de cette réduction par justice des effets de l'opposition, sans revenir ici sur l'ancienne controverse que nous avons étudiée dans notre partie historique, contentons-nous de dire que les travaux préparatoires de la loi de 1895 lui ont conféré, dans les termes les plus formels, la sanction législative. Il faut également remarquer que la loi du 12 janvier 1895 a mis fin à la discussion toute théorique engagée par quelques auteurs au sujet de la possibilité de la saisie des traitements futurs. Enfin, les dispositions de ses articles 4 et 5, relatifs aux créances du patron contre son employé, sont venues apporter un argument tout puissant aux partisans de la saisie-arrêt sur soi-même.

La saisie-arrêt des traitements privés supérieurs à 2.000 francs, se trouvant régie par les dispositions du Code de procédure civile, n'offre aucun trait particulier à ajouter à l'exposé succinct qui a été fait de cette procédure dans la première partie de ce travail. Nous nous bornerons donc à ces indications en ce qui concerne les traitements restés sous l'empire du droit commun. Les

salaires et petits traitements, régis par les dispositions nouvelles de la loi du 12 janvier 1895, vont au contraire nous fournir de nombreux objets d'étude.

B. — LOI DU 12 JANVIER 1895.

Champ d'application. — Il importe de déterminer tout d'abord le champ d'application de la loi du 12 janvier 1895. L'article 1^{er} nous apprend qu'elle n'a point prétendu régir — ainsi que le demandaient, dans leurs diverses propositions de lois, MM. Brugeilles, Thellier de Poncheville et Chiché, — tous les traitements et salaires. La loi fait une distinction à cet égard : elle admet au bénéfice des nouvelles dispositions tous les salaires, mais repousse les traitements supérieurs à 2000 francs.

A première vue, cette distinction paraît bien singulière, et il faut convenir qu'elle est bien difficile à justifier en théorie. Aussi ses auteurs même conviennent-ils que seules des difficultés de pratique l'ont fait admettre (1). Voulant accomplir une réforme au profit exclusif des petits travailleurs, il semblait d'abord tout indiqué d'adopter une limite uniforme pour les traitements et les salaires. Mais comment déterminer pour ceux-ci le montant annuel ? Là était la difficulté, car si le traitement est fixe de sa nature, il en est tout autrement du salaire, soumis à toutes les variations ré-

(1) Rapport de M. Régismanset (*Doc. parlam.*, Sénat, 1894, p. 176).

sultant du chômage ou de la maladie. C'est pourquoi le projet de loi gouvernemental, renonçant à une évaluation délicate, admettait au bénéfice des dispositions nouvelles tous les salaires, quel qu'en fût le montant. La commission de la Chambre, frappée de l'inégalité ainsi établie, au profit des ouvriers, et au détriment des petits employés, voulut y remédier : et puisque le salaire annuel n'était pas directement appréciable, elle résolut d'y suppléer par une évaluation arbitraire : le salaire quotidien devait être multiplié par 300 pour donner le salaire annuel. C'était une marge de 65 jours pour le chômage et la maladie, ce qui n'avait rien de bien excessif. De cette façon, le projet de la commission pouvait rétablir, aussi bien pour les salaires que pour les traitements, la limite de 2000 francs (1). Telle fut aussi la disposition du texte voté par la Chambre, mais la commission du Sénat préféra, ainsi que nous l'avons dit plus haut, reprendre pour base de ses travaux le projet gouvernemental. Aussi rétablit-elle l'insaisissabilité pour les salaires des ouvriers et gens de service, sans aucune limite.

Il est évident qu'au point de vue pratique, ce système l'emporte de beaucoup par sa simplicité. On peut dire de plus en sa faveur que les salaires d'ouvriers dépassant 2000 francs par an sont relativement rares, et qu'ainsi l'extension ne sera pas considérable. L'inégalité n'en

(1) Rapport de M. Vival (*Doc. parlem.*, Chambre, 1893, p. 858).

subsiste pas moins, ce qui est fâcheux. Peut-être eût-on pu l'éviter, sans recourir à une évaluation forcément arbitraire comme celle de la commission de la Chambre. Il est vrai qu'il eût alors fallu changer l'économie de la loi elle-même. Au lieu d'une réforme établissant l'insaisissabilité invariable des 9/10 pour les salaires et petits traitements seulement, mieux eût valu établir une insaisissabilité graduée et progressive, analogue à celle de la loi du 21 ventôse an IX, et s'étendant à tous les traitements et salaires, quel qu'en fût le montant. On a invoqué, dans les travaux préparatoires, l'impossibilité d'étendre à tous les traitements le bénéfice d'une loi qui grève le budget d'une assez lourde charge, par suite des dispenses d'enregistrement et de timbre contenues dans la nouvelle procédure. Mais qui empêchait d'étendre à tous les traitements le bénéfice du titre 1^{er} ainsi remanié, tout en limitant, si l'on voulait, à une certaine somme les traitements et salaires admis à profiter du titre II? On aurait ainsi échappé à la choquante inégalité inscrite au seuil même de la loi, et qui porte sur les petits employés dont le sort, on le sait, est actuellement moins heureux que celui de l'ouvrier.

Distinction entre les traitements et les salaires. — Cette inégalité donne un grand intérêt à la distinction entre les salaires d'une part et les appointements ou traitements de l'autre. La loi de 1895 n'a pas daigné sur ce point nous fixer de critérium, et il faut avouer que les travaux préparatoires ne nous renseignent guère

davantage. Si nous examinons les termes mêmes de l'article 1^{er}, nous sommes tout d'abord frappés de la double opposition symétrique établie par la loi ; pour elle la distinction entre les salaires et les appointements ou traitements est analogue à celle entre les ouvriers ou gens de service et les employés, commis ou fonctionnaires. Cette remarque n'est pas superflue, car si nous nous attachions uniquement, sans tenir compte des termes mêmes de la loi, à l'argument invoqué dans les travaux préparatoires pour instituer l'inégalité établie entre les salaires et les traitements, nous pourrions être amenés à considérer exclusivement comme salaire toute rétribution variable en raison du chômage ou de la maladie, tandis que serait admise comme traitement toute rétribution présentant un caractère de régularité et de stabilité. Une telle théorie aurait sans doute le mérite de la simplicité, mais elle se trouverait par contre en opposition avec les termes de l'article 1^{er}, et nous devons combiner cette idée avec la distinction entre les fonctions de l'ouvrier et celles de l'employé.

Remarquons d'ailleurs que les gens de service dont le salaire est déclaré insaisissable, quel qu'en soit le montant, sont généralement payés au mois, et que d'autre part un certain nombre de traitements d'employés sont variables, par exemple les remises allouées aux percepteurs.

Nous devons tenir pour ouvrier tout individu qui reçoit un salaire pour l'exercice d'un métier manuel, sans

qu'il y ait lieu d'ailleurs de distinguer s'il est payé à la journée ou à l'heure, à la tâche ou à la pièce (1).

Il a été jugé, d'après cette doctrine, qu'un garçon étalier dont le travail essentiellement manuel demande l'emploi d'une force musculaire considérable, et qui d'autre part travaille à la journée, et subit le chômage, les pertes résultant de ses absences ou de sa maladie, doit être considéré comme un ouvrier et non comme un employé, c'est-à-dire que son salaire, même supérieur en fait à 2000 francs par an, doit bénéficier des dispositions de la loi du 12 janvier 1895 (2). Nous trouvons ici fort nettement indiqués les deux caractères distinctifs du salaire : travail manuel et variabilité.

Ouvriers accidentels. — Il faut remarquer qu'une saisie-arrêt ne saurait frapper utilement les salaires d'un individu qui ne serait point l'ouvrier habituel du patron entre les mains de qui la saisie a été pratiquée, mais bien un simple journalier lui louant accidentellement ses services. Il en est ainsi par exemple, d'un ouvrier qui gagne sa vie en travaillant sur les ports à décharger les bateaux. La raison de cette exception est qu'une saisie-arrêt ne peut frapper une créance qui n'existait même pas en germe au moment où la saisie a été pratiquée : or tel est le cas ici, puisque l'on ne sait point chaque jour si l'ouvrier travaillera pour tel patron ou pour tel autre (3).

(1) En ce sens, Emion, n° 2; Pabon, n° 36, 38 et 41; Bourgueil, n° 6.

(2) Trib. civ. Seine (6^e ch.), 16 décembre 1896, D. 97,2, 353.

(3) Trib. paix du Havre, 7 nov. 1895 (*Gaz. Trib.*, 17 janv. 1896).

Contremaîtres. — On doit assimiler les contremaîtres ou chefs d'ateliers aux ouvriers. Leur genre de travail est analogue à celui de ces derniers, et comme eux aussi ils touchent un salaire soumis aux variations du chômage. Nous devons donc admettre que leur salaire ne sera jamais saisissable que pour le dixième, bien qu'il puisse souvent en pratique atteindre des sommes très supérieures à 2000 francs par an (1).

Forts de la Halle. — Malgré le caractère essentiellement manuel de leur profession, il a été jugé que les forts de la Halle ne sont point des ouvriers, mais bien des employés, et que par suite leur rétribution n'est soumise aux règles protectrices du 12 janvier 1895 qu'autant qu'elle ne dépasse pas 2000 francs. Le tribunal se fonde tout d'abord sur ce fait que les forts de la halle, au lieu d'être payés individuellement pour le travail effectué, sont rémunérés par une perception fixe sur chaque marchandise transportée, perception dont le montant est ensuite également réparti entre eux tous ; et surtout sur le monopole dont ils sont investis, et qui fait d'eux une véritable corporation. Il est impossible dans ces conditions de considérer les forts de la halle comme de simples ouvriers, malgré le travail musculaire qu'ils fournissent : ce sont de véritables employés (2).

(1) Emion, n° 5 ; Bourgueil, n° 5 ; trib. paix Grand-Couronne (Seine-Inférieure), 25 mars 1896 (D. 97, 2, 353). L'assimilation a d'ailleurs été admise, antérieurement à la loi du 12 janvier 1895, par deux arrêts de la Cour de Lyon, 7 juillet et 9 août 1887.

(2) Trib. civ. Seine (2^e ch.), 18 mai 1897 (*Gaz. Trib.*, 13 août 1897).

Gens de service. — Quant aux gens de service, ce sont ceux qui sont plus particulièrement attachés au service de la personne ou de la maison : domestiques, cuisiniers, etc. Au surplus, il est parfaitement inutile de chercher ici à préciser la distinction entre ouvriers et gens de service, puisque la loi du 12 janvier 1895 les réunit dans la même disposition. Nous avons vu plus haut que cette assimilation ne se conçoit guère en logique, l'argument invoqué pour étendre l'insaisissabilité aux salaires les plus élevés ne pouvant en aucune façon être appliquée aux gages des gens de service, très généralement payés au mois, sans aucun aléa. Il faut d'ailleurs reconnaître que les termes de la loi sont formels sur ce point.

Commis-voyageurs. — Nous classerons au contraire parmi les employés tous les salariés dont le travail sera plus intellectuel que manuel, sans nous arrêter à considérer s'ils sont payés au moyen d'un traitement fixe ou de rétributions variables, comme le sont les parts d'intérêts ou les commissions. Nous avons vu précédemment qu'un commis-voyageur est un employé, même lorsqu'il ne touche rien autre chose qu'une commission sur les affaires par lui conclues, parce qu'il est au service exclusif d'un patron, tandis que le courtier de commerce, qui négocie des affaires pour le compte de diverses personnes, n'est point un salarié, et ne pourra bénéficier, par suite, des dispositions de la loi du 12 janvier 1895.

Professeurs. — Nous appliquerons la même distinc-

tion aux membres de l'enseignement. Le professeur qui donne des leçons à un élève n'est point un salarié et ne peut invoquer la protection de la loi du 12 janvier 1895. Il en sera tout autrement du précepteur dont les services ont été exclusivement retenus par la famille qui l'a engagé pour un certain temps : une opposition ne pourra frapper que le dixième de son traitement à la condition toutefois que celui-ci ne soit pas supérieur à 2000 francs par an. Nous en dirons autant du professeur attaché par contrat à un établissement d'enseignement libre (1), laïque ou religieux (il va de soi que le prêtre attaché en qualité de professeur à un établissement de cet ordre ne pourra en aucune façon revendiquer à son profit la complète insaisissabilité édictée au profit des traitements ecclésiastiques, puisqu'il ne s'agit ici que d'une rétribution payée par un établissement particulier). Quant aux professeurs de l'Université, ils rentrent évidemment dans la catégorie des fonctionnaires.

Artistes lyriques et dramatiques. — De même doivent être rangés parmi les employés les artistes lyriques et dramatiques, et cela doit s'entendre non seulement des acteurs et actrices, mais aussi des simples choristes d'un théâtre (2). La loi du 12 janvier 1895 protégera donc leurs appointements, à la condition, bien entendu, qu'ils

(1) Pabon, n° 41 ; jugé notamment que la loi du 12 janvier 1895 s'applique au traitement inférieur à 2000 francs d'un maître d'armes dans un petit séminaire : trib. civil Narbonne, 1^{er} avril 1897 (*Gaz. Trib.*, 5 septembre 1897).

(2) Trib. civ. Montpellier (1^{re} ch.), 13 nov. 1895 (*Lois nouvelles*, 96, 2, 65).

ne dépassent pas 2000 francs pour l'ensemble de l'année (1).

On devra de même comprendre parmi les employés les médecins attachés à un établissement particulier, et qui touchent en cette qualité un traitement régulier ; par exemple, les médecins attachés à des établissements de santé (2). Au contraire, l'avocat attitré d'une société privée, quels que puissent être le mode et l'importance de sa rétribution, ne pourra jamais être considéré comme un employé ; nous avons vu plus haut que les règles fondamentales de sa profession lui interdisent absolument toute fonction salariée (art. 42, ord. 20 nov. 1822). Ses honoraires ne peuvent donc jamais constituer un véritable traitement, et la loi du 12 janvier 1895 ne leur sera jamais applicable.

Nous venons d'établir à quels employés ou ouvriers, au service des particuliers, s'applique la loi du 12 janvier 1895. D'autre part, comme nous l'avons déjà vu, cette loi régit également les traitements des employés et fonctionnaires publics, ainsi que les salaires des ouvriers de l'Etat, des départements, des communes et des établissements publics. Nous devons donc tenir pour communes à toutes ces diverses classes de traitements et sa-

(1) M. Bourgueil, n° 5, range les artistes lyriques ou dramatiques parmi les ouvriers, ainsi que les précepteurs et les voyageurs de commerce. Il doit y avoir là une simple inadvertance, car lui-même établit très nettement au numéro suivant que ce qui caractérise l'employé, c'est le fait de se livrer principalement à un travail d'intelligence.

(2) Pabon, n° 41.

lares les dispositions de la loi du 12 janvier 1895 qu'il nous reste maintenant à examiner.

a) Insaisissabilité.

La quotité saisissable, pour les salaires et petits traitements, est fixée au dixième par l'article 1^{er} de la loi du 12 janvier 1895. Nous avons vu que cette fixation uniforme a été adoptée pour plus de simplicité. Quant au chiffre lui-même, il a été choisi par le projet gouvernemental comme le plus en rapport avec l'élévation croissante des dépenses nécessaires à la vie, quoique la jurisprudence fût alors plutôt dans l'usage de réduire au cinquième les saisies-arrêts formées sur les salaires. La limitation au dixième est donc une innovation protectrice des petits débiteurs, et il faut d'autant plus y applaudir que la disposition également nouvelle de l'article 2, relative à la cessibilité, vient corriger fort heureusement ce qu'une telle mesure aurait pu avoir d'inquiétant pour le salaire de l'ouvrier.

Calcul de la portion saisissable. — Sur quelles bases devra-t-on calculer le montant du traitement afin d'en connaître le dixième saisissable ? Les accessoires qui présentent un caractère de fixité, tels que les indemnités de logement, ou les frais fixes alloués à certains fonctionnaires par diverses administrations, devront naturellement y être comprises (1). Les retenues faites sur le traitement en vue d'une pension de retraite ne devront

(1) Trib. civ. Amiens, 22 mai 1896 (*Lois nouvelles*, 97. 4. 38).

point être déduites du montant de ce traitement : la quotité saisissable doit être calculée sur le traitement brut. Par contre, les amendes infligées aux ouvriers par leurs patrons devront être, à chaque paie, déduites du salaire, car la saisie-arrêt ne peut frapper que le dixième du salaire réellement perçu, et s'il est vrai que la somme retenue pour constituer une pension de retraite doive être considérée comme perçue par l'ouvrier ou l'employé, encore qu'elle ne soit pas affectée à un usage immédiat, au contraire les amendes encourues réduisent le salaire perçu sans aucune espèce de compensation pour l'ouvrier (1).

Ces règles de détermination du montant total du traitement présentent une double utilité : elles permettent de fixer la quotité saisissable, mais aussi de constater si le montant est ou non supérieur à 2000 francs, c'est-à-dire si l'on doit appliquer la loi du 12 janvier 1895 ou l'ancienne législation. C'est ainsi que de ce principe, qu'on doit comprendre dans le calcul du traitement le montant des commissions variables, payables en argent, qui viennent s'ajouter au salaire fixe d'un voyageur de commerce, il faut conclure à l'inapplicabilité de la loi du 12 janvier 1895, lorsqu'à des appointements inférieurs à 2000 francs sont venus s'ajouter, au cours de l'année où la saisie a été pratiquée, une somme de commissions élevant la rémunération du voyageur à un total supérieur à 2000 francs (2).

(1) Pabon, n^{os} 101 et 102.

(2) Trib. civ. Lyon (3^e ch.), 13 mars 1897 (D. 97.2.353).

En sens inverse, on ne doit point faire entrer en ligne de compte les prestations en nature, quelles qu'elles soient, qui viendraient s'ajouter accessoirement au salaire ou traitement. Il n'en serait autrement que si, en vertu d'arrangements particuliers, le traitement ne devait être payé qu'en prestations, ou si ces prestations, au lieu d'être l'accessoire du salaire en argent, constituaient la partie la plus considérable du paiement des services rendus (1).

Il convient également de faire remarquer que la loi du 12 janvier 1895 est toujours applicable, lorsque la saisie porte sur les traitements de deux époux et que chacun de ces traitements envisagés isolément est inférieur à 2000 francs. Peu importe, à cet égard, que les époux soient mariés sous le régime de la communauté. Il est en effet constant, en doctrine comme en jurisprudence, que la communauté ne constitue pas une personne morale, ce qui suffit à faire tomber le raisonnement mis en avant par quelques intéressés, prétendant saisir le traitement de la communauté, c'est-à-dire l'ensemble des traitements des deux époux, ensemble supérieur à 2000 francs. La jurisprudence n'a pas hésité à condamner formellement une prétention aussi peu fondée (2).

Quant à savoir comment le créancier saisissant pourra

(1) Trib. civ. Angoulême, 30 décembre 1896 (D. 97.2.353); trib. paix Dormans, 5 mars 1896 (*Mon. Huissiers*, 96, 2, 25).

(2) Trib. civ. Lyon (3^e ch.), 20 décembre 1895, et trib. civ. Montpellier (1^{re} ch.), 25 novembre 1895 (*Gaz. Trib.*, 3 juin 1896).

s'assurer si le traitement de son débiteur est ou non supérieur à 2000 francs, c'est une question que le texte de la loi a négligé de résoudre. Nous verrons, en traitant de la procédure de la loi du 12 janvier 1895, quelle conduite est indiquée au créancier par les travaux préparatoires de la loi.

Paiement de la portion insaisissable du traitement.

— Toutes les fois que la loi du 12 janvier 1895 sera applicable à un traitement ou salaire, le tiers saisi devra remettre au saisi les 9/10 de ce traitement; même si le saisissant avait, dans son opposition, déclaré en saisir la totalité, car en agissant ainsi, le tiers saisi ne fera que se conformer aux dispositions formelles de la loi, et n'engagera en aucune manière sa responsabilité. Il ne devra non plus avoir aucun égard à l'acte par lequel le saisi déclarerait autoriser son créancier à saisir une somme supérieure au dixième du traitement (1). Cela résulte naturellement du caractère d'ordre public généralement reconnu à la loi du 12 janvier 1895, et si le législateur français n'a pas cru devoir, à l'exemple du législateur belge, énoncer formellement que « toute stipulation contraire est nulle (2) », son intention ressort avec une netteté suffisante des termes mêmes employés par lui, ainsi que du rapprochement des articles 1 et 2 de notre loi.

Dé même, le patron qui, par suite de négligence, a oublié d'opérer sur le paiement du salaire échu la rete-

(1) Emion, n° 26.

(2) Loi belge, 18 août 1887, art. 1^{er}, al. 2 (*Ann. lég. étr.*, 1887, p. 611).

nue légale ne pourra s'indemniser en exerçant à l'échéance suivante une retenue plus forte. Le caractère alimentaire de la portion insaisissable du salaire s'y oppose formellement : l'ouvrier peut l'invoquer aussi bien contre son patron que contre son créancier. Cette solution, déjà admise par la jurisprudence antérieure à la loi du 12 janvier 1895 (1), doit à plus forte raison être considérée comme certaine depuis l'application de cette dernière loi. C'est même à tort que la décision judiciaire dont nous venons de parler a admis une exception à cette règle pour le cas où l'ouvrier a usé de manœuvres dolosives pour déterminer son patron à ne pas opérer la retenue mensuelle, par exemple en lui affirmant, contrairement à la vérité, que loin d'être débiteur du saisissant, il est au contraire son créancier, et qu'il n'y a pas lieu de tenir compte d'une saisie-arrêt ainsi mal fondée. Une telle allégation ne détruit nullement la responsabilité du patron : en voulant apprécier la validité d'une saisie-arrêt formée entre ses mains, il a agi en juge à ses risques et périls, et il se trouvera exposé aux justes réclamations du saisissant. Au lieu d'écouter une affirmation intéressée, dont il ne pouvait contrôler la sincérité, il n'avait qu'à se conformer purement et simplement à la loi qui lui indiquait ce qu'il avait à faire : retenir le dixième du salaire. Quant à essayer ensuite de se couvrir de cette responsabilité au moyen

(1) Trib. civ. Lyon, 31 juillet 1885 (*Gaz. Pal.*, 19 avril 1896).

d'une retenue plus forte sur les échéances suivantes, sous prétexte de faire supporter à l'ouvrier les conséquences de sa mauvaise foi, c'est ce qui est nettement interdit au patron par les termes formels de l'article 7 de la loi du 12 janvier 1895 : le saisi a droit, dans tous les cas, à toucher les 9/10 insaisissables de son salaire. Et comme, ainsi que nous le verrons bientôt, la même loi interdit en pareil cas la compensation entre la créance du patron et celle de l'ouvrier, et qu'une telle créance ne peut davantage être considérée comme résultant d'une avance en espèces, en conformité de l'article 5, il ne restera d'autre ressource au patron, simple créancier ordinaire de l'ouvrier pour le montant de la retenue non faite, que de venir en concurrence avec les saisissants antérieurs sur le montant des retenues subséquentes, au moyen d'une saisie-arrêt formée entre ses propres mains. A moins cependant que, la portion cessible du traitement se trouvant libre, le patron créancier ne parvienne à obtenir de l'ouvrier une délégation pour le montant de la retenue non opérée.

Augmentation rendant le traitement supérieur à 2000 francs. — Il est un point fort important sur lequel la loi est demeurée muette, et pour lequel les travaux préparatoires ne fournissent que des renseignements assez confus. Qu'arrivera-t-il, si une fois l'opposition dûment formée en vertu de la loi du 12 janvier 1895, le traitement vient, par suite d'une augmentation, à dépasser 2000 francs ? Le fait présente un double intérêt : pour

la compétence du tribunal et la procédure à appliquer, d'une part, et pour la quotité saisissable du traitement d'autre part. Nous ne nous occuperons ici que de cette dernière question.

Les travaux préparatoires ne peuvent nous fournir aucun secours. La discussion fort confuse qui a pris place lors de la délibération au Sénat, n'a porté que sur la compétence du juge de paix ou du tribunal civil, mais personne n'a fait allusion à la modification qu'une telle augmentation pouvait faire subir à la quotité saisissable.

A défaut de texte, les auteurs ont proposé diverses solutions. La plus radicale, et la plus logique assurément, consiste à cesser toute retenue en vertu de l'opposition primitive, puisque l'augmentation a eu pour effet de faire sortir le traitement des limites posées par la loi du 12 janvier 1895. Cette loi ne peut plus dès lors lui être applicable, et du même coup tombent tous les effets des oppositions formées en vertu de cette loi spéciale (1).

D'autres auteurs, cherchant à s'inspirer de l'esprit de la loi, ont prétendu concilier tout à la fois les intérêts du saisissant et ceux du saisi. Ils admettent qu'en attendant une nouvelle opposition, formée dans les conditions du Code de procédure civile, laquelle aura pour effet de changer la quotité saisissable, le tiers saisi peut valablement continuer les retenues en vertu de l'ancienne

(1) Le Pelletier, n° 10.

opposition, en les limitant toutefois, comme par le passé, au dixième du traitement; naturellement, dans ce cas, la retenue du 1/10 devra porter sur le montant actuel du traitement, et non pas sur 2000 francs (1).

Ce mode de procéder présente certainement des avantages pratiques. Il sauvegarde les intérêts du créancier par la continuation des retenues, et celui du débiteur par le maintien de la retenue de 1/10 seulement. Au point de vue juridique, il laisse par contre beaucoup à désirer. La loi du 12 janvier 1895 ayant été faite uniquement pour les traitements qui ne dépassent point 2000 francs, il est bien difficile d'en appliquer les dispositions à un traitement supérieur à cette somme. D'ailleurs, comme s'ils sentaient bien eux-mêmes la faiblesse juridique de leur raisonnement, les auteurs dont nous rapportons ici l'opinion se sont efforcés de trouver des combinaisons permettant de satisfaire tout le monde, et d'ôter notamment au créancier tout motif de plainte. C'est ainsi que M. Brillié propose que le créancier se fasse consentir par le débiteur une délégation pour la différence du montant des retenues dans les deux législations. Soit par exemple un traitement de 1700 francs porté à 2200 francs. Si une nouvelle opposition intervenait, on devrait retenir 500 francs d'après le taux fixé par la loi de ventôse an IX. En attendant on continuera à faire des retenues du dixième du nouveau

(1) Emion, n° 27; César-Bru, *Revue générale du Droit*, 1896, p. 437; Brillié, p. 64.

traitement soit 220 : mais rien n'empêche le créancier de se faire consentir la différence, soit 280 francs. On retiendra donc 220 francs en vertu de l'opposition, et 280 francs en vertu de la délégation, ce qui fera 500 francs complets. Mais alors quelles étranges conséquences : sous prétexte de continuer à appliquer la loi du 12 janvier 1895, on retiendra $1/10$ pour l'opposition et plus de $1/10$ pour la délégation, c'est-à-dire qu'on appliquera l'article 1^{er} et qu'on violera l'article 2 de la loi. C'est l'arbitraire absolu.

M. Emion n'a guère été plus heureux dans ses efforts pour contenter le créancier. Il propose tout d'abord de continuer les retenues du dixième en vertu de l'ancienne opposition, sauf à calculer ce dixième sur le nouveau montant du traitement, et fait remarquer que le créancier n'y perdra que peu de chose, puisqu'il évite par là les frais considérables d'une opposition faite dans les termes du Code de procédure civile, et qu'au reste il est toujours en son pouvoir d'obtenir la retenue du cinquième, en donnant mainlevée de l'ancienne opposition pour en réformer une nouvelle en vertu de la loi. « Mais, ajoute-t-il, le mieux serait, dans l'intérêt des deux parties, que le débiteur signât un consentement à ce que, sur la différence du traitement, la retenue pût être du cinquième au lieu du dixième. De cette façon, le tiers-saisi serait autorisé à retenir 10 0/0 sur les deux premiers mille francs, et 5 0/0 (l'auteur veut sans doute dire 20 0/0) sur le surplus. Or un tel engagement serait,

suivant nous, parfaitement valable, puisque la retenue serait encore inférieure à celle autorisée par la loi sur un traitement de 2100 francs, et de cette façon tous les intérêts se trouveraient sauvegardés. » Mais ici on peut demander à l'auteur quelle loi il prétend appliquer. Ce n'est ni celle du 12 janvier 1895, ni celle du 21 ventôse an IX, ou plutôt ce sont toutes les deux concurremment : l'une sur 2000 francs, et l'autre pour le surplus. Mais c'est s'exposer à bien des complications, et M. Emion ne nous a point expliqué ce qu'il voudrait qu'on fit s'il existait déjà une délégation consentie dans les termes de l'article 2 de la loi du 12 janvier 1895 : lui appliquerait-il cette loi, ou celle de l'an IX ? Nous flottons en plein arbitraire, et de plus l'auteur contredit ici manifestement la décision qu'il venait de donner : retenir le 1/10 du nouveau traitement. Serait-ce que la délégation nouvellement consentie aurait eu pour conséquence de réduire l'effet de l'opposition précédente ? Ce serait bien inexplicable.

C'est cependant le système de la continuation des retenues, fixées au dixième du nouveau traitement, qu'appliquent les administrations qui relèvent du Ministère des Finances. Dans sa circulaire du 26 janvier 1895 aux Trésoriers Payeurs généraux, l'agent judiciaire du Trésor public leur prescrit cette ligne de conduite, mais fondée sur des motifs de pure pratique, et sans dissimuler ses préférences théoriques pour le système précédemment rapporté.

« J'incline à penser, dit-il, que la conséquence de cette mesure devrait être d'arrêter immédiatement tout effet des saisies antérieures sur les nouvelles mensualités de traitement à échoir, et que des retenues ne pourraient être pratiquées sur ces mensualités qu'en vertu d'oppositions faites en conformité du Code de procédure, et pour la quotité déterminée par la loi de ventôse an IX.

« Toutefois, dans l'intérêt de votre responsabilité, et en attendant que la jurisprudence se soit prononcée sur ce point, je crois que vous agirez prudemment en continuant les retenues et en les limitant au dixième, jusqu'à la survenance d'une nouvelle opposition faite suivant le droit commun, vous autorisant à les maintenir et à en élever le taux, ou jusqu'à la production d'une décision judiciaire vous enjoignant de les cesser (1). »

Par contre, et toujours par des considérations de pure pratique, la ville de Paris applique en pareil cas, dès l'augmentation de traitement, le tarif de la loi du 21 ventôse an IX, et ce en vertu de la précédente opposition, sans exiger aucunement une opposition nouvelle. En agissant ainsi, elle semble tout d'abord favoriser le créancier aux dépens du débiteur, mais il faut considérer qu'elle évite ainsi les frais relativement considérables d'une opposition signifiée dans les formes du Code de procédure, frais qui retombent toujours, en définitive, à la charge du débiteur. La ville de Paris favorise

(1) Circulaire du 26 janvier 1895, § 6.

donc en réalité le saisissant et le saisi tout ensemble ; elle évite au premier l'ennui d'une démarche et d'une avance de fonds, au second des frais onéreux pour lui.

Quelle que puisse être en pratique la supériorité ou l'infériorité de ce système sur celui du trésor (et l'on doit reconnaître qu'ils sont en droit aussi peu fondés, l'un que l'autre), il faut observer que cette manière d'agir n'est possible que dans les administrations qui, comme la Ville de Paris, ne sortent de l'application de la loi du 12 janvier 1895 que pour tomber dans celle de la loi de l'an IX. Elles peuvent donc choisir entre deux retenues légales à effectuer. Mais pour les patrons ordinaires et les administrations privées, qui n'ont pas la même ressource, nous croyons que le plus sage pour eux sera de considérer purement et simplement l'ancienne opposition comme ayant cessé de produire aucun effet, et d'attendre tranquillement que le saisissant ait réformé entre leurs mains une nouvelle opposition dans la nouvelle forme. Bien que la question ne semble pas encore avoir été résolue par la jurisprudence, je ne pense pas qu'aucun tribunal leur puisse donner tort pour une application aussi rigoureusement exacte des principes juridiques.

Diminution de traitement. — Quant au cas inverse d'un traitement supérieur à 2000 francs qui viendrait, par suite de diminution, à se trouver ramené à un chiffre inférieur, et ce au cours d'une opposition, la circulaire administrative ne l'a pas prévu. Il est vrai qu'il est

appelé à se présenter beaucoup moins souvent que le précédent, une diminution de traitement étant une mesure extrêmement rare, même à titre de punition disciplinaire, dans les administrations publiques, et fort rare également de la part des particuliers (les salaires se trouvant ici, comme tout à l'heure, hors de question). Les auteurs qui s'en sont préoccupés la résolvent également de deux manières différentes, soit en proposant d'arrêter tous les effets de l'opposition (1), soit en réduisant immédiatement au dixième les retenues faites en vertu de cette opposition (2). Il est impossible, en effet, du moment que l'on ne veut point se résoudre à suspendre toute retenue, de les faire autrement que du dixième. La loi du 12 janvier 1895 s'impose ici, et étend son autorité sur tous les traitements ne dépassant pas 2000 francs. Cela résulte du caractère d'ordre public de la loi nouvelle, et il n'y a point ici à parler de droit acquis pour le créancier. Il avait formé une opposition qui lui donnait droit à une retenue du cinquième et plus, tant qu'il s'agissait d'un traitement supérieur à 2000 fr.; le traitement est maintenant inférieur à cette somme, et, aux termes de l'article 1^{er} de la loi du 12 janvier 1895, il n'est plus saisissable pour un dixième. Tel est le système qui paraît ici préférable, et si cette solution paraît peu conforme à celle précédemment adoptée pour le cas inverse, il est aisé de rendre compte de la différence : la

(1) Le Pelletier, n° 11.

(2) Emion, n° 27 ; Brillié, p. 64.

saisie-arrêt formée dans les termes de la loi du 12 janvier 1895 est un acte exceptionnel, qui à ce titre ne peut produire d'effets que dans les conditions particulières où il a pu prendre naissance, et tant que subsistent intactes ces conditions. Au contraire, la saisie-arrêt originellement formée sur un traitement supérieur à 2000 francs l'a été dans les termes du Code de procédure, c'est-à-dire du droit commun, et l'on ne doit point faire de difficulté à laisser un tel acte continuer à produire des effets même dans les conditions particulières de la loi du 12 janvier 1895, sauf bien entendu à réduire ces effets et à les modifier conformément aux dispositions formelles de cette loi, qui sont d'ordre public.

Quant aux délégations consenties sur ces mêmes traitements, nous appliquerons un raisonnement analogue. Dans le cas d'augmentation, il est difficile d'admettre que le cessionnaire, à qui a été consentie une délégation toute particulière dans les termes de l'article 2, c'est-à-dire ne préjudiciant en rien aux droits des saisissants, même postérieurs, par suite de la distinction bien nette des deux dixièmes saisissables et cessibles, puisse venir primer les saisissants postérieurs sur l'unique quotité cessible et saisissable tout à la fois aux termes de la loi de ventôse an IX. Nous serons donc conduits à exiger une nouvelle signification de la cession, afin de produire les effets de l'article 1690 du Code civil. Et cela sera d'autant plus naturel que puisque nous avons exigé des saisissants une nouvelle opposition, ceux-ci risque-

raient de se voir primés par le cessionnaire même de date postérieure à leur première opposition, si nous exigeons de celui-ci une nouvelle signification lui faisant également prendre date.

Au contraire, en cas de diminution du traitement, il n'y a pas à hésiter à continuer de tenir pour valable la signification de cession primitivement faite, sauf à en restreindre et modifier les effets conformément à l'article 2 de la loi du 12 janvier 1895, dont les dispositions sont également d'ordre public. Le délégataire n'aura nul droit de se plaindre : lors de la convention par lui conclue avec son débiteur, la loi du 12 janvier 1895 était en vigueur, il en connaissait les dispositions, et a dû prévoir qu'elles seraient applicables à ses droits de cessionnaire, au cas d'ailleurs peu probable de diminution ramenant le traitement de son débiteur dans la sphère d'application de cette loi (1).

b) Incessibilité.

Les dispositions de la loi du 12 janvier 1895 relatives à la cessibilité constituent une des innovations les plus curieuses de cette loi. Jusqu'alors, on était habitué à voir l'incessibilité suivre tout naturellement l'insaisissabilité. Il existait pourtant des biens insaisissables demeurés cessibles, comme aussi des droits incessibles soumis à la saisie. Mais on n'avait point encore vu de traitements partiellement saisissables et partiellement

(1) Brillié, p. 64.

cessibles, sans que la portion cessible se confondit avec la partie saisissable.

Cette disposition nouvelle a son origine dans les travaux des commissions de la Chambre et du Sénat. A la Chambre des députés, ainsi que nous l'avons précédemment indiqué, la commission s'était tout d'abord refusée à admettre toute insaisissabilité, comme ne voulant pas porter atteinte à la dignité des ouvriers, en les soumettant à une sorte de tutelle morale humiliante (1). Néanmoins, sur les instances sans doute du gouvernement, la commission ne tarda pas à se déjuger : le rapport du 2 mai 1893, de M. Jacquemart, fort affirmatif en ce sens, fut en quelque sorte escamoté. Le nouveau rapport, présenté par M. Vival, accepte en termes fort nets le principe de l'incessibilité, qu'il exprime ainsi : « un autre dixième est cessible (2) ». Néanmoins le texte voté à la Chambre ne présentait pas à cet égard toute la netteté désirable. Ce fut la commission du Sénat qui se chargea de préciser les intentions du législateur, dans le texte par elle présenté aux suffrages du Sénat et qui est devenu sans modification l'article 2 de notre loi.

Le motif de cette disposition a été fort clairement exposé par M. Régismanset dans le rapport déposé par lui au Sénat. « C'est à bon droit, dit-il, que la Chambre des députés a voulu garantir l'application loyale de l'article 1^{er} du projet en décidant que les salaires et traite-

(1) *J. O., Doc. parlem., Ch., 93, ann. 2717, p. 824.*

(2) *Ibid., Ch., 93, ann. 2743, p. 858.*

ments peuvent être cédés pour un dixième, ce que la commission traduit par « un autre dixième ».

« Quoi de plus facile, en effet, pour un débiteur de mauvaise foi, que de se procurer le bénéfice de l'insaisissabilité complète en cédant l'unique dixième à un compère.

« D'un autre côté, grâce à cette limitation, le créancier pourra obtenir de son débiteur une possession plus ou moins volontaire hors des limites voulues par la nouvelle loi (1). »

Incessibilité du dixième saisissable. — Rien de plus net que de telles paroles, et il semble qu'aucun doute ne puisse subsister sur le sens et la portée de l'article 2. Elles n'ont cependant pas empêché un des commentateurs les plus autorisés de la loi, M. Pabon, de soutenir que, si le dixième cessible n'est pas saisissable, en revanche le dixième saisissable resterait cessible. C'est aller directement à l'encontre des travaux préparatoires, et l'auteur lui-même ne fait pas difficulté de le reconnaître. Mais une considération secondaire semble l'avoir déterminé : rien n'empêche, dit-il, un créancier, déjà cessionnaire d'un dixième, de saisir-arrêter un autre dixième pour le surplus de sa créance, et d'obtenir ainsi, par la voie judiciaire, le transport à son profit de ce dixième. Pourquoi donc ne pas lui permettre de se faire céder tout de suite et amiablement les deux

(1) *J. O., Doc. parlem., Sénat*, 94, ann. 138, p. 176.

dixièmes dont il deviendra ainsi cessionnaire? Ce sera épargner au débiteur les frais de la saisie-arrêt (1).

Rien n'est plus spécieux qu'un tel raisonnement. Fût-il exact, au surplus, qu'il n'autoriserait point encore à décider contre l'intention si formelle du législateur. Mais il est facile de voir que cet argument n'est rien moins que probant. Il repose en effet sur une pétition de principes : pour que la saisie-arrêt du cessionnaire pût produire à son égard les effets d'une cession, il faut qu'il y ait transport judiciaire, et il ne saurait en être question que s'il était prouvé que ce dixième saisissable est aussi cessible. Au contraire, si l'on s'en tient au système indiqué par le rapporteur de la loi, le dixième saisissable, ne pouvant être cédé, ne peut pas plus l'être judiciairement qu'à l'amiable. La théorie du transport judiciaire cesse ici complètement d'être applicable et, la somme retenue fût-elle déposée à la Caisse des dépôts et consignations, avec affectation à la créance du saisissant, une nouvelle saisie-arrêt aura pour effet immédiat de faire venir le deuxième saisissant en concurrence avec le premier sur le dixième saisissable, à la seule exception des sommes qui auraient pu être déjà payées au premier saisissant avant que la seconde opposition fût formée. Que reste-t-il, dès lors, de la considération pratique invoquée par M. Pabon? Le cessionnaire, dirons-nous au contraire, ne pourra jamais arriver indirectement à se

(1) Pabon, n° 117.

faire céder le dixième saisissable au préjudice des simples créanciers, et le législateur lui-même a pris soin de nous dire, dans l'exposé des motifs, que c'est précisément en vue de ce résultat qu'il a organisé le système nouveau du dixième cessible et du dixième saisissable.

Au reste, si M. Pabon a cru devoir admettre la cessibilité du dixième saisissable (et aucun autre des commentateurs ne l'a suivi dans cette voie), il en a bien vite été puni par les complications où l'a entraîné son système. Il s'est vu contraint, dans son commentaire de la loi du 12 janvier 1895, d'aborder la question si controversée du concours du cessionnaire avec les saisissants antérieurs et postérieurs à la signification de sa cession (1). Les autres commentateurs de la loi, au contraire, se sont trouvés tout naturellement dispensés d'aborder le sujet. La séparation si nette, établie par le législateur entre le dixième cessible et le dixième saisissable, a tracé aux cessionnaires et aux saisissants deux sphères d'action entièrement distinctes, et il est impossible aux uns de venir empiéter sur le terrain des autres. Aucun conflit ne pourra s'élever, dans les termes des articles 1 et 2, entre saisissant et cessionnaire. Tout au plus aurons-nous plus loin à aborder la question, au sujet des saisies ou cessions exceptionnelles relatives à des créances alimentaires.

Quant au cas où plusieurs cessionnaires viendraient

(1) Pabon, nos 74 à 77.

à se rencontrer sur le dixième cessible, il n'y aura aucune difficulté à appliquer le principe général posé par l'article 1690 du Code civil. Celui-là sera préféré dont la cession aura été signifiée la première, quelle que puisse être d'ailleurs la date respective des cessions. Un cas seulement pourrait embarrasser : c'est celui où il existerait deux transports signifiés le même jour. L'exploit d'huissier n'indiquant pas l'heure de la signification, il paraît fort rationnel en pareil cas de partager entre les deux cessionnaires le montant du dixième cessible du traitement (1). Quant aux significations de transports primées par une autre signification antérieurement faite sur le même traitement, elles ne seront point nulles pour cela : elles produiront, chacune en son tour, leur effet sur le dixième cessible, après l'entière exécution de la cession précédente.

c) Saisies ou cessions pour créances alimentaires.

Il a toujours été admis que les restrictions apportées à la saisie des traitements doivent céder devant des créances particulièrement intéressantes, puisqu'elles mettent en jeu l'existence même des créanciers et qu'elles sont fondées sur les liens de famille les plus sacrés. Aussi la loi du 12 janvier 1895 a-t-elle soustrait à la réduction au dixième du traitement un certain nombre de saisies pour cause de créances alimentaires, particulièrement désignées.

(1) Emion, n° 36.

Il importe avant tout de se rendre un compte exact de l'étendue de ces dérogations. L'article 3 énumère les articles 203, 205, 206, 207, 214 et 349 du Code civil. Il vise donc les obligations alimentaires réciproques entre parents et enfants, naturels et adoptifs, et entre époux. Une légère difficulté s'est élevée au sujet des pensions alimentaires qui peuvent être allouées par justice au cours d'une instance en divorce, aux termes des articles 259 et 268 du Code civil. Ces articles n'ont point été visés par la loi du 12 janvier 1895 dans son énumération, à laquelle chacun s'accorde à reconnaître un caractère limitatif, mais il faut remarquer que ces deux articles ne font que déduire des conséquences du principe général de créance alimentaire de la femme contre son mari, principe posé par l'article 214, compris dans notre énumération. Ces pensions alimentaires pourront donc être obtenues au moyen d'une saisie-arrest, même si leur montant dépasse le dixième du traitement du mari (1).

Pensions alimentaires résultant de divorce. — En revanche, la pension que le mari pourra être condamné à fournir, en cas de divorce, à son ancienne femme, ne saurait bénéficier de la disposition favorable de notre article 3. Nous ne sommes plus en présence d'une application de l'article 214, puisque le mariage est dissous. La pension dont bénéficie la femme a dans ce cas un tout autre fondement : ce peut être une réparation

(1) Emion, n° 41.

des torts du mari, ou tout au moins un équivalent de la situation matérielle que la femme aurait pu acquérir si elle ne s'était engagée dans les liens d'un mariage qui devait finir mal, situation qu'il lui serait bien difficile, la plupart du temps, de reconquérir après la dissolution de ce mariage. Il est donc impossible de faire rentrer cette créance alimentaire, même indirectement, dans les termes étroitement limitatifs de l'article 3.

En pareil cas, quelque rigoureuse que puisse paraître une semblable décision, il faut bien admettre que la femme divorcée ne pourra saisir que le dixième du traitement de son ancien mari, et encore viendra-t-elle en concurrence avec les autres créanciers saisissants. Seulement, de cette solution indiscutable résulte une singulière conséquence : c'est que la femme qui tout à l'heure encore, demandant le divorce, pouvait se faire payer en entier la pension provisoire à elle allouée par le tribunal, va se trouver réduite à une portion seulement de la pension définitive qui lui sera attribuée par le jugement de divorce, et qui bien souvent n'en diffèrera nullement comme montant. Il y a là une singulière inélégance, qui a échappé aux rédacteurs de la loi du 12 janvier 1895.

Aliments fondés sur la filiation naturelle. — Doit-on assimiler, pour l'application de l'article 3, les créances alimentaires basées sur la filiation naturelle à celles que fait naître la filiation légitime ? L'article 762 du Code civil, qui établit le droit à aliments dans la pater-

nité naturelle, n'est pas indiqué par notre énumération. On a prétendu cependant l'y faire rentrer indirectement, comme une application des principes établis d'une manière générale par les articles 203 et 205 (1). Mais les termes formels de l'article 203 prouvent qu'il ne s'applique qu'au cas de mariage, et quant à l'article 205, s'il est un peu plus général dans sa rédaction, il suffit de le lire un peu attentivement, et de remarquer quelle place il occupe dans le Code civil, pour se convaincre qu'il ne vise, lui aussi, que la filiation légitime, et que c'est bien à tort qu'on prétendrait l'appliquer aux enfants naturels. Cette dernière espèce de créance alimentaire reste donc entièrement en dehors de l'énumération de l'article 3, et exclue par conséquent du bénéfice de ses dispositions favorables (2).

Pouvoir modérateur du juge de paix. — Les saisies pratiquées pour créances alimentaires, non soumises aux restrictions de l'article 1^{er}, devront-elles nécessairement recevoir leur plein et entier effet pour le montant intégral de la somme fixée, au risque d'absorber la totalité du traitement? Ou faut-il dire au contraire que le juge de paix, compétent pour connaître de la validité de cette saisie-arrêt, pourra en restreindre les effets à telle somme qu'il jugera compatible avec la situation du débiteur? Dans le premier sens, on fait valoir le silence de la loi, rendu plus significatif par ce fait qu'une dis-

(1) César-Bru, *Revue générale du droit*, 1896, p. 347.

(2) En ce sens : Bouvier-Bangillon, *Pand. fr.*, 1896, 3, p. 5.

position spéciale insérée à cet effet dans la proposition de loi présentée par M. Jacquemart n'a pas été reproduite dans le texte du projet discuté par les Chambres (1). On peut encore ajouter que le montant de la pension alimentaire a été dans tous les cas déterminé, soit par une convention, soit par une décision judiciaire, nécessairement basée sur la situation pécuniaire du débiteur. Mais on peut répondre que le silence de la loi n'a nullement le caractère prohibitif qu'on veut bien lui attribuer. Si la disposition de la proposition Jacquemart n'est point passée dans le texte définitif, il n'y a là rien de surprenant. On sait que la commission de la Chambre, et bien davantage encore celle du Sénat, ont basé leurs délibérations sur le texte du projet gouvernemental, sans tenir presque aucun compte des propositions d'initiative parlementaire. Dans le silence de la loi, et sans aucune indication fournie par les travaux préparatoires, pourquoi ne pas adopter la solution la plus favorable au débiteur, la plus conforme, par conséquent, à l'esprit général de la loi ? Nous ne ferons d'ailleurs qu'appliquer le droit commun, puisque ce pouvoir modérateur est universellement reconnu au tribunal en cas de saisie-arrêt ordinaire. Quant à la fixation primitive du montant de la pension, basée incontestablement sur la situation du débiteur, il est fort admissible que cette situation se soit modifiée à son détriment. Sans invoquer le cas peu commun d'une di-

(1) Emion, n° 43 ; Schaffhauser, n° 65.

minution de traitement, ne peut-il pas arriver que le débiteur soit forcé de quitter une place importante, et n'en puisse retrouver qu'une autre moins bien rétribuée? C'est alors qu'interviendra fort utilement le pouvoir modérateur du juge de paix. Il est vrai que nous pourrions aboutir à cette conséquence un peu étrange de voir un simple juge de paix réformer une décision émanée d'un tribunal ou peut-être d'une cour d'appel. Mais le fait n'a rien en soi qui puisse infirmer notre solution, puisque le juge de paix agira tout naturellement dans les limites de la compétence exceptionnelle à lui attribuée par la loi du 12 janvier 1895 (1).

Concours entre créanciers alimentaires et créanciers ordinaires. — Comment régler le concours entre les créanciers alimentaires, agissant aux termes de l'article 3, et les créanciers ordinaires, soumis à la réduction au dixième établie par l'article 1^{er}? La plupart des auteurs s'accordent à admettre que les créanciers ordinaires viendront en concours avec le créancier alimentaire sur le dixième du traitement qui constitue leur gage, mais qu'ensuite le créancier alimentaire, qui a le droit de se faire intégralement payer, pourra exercer seul son droit sur le reste du traitement, pour le surplus du montant de sa créance (2). Une variante de ce système est professée par M. Pabon : Si aucune des saisies-arrêts en présence n'a été validée par un jugement définitif,

(1) En ce sens, Pabon, n° 107.

(2) Bourgueil, n° 16 ; Le Pelletier, n° 19. Trib. paix Saint-Etienne, 3 nov. 1896 (L. nouv. 97, 4, 34).

alors on règlera les droits respectifs des saisissants, ainsi qu'il vient d'être dit, par un concours entre tous sur le dixième saisissable de l'article 1^{er}, avec recours du créancier pour dette alimentaire sur le surplus du traitement. Si au contraire le créancier alimentaire a fait préalablement valider sa créance, il absorbera entièrement le dixième saisissable, au détriment du créancier ordinaire, qui n'aura rien. Enfin, si c'est ce créancier ordinaire qui a fait tout d'abord valider son opposition, il aura à lui seul le dixième saisissable, mais le créancier alimentaire n'y perdra rien, puisqu'il pourra faire valoir la totalité de sa créance sur le surplus du traitement (1). Cette théorie doit être rejetée sans hésitation. Elle est une suite naturelle de l'erreur fondamentale de l'auteur sur l'article 1^{er}. M. Pabon admet, nous l'avons vu, la cessibilité du dixième saisissable, malgré les paroles si nettes du rapporteur de la loi au Sénat, et il ne fait ici qu'en appliquer une conséquence logique. Pour nous, au contraire, qui soutenons la complète incessibilité du dixième saisissable, nous sommes également conséquent en entendant par là l'impossibilité de toute cession, volontaire ou non, de ce dixième, et en refusant d'appliquer aux traitements soumis à l'application de la loi du 12 janvier 1895, la théorie du transport judiciaire effectué par le jugement de validité. Une telle théorie serait ici contraire au principe

(1) Pabon, n° 108.

de l'incessibilité de la portion saisissable, tel qu'il ressort du texte des articles 1 et 2, et encore plus formellement des travaux préparatoires.

Un autre système a été mis en avant, mais qui repose plutôt sur des considérations de fait que sur un raisonnement juridique. M. Emion estime que les créances alimentaires, irréductibles, doivent être payées intégralement, mais que, si elles absorbent le dixième saisissable ou plus, il ne sera rien attribué aux créanciers ordinaires. A l'appui de cette assertion hardie, il ajoute qu'il faut avant tout s'inspirer de l'esprit de la loi, et que l'intention formelle du législateur a été de réserver au débiteur, sur son salaire, les moyens de vivre et de faire vivre sa famille. Or ce but sera-t-il atteint si, après avoir retenu à l'ouvrier 1/10 pour ses créanciers, 1/10 pour ses cessionnaires, et peut-être encore un troisième dixième pour son patron, il se voit par surcroît retenir le montant de la créance alimentaire (1) ? Il est difficile de réfuter un tel raisonnement précisément à cause de son manque de base solide. Mais la conclusion à laquelle est arrivé l'auteur se charge à elle seule de la réfutation : M. Emion supprime purement et simplement les droits que les créanciers ordinaires tiennent de l'article 1^{er}, tandis qu'il continue d'appliquer scrupuleusement les articles 2 et 5. Pourquoi cette différence de traitement ? Et si l'on peut dire que le cessionnaire tient de la con-

(1) Emion, n° 44.

vention intervenue des droits plus sacrés (ce qui est douteux), en quoi le patron créancier se distinguerait-il d'un autre créancier, et pourquoi le traiter plus favorablement, ajoutant ainsi une faveur nouvelle à celle déjà grande qu'il tient de la loi? D'ailleurs, il est aisé de voir que M. Emion n'a été entraîné dans cette interprétation, aussi généreuse qu'arbitraire, de l'article 3, que parce qu'il venait de refuser au juge de paix tout pouvoir modérateur sur le montant de la pension alimentaire. Craignant en conséquence de voir le débiteur accablé sous le faix d'une pension peut-être excessive, il a voulu du moins le soulager en le délivrant de la retenue d'un dixième. Pour nous, qui tenons pour certain que le juge de paix peut en cas de besoin réduire le montant de la créance alimentaire, nous nous refuserons à suivre M. Emion sur ce terrain.

Mais si nous adoptons pleinement, en théorie, le principe du concours des créanciers, alimentaires ou non, sur le dixième saisissable, et du recours du créancier alimentaire sur le reste du traitement pour le surplus de sa créance, il faut bien reconnaître qu'un tel système est bien difficilement applicable dans la pratique. Pour peu qu'il y ait plus d'un créancier saisissant ordinaire (et le cas est fréquent), à quels calculs compliqués le tiers saisi ne sera-t-il pas obligé de se livrer pour déterminer la part qui reviendra au créancier alimentaire sur la retenue du dixième, et par suite ce qu'il devra retenir en sus à titre de complément de

la créance alimentaire ? Il reculera le plus souvent devant cette opération, dans laquelle il serait responsable des erreurs commises. Aussi l'usage a-t-il tout naturellement prévalu, dans les administrations publiques, de prélever la totalité de la créance alimentaire en sus du dixième saisissable. Il y a là, bien évidemment, un abus condamnable en droit pur, mais comment autrement arriver à une solution pratique ?

Les saisies pour créances alimentaires, auxquelles l'article 3 réserve un traitement de faveur pour la quotité saisissable, n'en bénéficient pas moins des dispositions du titre II de la loi relatives à la compétence et à la procédure. Cela résulte jusqu'à l'évidence des termes mêmes de notre article, et au surplus les dispositions du titre II sont tout à l'avantage commun du saisissant et du saisi (1).

Est-il besoin d'ajouter, avec la plupart des commentateurs, que les créances alimentaires si nettement déterminées par notre loi n'ont absolument rien de commun avec les créances qui pourraient naître de fournitures d'aliments, et qu'en aucun cas il ne saurait être question d'appliquer à cette dernière espèce de créances les dispositions exceptionnelles de l'article 3 ?

Cessions pour créances alimentaires. — L'article 3 ne traite pas seulement des saisies, mais aussi des cessions pour créances alimentaires. Une cession de

(1) Schaffhauser, n° 26.

cette nature pourra dépasser les limites du dixième cessible, et s'étendre même à la totalité du traitement, en théorie tout au moins, car une telle cession est plus qu'invraisemblable dans la pratique. Naturellement, à la suite d'une cession de ce genre, bien et dûment signifiée, un cessionnaire postérieur n'aura plus rien à prétendre : il ne pourrait avoir droit qu'à un dixième, et le débiteur a déjà cédé plus de ce dixième au créancier alimentaire. En revanche, s'il existe déjà un cessionnaire jouissant du dixième cessible, le créancier alimentaire pourra exercer son droit sur le reste du traitement, sans porter atteinte à celui du cessionnaire antérieur, car notre article ne lui confère, en aucune façon un privilège. Il faut remarquer également qu'en dehors du dixième cessible le droit du créancier alimentaire cessionnaire peut s'étendre à tout le traitement, y compris par conséquent le dixième saisissable. Si celui-ci est encore libre, la signification de la cession rendra impossible toute saisie-arrêt sur ce dixième, tant qu'elle-même n'aura pas épuisé son effet. Si au contraire il existe déjà une ou plusieurs saisies-arrêts, l'effet de ces dernières subsistera, et le cessionnaire viendra en concours sur le dixième saisissable avec les saisissants antérieurs (1). Naturellement aussi, il jouera pleinement le rôle de cessionnaire vis-à-vis des saisissants qui pourront survenir par la suite, et nous trouverons

(1) César-Bru, *op. cit.*, p. 249.

ainsi l'occasion d'appliquer — quoique très exceptionnellement — sous le régime de la loi du 12 janvier 1895, les règles tant de fois discutées qui régissent en droit commun le concours entre le cessionnaire et les saisissants antérieurs et postérieurs.

d) Créance du patron contre l'ouvrier.

Une des innovations les plus intéressantes de la loi du 12 janvier 1895 réside dans la législation spéciale qu'elle a appliquée aux relations entre patron et ouvrier. En rompant hardiment avec les traditions du droit commun, le législateur n'a point caché ses intentions : il suffit de consulter les travaux préparatoires pour y voir clairement indiqué que la loi nouvelle a été dirigée contre l'institution des économats ouvriers.

Economats ouvriers. — On connaît le principe de ces économats : le patron, dans un but humanitaire, entreprend de fournir aux ouvriers les aliments et un certain nombre de choses indispensables à la vie. Le grand nombre des ouvriers, clients plus ou moins volontaires de l'économat, lui permet de fournir ses marchandises à prix modéré ; il peut d'autant mieux vendre à un prix inférieur à celui des marchands à crédit ordinaires, qu'il n'est pas obligé de faire entrer en compte comme eux l'incertitude du paiement, assuré qu'il est de se rembourser par un prélèvement effectué sur la paie, à titre de compensation entre sa créance et sa dette. Rien n'est plus louable qu'un économat ainsi conçu, défen-

dant l'ouvrier de ses exploiters accoutumés. Mais le danger est dans l'absence de concurrence sérieuse. Il est bien facile au patron d'exiger de ses ouvriers leur adhésion à l'économat : c'est une condition qu'il impose dans leur intérêt et à laquelle il est libre de subordonner l'embauchage de l'ouvrier. Celui-ci ne peut résister : le voilà lié à l'économat. Dès lors, la tentation sera forte pour le patron, non seulement de ne rien perdre, mais encore de réaliser des bénéfices. S'il y cède, rien de plus facile à exécuter : les prix des denrées sont légèrement majorés, la note de l'ouvrier s'enfle, et une part de la paie, plus forte que de raison, reste aux caisses du patron. Le moyen est aisé pour rogner ainsi la part faite au travail et reprendre en sous-main une notable portion du salaire consenti. Certes, il ne manque pas de patrons incapables de s'abaisser à de pareilles compromissions, mais il est indéniable qu'il y en a eu de moins scrupuleux. Sans atteindre aux abus monstrueux réalisés en certains pays étrangers (1), on ne peut nier qu'il ne s'en

(1) Voyez notamment dans le beau livre de M. J. Huret, *Enquête sur la question sociale*, p. 192, les faits révoltants qui ont été d'une pratique journalière, en Russie ; le patron reprenant le salaire accordé, tantôt par des amendes écrasantes, tantôt au moyen des marchandises qu'il forçait l'ouvrier à prendre et qu'il lui comptait plusieurs fois leur valeur ; si bien que le malheureux quittait l'usine après six mois de travail, n'ayant gagné autre chose qu'une mauvaise nourriture, et rentrait les mains vides dans son village, où sa femme l'attendait pour payer l'impôt. Des millions de roubles ont ainsi été gagnés par les fabricants. La loi du 3 juin 1886 est venue apporter quelque remède à cet état de choses, en créant des Inspecteurs de fabrique, chargés de viser les tarifs de marchandises vendues à l'usine. Mais, hélas, en Russie, plus que partout ailleurs, il y a loin de la loi à la pratique : dans plus d'une région industrielle, les puis-

soit commis en France, et cela a suffi pour donner aux éconômats une mauvaise réputation parmi les masses ouvrières. Au surplus, et d'une manière générale, l'ouvrier n'aime guère que le patron effectue des retenues sur sa paie, pour quelque motif que ce soit (1). Impuissant à en contrôler la justesse, il craint toujours l'exploitation possible, et sent plus lourdement la charge que le bienfait. Voilà pourquoi les éconômats, malgré l'intention philanthropique qui a présidé à leur naissance, ont fini par devenir un objet de défiance et d'aversion pour les ouvriers.

Ils ont rencontré, au Conseil supérieur du travail, des défenseurs et des adversaires également convaincus, mais les derniers se sont trouvés en majorité. M. Fréd. Boude, industriel, a vainement plaidé la cause des éconômats et rappelé les services qu'ils ont rendus, et qu'ils peuvent seuls, dans certaines conditions, rendre aux ouvriers. M. Jules Simon a répondu par un véritable réquisitoire et fort nettement indiqué ses préférences pour les associations coopératives. Les éconômats, même lorsqu'ils ne sont pas transformés en un instrument d'exploitation, en une branche lucrative de commerce ajoutée par le patron à son industrie principale, présentent encore l'inconvénient d'habituer l'ouvrier au crédit, chose malsaine, et de prêter à des défiances qui, même

sants patrons ont réussi à briser la carrière des inspecteurs trop consciencieux, et à s'assurer ainsi la complicité des autres (Huret, *op. cit.* p. 207).

(1) Huret, *op. cit.*, p. 39 et suiv.

injustifiées, contribuent néanmoins à élargir l'abîme qui se creuse chaque jour entre le patronat et la classe ouvrière. Certes les éconômats souffriront de la nouvelle législation, mais après tout ils auront encore une situation préférable à celle qui leur est faite en Belgique et en Angleterre (1), et, s'ils viennent à disparaître, ils seront remplacés par des associations coopératives, rendant les mêmes services sans présenter les mêmes inconvénients et ce sera tout bénéfice (2).

L'innovation du législateur, dans les rapports de créance mutuelle entre patron et ouvrier, a porté principalement sur la compensation. C'est au moyen d'une compensation de dettes, effectuée dans les termes du droit commun, que le patron pouvait se payer à coup sûr, par une retenue sur le salaire, des fournitures de tout genre faites par son éconômât. Par une décision hardie, le lé-

(1) Les lois anglaises ont en effet supprimé radicalement les éconômats ouvriers, cause en ce pays d'abus plusieurs fois séculaires, en interdisant au patron de faire aucune retenue sur les gages d'un ouvrier, pour fournitures faites par un magasin appartenant à lui patron, et en lui refusant même toute action contre l'ouvrier à raison de semblables fournitures. Elles autorisent seulement des retenues pour soins médicaux, outils et matériaux nécessaires au travail, ainsi que pour le logement, et pour l'instruction des enfants [lois du 15 octobre 1831 (1 et 2, Will. IV, c. 37) et du 16 septembre 1887 (50 et 51, Vict., c. 46); voy. *Ann. lég. étr.*, 1887, p. 108 et suiv.]. Quant à la Belgique, la loi du 16 août 1887 ne permet au patron de fournir à ses ouvriers, à charge d'imputation sur le salaire, que le logement, la jouissance d'un terrain, les outils ou instruments et les matériaux nécessaires au travail, et l'uniforme. Néanmoins, pour ne pas proscrire entièrement les éconômats, la loi permet aux autorités locales d'autoriser, dans certains cas, le patron à fournir les denrées, les vêtements et le combustible au prix de revient (*Ann. lég. étr.*, 1887, p. 614 et suiv.).

(2) Voy. la discussion reproduite dans le rapport Régismanset (*Doc. parlement.*, Sénat, 1894, ann. 138, p. 176).

gislateur a supprimé, en principe, toute compensation entre patron et ouvrier. Seulement, comme il eût été trop rigoureux de toujours réduire le patron au rôle de simple créancier concourant avec les autres pour un dixième du salaire, et que c'eût été protéger l'ouvrier au point de lui nuire, par la suppression d'un crédit indispensable, il a été permis au patron, en cas d'avances pécuniaires faites à l'ouvrier, d'exercer des retenues spéciales portant sur un dixième du traitement, dixième qui ne se confond, ni avec le dixième saisissable de l'article 1^{er}, ni avec le dixième cessible de l'article 2. Aux avances en espèces, la Chambre avait consenti à assimiler les fournitures d'outils, d'instruments de travail ou de matières et matériaux, à raison de la nécessité même de ces fournitures dans certaines industries. La Chambre admettait pour ces fournitures spéciales la même retenue du dixième que pour les créances en espèces, mais elle maintenait formellement la prohibition de toute compensation.

Le Sénat se montra plus favorable au patron pour ce cas particulier. Outre la nécessité de ces fournitures pour les ouvriers de certaines professions, la Commission sénatoriale fut surtout touchée par cette considération qu'il s'agissait d'instruments et de matériaux confiés à l'ouvrier, et qu'il y avait par suite une sorte d'abus de confiance de sa part à n'en pas opérer la restitution (1). Aussi le Sénat décida-t-il qu'au cas de fourniture d'outils ou instruments nécessaires au travail, ou de matières et

(1) Rapport Régismanset, *Doc. parlém.*, Sénat, 1894, ann. 138, p. 176.

matériaux dont l'ouvrier a la charge et l'usage, ou encore des sommes avancées pour l'acquisition de ces mêmes objets, la compensation serait exceptionnellement permise au patron entre ces créances particulières et sa dette de salaire. La Chambre accepta sans même formuler la moindre objection, le texte voté par le Sénat (1), et qui forme aujourd'hui les articles 4 et 5 de la loi du 12 janvier 1895.

Il résulte de ces deux articles une distinction très nette entre trois situations fort différentes qui peuvent se présenter, au cas de créances mutuelles entre patron et ouvrier :

1° Fournitures d'outils ou d'instruments nécessaires au travail, ou de matières et matériaux dont l'ouvrier a la charge et l'usage, ou sommes avancées pour l'acquisition de ces mêmes objets ;

2° Avances en espèces ;

3° Autres fournitures diverses.

Fournitures d'objets indispensables au travail. —

La première situation, que l'article 4 nous présente comme une exception à la troisième, est en réalité celle qui s'écarte le moins des principes du droit commun, puisque la compensation peut s'y produire. Cependant elle peut présenter dans certains cas un caractère exceptionnel. Lorsqu'il s'agit d'avances en argent pour achats d'outils ou matériaux, rien de plus naturel : ce sont deux créances de sommes d'argent, liquides et exigibles, et

(1) Rapport Rose, *Doc. parlam.*, Chambre, 1894, ann. 1103, p. 2240.

la compensation s'effectuera tout naturellement, d'après les règles générales posées par l'article 1291 du Code civil. Mais si le patron a fourni les outils ou les matériaux, les conditions ne sont plus les mêmes : nous avons d'une part une créance de somme d'argent, le salaire, et de l'autre une créance de corps certain ; et néanmoins l'article 4 parle de compensation entre ces deux créances. Il faut admettre qu'en pareil-cas le patron devra faire liquider sa créance par le juge, à moins qu'il ne préfère obtenir de l'ouvrier une déclaration par laquelle celui-ci se reconnaîtra débiteur de la somme d'argent acceptée d'un commun accord comme équivalente aux objets fournis. A la suite de cette liquidation, la compensation aura lieu sans difficulté dans les termes de l'article 4 (1).

La compensation invoquée par le patron pourra amener un conflit d'intérêts entre ce patron et les créanciers ordinaires venant pratiquer leur saisie sur le dixième du traitement. Il en serait de même entre le patron et un cessionnaire faisant valoir les droits qu'il tient de l'article 2. Pour résoudre ce conflit, il suffit de déterminer les dates respectives de l'opposition ou de la signification de cession et de la fourniture qui a donné naissance à la créance que le patron prétend compenser avec sa dette. Nous appliquerons alors purement et simplement les articles 1295 et 1298 du Code civil, aux termes

(1) Pabon, n° 61 ; César-Bru, p. 430.

desquels la compensation ne peut s'effectuer au préjudice d'une cession acceptée ou signifiée, ou des droits acquis à un tiers, notamment par une saisie-arrêt antérieure au moment où le débiteur est devenu créancier. La conséquence naturelle de ce principe sera la suivante : si la fourniture a été faite *avant* la saisie-arrêt ou la signification de cession, la compensation s'effectuera pleinement sur la totalité du traitement ; elle absorbera donc le dixième saisissable ou le dixième cessible, et le créancier ou le cessionnaire n'auront absolument rien à prétendre (à moins que la compensation ne s'effectue que pour une somme inférieure au dixième du traitement). Si au contraire la fourniture a été faite *après* la saisie ou la signification, la compensation ne sera pas opposable au saisissant ni au cessionnaire : chacun d'eux obtiendra le dixième auquel il a droit, et le patron pourra seulement exercer sa compensation sur le surplus du salaire (1).

C'est à tort, suivant nous, qu'un auteur isolé a proposé de faire venir le patron en concours avec les autres créanciers sur le dixième saisissable, et de l'autoriser seulement à exercer la compensation sur le reste du salaire pour le surplus de sa créance (2). Ce concours n'est nullement indiqué par l'article 4, et ne saurait être imposé au patron, fût-ce même dans l'intérêt du

(1) Schaffhauser, n° 75 ; Emion, n° 50 ; Bourgueil, n° 22. Tel paraît être également le système adopté par M. Pabon, n° 60.

(2) Le Pelletier, n° 25.

débiteur. Il est évident que le patron pourra toujours, s'il le veut, venir en concours sur le dixième saisissable, par une saisie-arrêt formée entre ses propres mains. Mais il y a peu d'apparence qu'il en yienne jamais à cette procédure, ayant à sa disposition la voie plus rapide et plus économique de la compensation.

Nous croyons cependant que la compensation, qui peut porter sur la totalité du salaire, rencontrera une limitation dans ce principe supérieur : l'insaisissabilité complète du salaire dans la mesure de son caractère rigoureusement alimentaire. En d'autres termes, le pouvoir modérateur du juge trouvera encore ici son application. Le cas sera très rare, dira-t-on, vu la modicité habituelle du prix des outils ou matériaux. Oui, mais il n'est pas invraisemblable : parmi les matières dont l'ouvrier a la charge, nous pourrions rencontrer des montres de grand prix, des bijoux précieux confiés pour une réparation, etc. Si l'on songe d'ailleurs que ce même salaire peut être déjà grevé des retenues des 2/10 des articles 1 et 2, peut-être du troisième dixième de l'article 5 ou même encore d'une retenue pour créance alimentaire, on appréciera pleinement l'utilité du pouvoir modérateur que nous reconnaissons au juge (1).

Avances en argent. — La situation du patron est toute différente lorsqu'il est créancier par suite d'avances en argent. Ici, plus de compensation, et le patron ne pourra

(1) César-Bru, p. 430.

se rembourser qu'au moyen de retenues opérées sur le salaire, et présentant le même caractère que celles qu'il est chargé de faire, en qualité de tiers-saisi, pour les autres créanciers. Mais la loi a voulu le traiter plus favorablement qu'un créancier ordinaire. Elle a songé sans doute moins à l'intérêt du patron qu'à celui de l'ouvrier, à qui des avances en argent sont bien souvent indispensables, et dont il convenait de ne pas tuer le crédit par une protection excessive. Elle a donc accordé au patron la faculté de se rembourser par des retenues qu'il ne devra partager avec personne. Ces retenues portent sur le dixième du traitement, mais ce dixième ne doit point se confondre avec le dixième saisissable ni avec le dixième cessible : c'est une portion du salaire spécialement affectée à la créance du patron et qui ne peut profiter qu'à lui seul.

Le patron créancier d'avances en espèces pourra-t-il, si les retenues du 1/10 spécial ne suffisent point à le désintéresser, venir en concurrence avec les créanciers ordinaires sur le dixième saisissable, au moyen d'une saisie-arrêt formée entre ses propres mains ? Nous ne le croyons pas, car les termes mêmes de l'article 5 semblent bien limiter impérieusement les droits du patron à ce dixième spécial créé exprès pour lui. Il serait d'ailleurs mal venu à se plaindre : il n'est exclu du droit commun des créanciers que pour trouver une situation privilégiée, et la formule restrictive employée par la loi montre bien l'intention de l'empêcher de cumuler les deux modes

de remboursement au préjudice des créanciers ordinaires (1).

Un conflit pourra se produire entre le patron, créancier pour avances, et un créancier alimentaire. Celui-ci, dont la saisie porte en principe sur la totalité du traitement, et qui peut, nous l'avons vu, venir en concours avec les créanciers ordinaires sur le dixième saisissable, pourra-t-il concourir également avec le patron sur son dixième spécial? Le législateur ne semble point s'être préoccupé de la question, mais nous croyons que le caractère tout exceptionnel de la retenue autorisée par l'article 5 nous autorise à l'attribuer entièrement au patron pour qui elle a été instituée. Au surplus, si l'on voulait argumenter des termes de la loi, on pourrait faire remarquer que l'article 5 dit que cette retenue ne se confond pas avec la partie saisissable, sans spécifier s'il s'agit du dixième de l'article 1^{er} ou du droit plus étendu de saisie dont parle l'article 3. Mais la principale considération doit être de maintenir intact le crédit de l'ouvrier auprès de son patron, en garantissant à celui-ci, dans tous les cas, le dixième qui lui est affecté.

Les acomptes remis sur un travail en cours ne sont pas considérés comme des avances. Il s'agit en effet d'un simple paiement partiel. Le patron n'a par conséquent acquis aucune créance, il a simplement éteint une partie de la dette envers l'ouvrier, et naturellement l'acompte

(1) *Sic*, Bouvier-Bangillon, p. 6; César-Bru, p. 430. *Contra*, Pabon, n° 56.

viendra en déduction sur le salaire qu'il lui reste encore à payer par la suite.

Au cours des travaux préparatoires, une légère difficulté avait été soulevée au sujet des acomptes. Nous ne saurions mieux faire que de citer le passage du rapport de M. Rose, qui résume aussi clairement que possible les intentions du législateur.

« M. Guillemain avait pensé qu'il était nécessaire, dans l'intérêt de l'ouvrier, de bien préciser ce que le projet entendait dire par travaux en cours, et d'expliquer que les acomptes remis en cours de quinzaine, par exemple, ne pouvaient être considérés comme avance ; il avait même déposé un amendement dans ce sens, mais la commission a cru qu'il n'y avait pas lieu de l'accepter, et que le texte du projet était suffisamment explicite. Il est bien évident en effet que si l'acompte remis sur un travail en cours ne peut être considéré comme avance, *à fortiori*, l'acompte remis en cours de quinzaine sur un travail déjà réellement effectué ne saurait l'être non plus. A la suite de ces explications, l'amendement de M. Guillemain fut retiré. »

Créances pour fournitures diverses. — Quant à la dernière situation indiquée par la loi, celle du patron créancier de l'ouvrier pour tout autre motif que ceux que nous venons d'énoncer, elle se règle d'une façon très simple. Toute compensation est formellement prohibée. Il en résulte que le patron n'est plus qu'un simple créancier ordinaire, et qu'il pourra seulement venir en con-

cours sur le dixième saisissable, au moyen d'une saisie-arrêt formée entre ses mains. Il est à remarquer que la loi du 12 janvier 1895 sanctionne ainsi indirectement la pratique de la saisie-arrêt sur soi-même, déjà admise aujourd'hui sans difficulté par la doctrine et la jurisprudence (1).

Dans tous les cas, le patron créancier aura du reste la ressource de se faire céder par l'ouvrier, son débiteur, le dixième cessible de l'article 2, à la condition, bien entendu, que ce dixième ne se trouve pas déjà absorbé lui-même par une cession précédente (2).

Il résulte évidemment des termes employés par le législateur, « salaires et appointements »; que l'article 5 s'applique aux employés comme aux ouvriers, et l'étroite relation qui unit les deux articles relatifs à la créance du patron a forcé tous les commentateurs de la loi à reconnaître qu'il en est de même pour l'article 4.

C. — SALAIRES ENTIÈREMENT INSAISSISSABLES.

a) Salaires de la marine marchande.

Les salaires de la marine marchande jouissent d'un traitement tout particulièrement favorable au point de vue de leur saisie. La législation actuelle, sur ce point, n'a guère fait que confirmer les dispositions en vigueur

(1) Garsonnet, t. III, § 596 ; Cass., 29 juillet 1891 (S. 92, 1, 225 et la note).

(2) César-Bru, p. 430 ; — Bouvier-Bangillon, p. 6.

dans notre ancien droit. Voici dans quels termes l'ordonnance du 1^{er} novembre 1745 (art. 3) a établi ce privilège : « Défend Sa Majesté à tous particuliers et habitants des villes maritimes qui se prétendront créanciers des matelots, de former pour raison desdites créances aucune action ni demande sur le produit de la somme que lesdits matelots auront gagné sur les bâtiments marchands, à moins que les sommes prétendues par lesdits créanciers ne soient dues par les matelots ou leurs familles pour loyers de maison, subsistances ou hardes qui leur auront été fournies du consentement des commissaires et des autres officiers chargés du détail des classes et qu'elles n'aient été apostillées par lesdits officiers sur les registres et matricules des gens de mer ; au défaut de quoi lesdits ne pourront seulement avoir recours sur leurs autres biens et effets. »

Ces dispositions, qui faisaient partie des nombreux privilèges accordés aux gens de mer par l'ancienne monarchie, ont été conservées dans notre droit moderne. Elles ont été consacrées et même étendues par l'arrêté du 2 prairial an XI, art. 111, pour les armements en courses, et par celui du 9 ventôse an IX relatif aux parts de prises de la marine de l'Etat, que le règlement général du 17 juillet 1816 n'a fait que recopier dans son article 37 : « Les parts de prises des marins, comme leurs salaires, sont déclarées insaisissables. On n'aura aucun égard aux réclamations ou oppositions qui pourraient être formées par ceux qui se prétendraient porteurs d'o-

bligations desdits marins, à moins que les sommes réclamées ne soient dues par eux ou par leurs familles pour loyers de maisons, subsistances et vêtements qui leur auraient été fournis du consentement du commissaire à l'inscription maritime, et que cette avance n'ait été préalablement apostillée sur les registres et matricules des gens de mer. »

La comparaison de ces deux textes a fait naître une difficulté. L'ordonnance de 1745 ne parle que des « habitants des villes maritimes, » tandis que l'ordonnance de 1816 généralise la disposition à l'encontre de tous les créanciers. Faut-il donc admettre que cette restriction est réelle, et subsiste toujours, les arrêtés consulaires et l'ordonnance de 1816 n'ayant qu'un caractère spécial et ne statuant que pour les parts de prises ? La jurisprudence de la Cour de cassation montre à cet égard une singulière prudence, et sans affirmer formellement que l'extension résulte des lois et règlements postérieurs, elle se borne à établir qu'on doit considérer comme villes maritimes, au sens de l'ordonnance de 1745, toutes les localités comprises dans un arrondissement maritime⁽¹⁾. La doctrine, plus hardie, admet que les termes de l'ordonnance de 1745 ne sont qu'énonciatifs, et s'appliquent par identité de motifs aux dettes que les marins ont pu contracter ailleurs que dans les ports ; il serait impossible en effet de concevoir le motif d'une distinction fon-

(1) Cass., 27 décembre 1854 (D. 55, 1, 56 et note).

dée sur le lieu d'habitation des créanciers des gens de mer (1):

Capitaines. — Quelle est maintenant l'extension à cette législation spéciale? Le capitaine d'un navire marchand et les officiers du bord jouissent-ils du privilège d'insaisissabilité accordé aux gens de mer? La négative a été fortement soutenue: les privilèges, a-t-on dit, sont de droit étroit et ne peuvent être étendus; or ce serait étendre celui accordé à la solde des matelots, que de l'appliquer aux traitements des capitaines de navire. Il faut s'en tenir aux termes mêmes de l'ordonnance de 1745 et des arrêtés de l'an IX et de l'an XI, et s'il est vrai que le règlement du 27 juillet 1816 semble embrasser dans la défense qu'il porte, non seulement les matelots, mais tous les marins indistinctement, ce règlement n'a eu d'autre but que de réunir en un seul corps toutes les dispositions de lois auparavant éparses qui étaient relatives à la marine, sans rien changer à la manière dont ces lois avaient été entendues et exécutées jusqu'alors (2). Cette argumentation n'a cependant pas paru décisive: on a pensé que sans étendre indûment le privilège d'insaisissabilité, l'on pouvait, dans le désaccord des textes, s'en rapporter aux termes généraux du plus récent,

(1) Lyon-Caen et Renault, *Précis de droit commercial*, t. II, n° 1718; Garsonnet, *Proc.*, t. III, § 550.

(2) Cassation, 11 ventôse an IX (S. 1801, 2, 427); Aix, 3 juin 1829 (D. 29, 2, 181): il faut remarquer, que dans cette espèce, il s'agit d'un capitaine à l'encontre de son armateur, et que de toute façon l'insaisissabilité ne saurait être invoquée, le premier n'étant que le mandataire du second. V. aussi en ce sens, Roger, n° 300; Demangeat, IV, 199; Dodo, *Traité de la saisie-arrêt*, n° 114.

celui de 1816, qui parle des « marins ». Et cette opinion a acquis une force toute nouvelle et irréfutable depuis la promulgation du décret du 4 mars 1852, qui dit dans son article 1^{er}, dernier alinéa : « Les dispositions de l'ordonnance du 1^{er} novembre 1745 seront appliquées à tout marin faisant partie de l'équipage d'un navire de commerce. » Par application de ce texte, le salaire des capitaines doit donc être reconnu insaisissable (1).

Pilotes. — Au contraire, le salaire d'un pilote est saisissable, puisque celui-ci ne fait pas partie de l'équipage du bâtiment et se trouve par suite manifestement en dehors des termes du décret de 1852 (2).

Employés d bord. — Quant aux non-marins employés à bord (chirurgiens, cuisiniers, domestiques, etc.) une tentative a été faite en jurisprudence pour étendre à leurs salaires l'insaisissabilité. Les juges se fondaient pour cela sur le raisonnement suivant : le législateur de 1852 a voulu permettre l'embarquement des hommes nécessaires au bâtiment, et s'il a formulé sa pensée en disant « tout marin faisant partie de l'équipage d'un navire de commerce », il n'est pas douteux qu'il n'ait entendu désigner tous les hommes nécessaires à l'équipement régulier du navire (3). La doctrine s'est montrée unanime à repousser cette interprétation, qui, sous prétexte de s'attacher à l'esprit du décret de 1852, s'é-

(1) Trib. comm. Marseille, 23 novembre 1827 (D. A., V^e *Droit maritime*, n^o 357); Lyon-Caen et Renault, t. II, n^o 1720; Garsonnet, t. III, § 550.

(2) Rouen, 26 mars 1859 (D. 59, 2, 157).

(3) Trib. Havre, 29 avril 1869 (D. 70, 3, 77).

cartait de ses termes formels (1). Mais si nous sommes ici manifestement en dehors du champ d'application du décret de 1852 et de l'insaisissabilité absolue, il est également manifeste que la loi du 12 janvier 1895 s'applique à ces salaires non maritimes, et, leur donnant l'insaisissabilité pour les 9/10, viendra remplir l'office que le tribunal du Havre avait entrepris, à tort, d'attribuer à ce décret.

Marins engagés au profit espéré. — Ayant ainsi établi quels sont les marins appelés à profiter de la législation spéciale établie en 1745, il faut maintenant examiner s'ils en bénéficient toujours, quel que soit le mode de leur rémunération. En d'autres termes, il faut rechercher si l'ordonnance de 1745 s'applique aux salaires des gens de mer engagés au profit espéré (au fret ou à la part). L'affirmative est aujourd'hui universellement admise. C'est bien à tort, en effet, qu'on a parlé de société formée entre les marins et celui qui les emploie ; la situation est ici bien différente : l'armateur reste toujours le maître de renvoyer le marin dont le service lui déplaît, selon sa seule volonté, et ce fait seul suffit à établir une nette distinction avec la société, dont la dissolution est soumise à des règles fixes. Le cas qui nous occupe n'est d'ailleurs pas sans analogue : c'est ainsi que chaque jour on voit un patron intéresser son employé dans les bénéfices de sa maison, sans entendre aucunement en faire son associé. On pourrait encore

(1) Lyon-Caen et Renault, t. II, n° 1720.

ajouter qu'à supposer même qu'il y eût société ou participation, cela ne gênerait en rien l'application de l'ordonnance de 1745 : la société se liquide par le partage du poisson et l'insaisissabilité viendra protéger la part que cette liquidation allouera à chaque matelot (1).

Exceptions à l'insaisissabilité. — Quant aux dettes particulières pour loyers, subsistance, etc, sanctionnées par l'assentiment du commissaire de l'inscription maritime et par un mode particulier d'enregistrement administratif, elles ont été expressément et intentionnellement laissées en dehors de l'insaisissabilité par l'ordonnance de 1745 et les textes suivants, afin de ne pas ôter absolument tout crédit au marin, ce qui eût été lui nuire gravement par une trop grande protection. Pour ces dettes, ordinairement de peu d'importance, des saisies pourront être valablement pratiquées sur les salaires du marin. Il y a mieux encore : comme nous l'avons vu précédemment, l'effet d'une telle dette suit le marin jusque sur les vaisseaux de l'Etat où il peut être appelé à faire son service, et elle pourra donner lieu à des retenues sur sa solde, en vertu d'une décision spéciale du commissaire de son quartier ; avec cette réserve, toutefois, que ces retenues ne porteront que sur les décomptes déposés dans une des caisses des établissements des Invalides (D. 11 août 1856, art. 262).

(1) *Sic*, Cass., 14 mai 1873 (S. 73, 1, 405) ; Lyon-Caen et Renault, t. II, n° 1719 ; Garsonnet, t. III, § 550. — *Contrà*, Bordeaux, 25 janvier 1862 (S. 62, 2, 519).

Il n'y a point lieu, en revanche, d'étendre à l'insaisissabilité des salaires de la marine marchande les restrictions établies par ce même décret pour dettes envers l'Etat et pour dettes d'aliments résultant des articles 203, 205 et 214 du Code civil. Nous sommes en une matière trop évidemment particulière pour qu'on puisse appliquer à des salaires maritimes civils une disposition spécialement établie pour la solde militaire, dans le silence complet de l'ordonnance de 1745 et des textes qui l'ont suivie

Délégations. — L'entière insaisissabilité des salaires maritimes n'a d'ailleurs pas pour corollaire leur entière incessibilité. En décider ainsi eût été directement contraire à la nature même des choses, qui force les marins à abandonner à leurs familles, pendant la durée de leurs voyages, une portion de leur salaire pour leur permettre de subsister. Voici comment ces délégations ont été réglementées par un arrêté ministériel du 22 mars 1862 : « A la revue du départ des navires de commerce, le commissaire de l'inscription maritime invitera les hommes de l'équipage à faire connaître la portion de salaire qu'ils entendront déléguer. Les capitaines pourront déléguer telle portion de leur salaire qu'il leur conviendra. Les délégations des marins portés sur le rôle avec le titre d'officiers ne pourront s'élever à plus de la moitié de leurs gages. Les autres hommes de l'équipage ne seront admis à déléguer que le tiers. Mention de la quotité déléguée sera immédiatement faite sur le

rôle d'équipage, à l'article de chacun des délégants. » Il importe de remarquer qu'en raison des termes généraux de cet article, ces délégations peuvent être consenties, soit à la famille du marin, soit à des tiers ; dans tous les cas, elles n'ont d'effet que pour la durée du voyage.

L'insaisissabilité des salaires maritimes résultant de textes absolument spéciaux, la loi générale du 12 janvier 1895 n'a pu y apporter aucune modification. Elle ne saurait d'ailleurs raisonnablement être étendue à des salaires jouissant déjà d'une protection plus étendue que celle qu'elle a elle-même organisée.

b) Salaires des prisonniers.

Le salaire des prisonniers a également été déclaré insaisissable, même pour les frais de justice (Décision minist. des finances, 7 janvier 1806, Circulaire 13 janv. 1806). Cette disposition concerne « le tiers du produit du travail des détenus qui doit leur être remis à leur sortie de prison ». Le produit de ce travail, pendant le séjour du prisonnier dans la prison, est en effet divisé en deux portions inégales : l'une (le tiers de la somme) est mise en réserve et doit seulement lui être remise au jour de sa libération, afin de lui assurer des ressources pour ses premiers besoins et le mettre à même de chercher quelque travail honnête : c'est cette portion qui, en raison de son caractère absolument alimentaire, a été déclarée insaisissable. Quant au reste du salaire, il se

joint à toutes les recettes quelconques qui peuvent être effectuées au nom du détenu pendant la durée de sa peine, pour former un pécule disponible, lequel est absolument saisissable en vertu de créances quelconques (1).

De cette disposition, dictée par une inspiration véritablement humaine et morale, puisqu'elle a pour but d'éviter que le détenu, à l'expiration de sa peine, ne se trouve seul et sans ressources sur la grande route, aux prises avec les suggestions de la détresse, et dénué de tout moyen de subsister pendant quelques jours, jusqu'à ce qu'il ait pu parvenir à se procurer du travail, de cette louable disposition, dis-je, on peut rapprocher celle de la loi autrichienne du 29 avril 1873 (2) dont l'article 6 interdit toute mesure d'exécution ou conservatoire sur le salaire du prisonnier avant son paiement, et avant l'expiration d'un délai de 30 jours à compter de son élargissement. Ce qui aboutit à établir, comme chez nous, la complète insaisissabilité.

La loi du 12 janvier 1895 n'a rien innové en ce qui concerne l'insaisissabilité du pécule réservé. C'est à tort, selon nous, qu'on a voulu faire rentrer le prisonnier dans le nombre des ouvriers dont le salaire est régi par cette loi. Suivant cette doctrine, il n'y aurait plus désormais aucune distinction à faire entre le pécule

(1) Cass. req., 18 février 1895 (*Pand. fr.*, 95, 1, 325); Garsonnet, t. III, § 552; Roger, n° 321.

(2) *Ann. lég. étrang.*, 1873, p. 242.

réservé et le pécule disponible : tous deux, conformément à la loi du 12 janvier 1895, seraient également saisissables pour un dixième (1). Mais ce raisonnement a le grave tort d'oublier que la complète insaisissabilité du pécule réservé résulte d'un texte très spécial, et qui par suite n'a pu être abrogé par notre loi générale sans une disposition formelle. Or cette disposition fait défaut. La vérité est que le législateur n'a très probablement pas songé à ce cas particulier ; s'il y eût songé, d'ailleurs, nous ne pouvons dire quelle aurait été sa décision, car les motifs spéciaux de protection du pécule réservé, qui doit être remis au détenu au sortir de la prison, subsistent toujours avec la même force. En tout cas, en l'absence de toute abrogation formelle, le texte de 1806 demeure toujours en vigueur, et le pécule réservé reste, comme par le passé, entièrement insaisissable. Ce qu'il est vrai de dire, c'est que le pécule disponible, présentant tous les caractères d'un salaire ordinaire, et n'étant jusqu'ici régi par aucune disposition particulière, tombera sous l'application de la loi du 12 janvier 1895, devenue le droit commun des salaires, et ne sera plus saisissable, par suite, que pour un dixième seulement.

(1) Desailly, *Etude sur la loi du 12 janvier 1895*, n° 138.

CHAPITRE III

PROCÉDURE SPÉCIALE DE LA LOI DU 12 JANVIER 1895.

§ 1. — Compétence.

La loi du 12 janvier 1895 a réalisé, au sujet de la compétence de hardies et intéressantes innovations. Elle n'a fait en cela qu'obéir à la tendance actuelle de notre législation, qui est de réduire chaque jour davantage la compétence des tribunaux de première instance au profit de celle des justices de paix. Ce n'est point ici le lieu de discuter cette tendance; il suffit de la constater. Aussi bien serait-il facile de montrer les motifs si naturels qui l'inspirent: réduction des formalités, et des frais par conséquent; justice plus accessible à tous, et dans laquelle l'intervention personnelle des parties fournit au juge de précieux éléments d'appréciation. Chose curieuse: ce désir même de développer la compétence des juges de paix a failli faire échec à la réforme partielle qui nous occupe. Lors de la discussion au Parlement, plusieurs membres exprimèrent la crainte que les dispositions nouvelles ne fussent en contradiction avec le projet de loi alors pendant devant les Chambres, et relatif à l'extension de cette compétence; pour éviter toute difficulté future, ils proposaient d'ajourner cette

partie de la réforme jusqu'au jour où la réforme générale des justices de paix, enfin votée, viendrait résoudre la question. Heureusement une autre considération prévalut : l'utilité d'effectuer sur l'heure une réforme urgente et toute prête ; et l'on fit sagement, car le projet qu'on voulait attendre est toujours en suspens.

Nous étudierons successivement les innovations de la loi en ce qui concerne la compétence *ratione loci* et la compétence *ratione materie*.

a) Compétence *ratione loci*.

Pour ce qui est de la compétence *ratione loci*, la loi du 12 janvier 1895 n'a point prétendu toucher au principe fondamental : *actor sequitur forum rei*. Le défendeur, lorsqu'il s'agit de saisie-arrêt, c'est le saisi, et c'est précisément au tribunal de paix du domicile du saisi que la loi nouvelle attribue compétence. Il est à remarquer seulement que dans la procédure du droit commun établie par le Code de procédure civile, le tiers saisi dont la déclaration affirmative est contestée peut demander à être renvoyé devant le juge de son domicile (art. 570) : rien de plus naturel, en somme, puisque, en cette instance accessoire, c'est lui qui joue le rôle de défendeur vis-à-vis du saisi. Mais le législateur de 1895 a pensé qu'il était préférable de faire céder la rigueur des principes abstraits devant l'intérêt pratique de la simplification de la procédure. Aux termes de l'article 9, le juge de paix du domicile du débiteur saisi, seul compé-

tent pour statuer sur la validité, la nullité ou la mainlevée de la saisie, le sera seul aussi pour statuer sur la déclaration affirmative.

La compétence du juge de paix du saisi, conséquence très logique du principe de droit commun, a cependant trouvé un censeur. Un des commentateurs de la loi du 12 janvier 1895 déclare que mieux eût valu attribuer compétence au juge de paix du domicile du tiers saisi : ce dernier étant, par la nature même des choses, moins sujet à changer fréquemment de domicile, on aurait évité le plus souvent une multiplicité de procédures et d'exploits d'huissier, contraire à l'esprit de l'article 6 ; et d'autre part on aurait épargné au patron de nombreuses comparutions dans divers cantons ou arrondissements (1). Ce dernier argument présente une certaine part de vérité, et ce qui lui donne plus de poids encore, c'est qu'en pareil cas le mécontentement du patron dérangé de ses affaires retombera tout naturellement sur les ouvriers frappés d'oppositions, qu'il sera tout disposé à congédier. Néanmoins, la disposition adoptée par le législateur nous paraît encore préférable à celle suggérée par M. Emion. Il ne faut pas oublier, en effet, que le juge de paix du domicile du saisi, mieux que tout autre, connaît la situation personnelle de ce débiteur, et peut, par suite, statuer dans de meilleures conditions d'équité sur les demandes en autorisation de saisie-arrêt, dans

(1) Emion, n° 54.

les termes de l'article 6. Cette supériorité sera encore plus évidente dans la tentative personnelle d'accommodement dont ce même article 6 lui fait une faculté, et presque un devoir moral.

Remarquons toutefois que la proposition de loi de M. Jacquemart contenait sur ce point une disposition différente et peut-être préférable. Refusant toute compétence au juge de paix du domicile du saisi, il l'attribuait, non pas au juge du domicile du tiers saisi, mais à celui du lieu où s'acquiert le salaire. Cette distinction présentait une très grande utilité pour les grandes administrations publiques ou privées, telles que les compagnies de chemins de fer. Le plus souvent, d'ailleurs, lorsque ces trois domiciles ne se confondent pas, le lieu où s'acquiert le salaire est plus voisin du domicile de l'ouvrier que de celui du patron ; c'est un centre où tous deux pourront également se joindre sans grand déplacement, sans perte de temps et sans frais (1). Quoi qu'il en soit de ces avantages, la compétence du juge du domicile du saisi a prévalu dans l'esprit du législateur, et nous venons de voir que ce n'était pas sans de raisonnables motifs.

C'est également au juge de paix du domicile du saisi, et à lui seul, que l'article 6 de la loi du 12 janvier 1895 attribue compétence pour autoriser l'opposition. Il faut remarquer ici une nouvelle dérogation à l'ancienne règle : l'article 558 du Code de procédure civile donnait

(1) Voy. rapport Vival (*Docum. parlem.*, Ch., 93, annexe 2743, p. 858).

en effet le pouvoir d'autoriser la saisie-arrêt, soit au juge du domicile du saisi, soit à celui du domicile du tiers saisi. Le législateur de 1895 a fait disparaître cette dualité, et en cela il a été fidèle à l'idée générale qui domine la loi nouvelle : concentrer toute la procédure devant le juge du débiteur saisi.

Si la saisie-arrêt a été autorisée par le juge de paix d'un autre canton que celui du domicile du saisi, devra-t-on considérer l'opposition comme nulle ? En d'autres termes, l'incompétence *ratione loci* du juge de paix d'un autre domicile est-elle d'ordre public ? Le contraire paraît bien plus probable. Tout le monde est d'accord pour reconnaître que le caractère d'ordre public que présente le titre 1^{er} de la loi du 12 janvier 1895 ne doit pas être étendu au titre II. Le juge ne devra donc pas d'office déclarer la saisie non valable ou se déclarer incompétent pour la valider. Il ne fera ainsi que se conformer au désir de la loi, qui est d'épargner aux parties le plus de difficultés et de formalités possibles. Au surplus, si les parties n'ont pas fait valoir cette cause de nullité, n'est-ce pas qu'elles sont tacitement d'accord pour accepter la compétence du juge de paix saisi ? Nous nous trouvons dès lors dans le cas prévu par l'article 7 du Code de procédure, et ce nous est un motif de plus de décider contre le caractère d'ordre public de l'incompétence *ratione loci* du juge de paix (1).

(1) Pabon, nos 127 et 165.

Changement de domicile du débiteur. — Le saisi peut venir à changer de domicile, et par suite de juge. Peu fréquent à la campagne, où les déplacements sont rares et les cantons étendus, le fait est au contraire des plus communs dans les villes, et surtout à Paris, où le ressort d'un tribunal de paix se réduit à l'étendue restreinte d'un arrondissement. Qu'advient-il alors de la compétence? Le législateur n'en a rien dit, et ce n'est pas une des moindres lacunes de la loi du 12 janvier 1895. Les auteurs semblent n'avoir jamais songé à l'éventualité d'un tel changement de résidence et la façon dont l'article 6 règle la procédure de saisie-arrêt le prouve surabondamment. Dans ce silence de la loi, il faut bien chercher la solution la plus simple et la plus naturelle. En ce qui nous occupe ici, quoi de plus naturel que de rechercher les principes du droit commun pour en faire l'application à notre matière? Or le principe du droit commun est bien simple : le tribunal, une fois régulièrement saisi, reste seul compétent, et si un autre tribunal vient par la suite à être non moins régulièrement saisi de la même affaire, l'exception de litispendance pourra être soulevée avec succès, et ce second tribunal devra se déclarer incompétent (1).

Cette solution, la plus généralement admise par les divers commentateurs de la loi du 12 janvier 1895, a cependant trouvé des contradicteurs, préoccupés par

(1) Chauveau, quest. 2170.

dessus toute chose des termes mêmes de la loi. Puisque l'article 9 dispose que l'instance en validité doit être portée devant le juge de paix du domicile du saisi, il lui faut obéir littéralement, ont-ils dit, en portant le litige devant le juge de paix du domicile *actuel* de ce débiteur saisi. Ainsi donc, si la convocation des intéressés, selon la procédure établie par l'article 9, est requise devant le juge de paix d'un ancien domicile du saisi, ce magistrat devra d'office se déclarer incompétent, et renvoyer les parties à se pourvoir devant son collègue du domicile actuel du débiteur. Ce dernier juge de paix, au contraire, sera pleinement compétent, et devra statuer même sur les oppositions formées devant les juges de paix des domiciles précédents. On le voit, dans ce système comme dans celui que nous avons d'abord exposé, l'unité de procédure se trouve sauvegardée : seulement, au lieu de se dérouler devant le premier juge saisi, l'instance se trouve finalement centralisée devant le dernier saisi, celui du domicile actuel du débiteur. A l'argument tiré du texte de la loi, les auteurs qui défendent ce système ajoutent que l'esprit de la loi du 12 janvier 1895 est en leur faveur : n'est-il pas préférable pour le débiteur de n'avoir qu'à comparaître devant le juge de paix de son domicile, au lieu d'être contraint de se déplacer, avec grands frais et grandes pertes de temps, pour aller trouver le juge de paix d'un ancien domicile peut-être fort éloigné du nouveau (1) ?

(1) En ce sens, Pabon, n° 338 et note ; Bouvier-Bangillon, p. 12 ; Schaffhauser, 1897, n° 111.

Un tel argument n'est assurément pas sans quelque poids, et il est bien possible qu'il eût déterminé le législateur, si celui-ci avait réfléchi à la question. Mais le malheur est qu'à coup sûr le législateur est passé à côté d'elle sans même l'apercevoir : le silence des travaux préparatoires suffit à le démontrer, et M. Pabon lui-même est contraint de le reconnaître. Dans ces conditions, ne serait-ce pas faire preuve d'une rigueur d'interprétation bien judaïque que d'appliquer à cette espèce non prévue par le législateur un texte écrit dans une intention toute différente ? Puisqu'il n'a pas prétendu trancher la question, le commentateur n'a pas le droit de se substituer à lui. En pareil cas, il n'y a qu'une chose à faire : se tourner vers les principes généraux et s'y attacher étroitement. Nous n'hésiterons donc pas à dire, avec le plus grand nombre des auteurs (1), que le juge de paix le premier saisi de l'instance doit rester seul compétent et centraliser toute la procédure. Quant aux juges de paix des domiciles subséquents, s'ils sont saisis par les parties d'une demande en convocation, dans les termes de l'article 9, la déclaration affirmative du tiers-saisi suffira à les instruire de la situation ; ils devront donc, et même d'office, se déclarer incompétents, par application du principe de l'article 171 du Code de procédure civile. Ainsi, une seule procédure, mais devant le juge le premier valablement saisi (2).

(1) Emion, n° 55 ; Le Pelletier, n° 37 ; Schaffhauser, 1895, n° 56 ; Bourguet, n° 44.

(2) Il faut également mentionner un troisième système, proposé par

b) *Compétence ratione materiæ.*

Si la loi du 12 janvier 1895 a peu innové en ce qui concerne la compétence *ratione loci*, elle a au contraire établi un ordre de choses tout nouveau pour la compétence *ratione materiæ*. Comme nous l'avons dit plus haut, l'idée fondamentale de ce changement est de rapprocher la justice des parties, tout en diminuant les formalités et les frais, par la compétence accordée au juge de paix. Pour bien apprécier la portée de cette innovation, il convient tout d'abord de rappeler les principes du droit commun en matière de saisie-arrêt. Il faut soigneusement distinguer, au point de vue de la compétence, entre l'action en validité de la saisie, et celle qui porte sur le fond même de la créance, lorsque le droit du créancier saisissant est contesté. Pour cette dernière instance, le juge compétent est tantôt le juge de paix, tantôt le tribunal de première instance, suivant le chiffre de la somme en litige; tantôt encore des tribunaux spéciaux, tels que le tribunal de commerce, à raison du caractère particulier de la créance. Ce sont, en un mot, les règles ordinaires de compétence qui lui sont applicables. Pour l'action en validité, au contraire, le tribunal de première instance est seul compétent dans tous

M. César-Bru (*Revue gén. du droit*, 1896, p. 437), d'après lequel plusieurs juges de paix pourraient se trouver simultanément compétents pour statuer sur la validité des diverses oppositions, sauf toutefois à revenir, pour la distribution, à une procédure unique devant le juge de paix le premier saisi, seul compétent. Ce système, qui n'a pour lui ni les termes de la loi ni les principes du droit commun, doit être rejeté sans hésitation.

les cas, sans qu'il y ait lieu à distinguer suivant l'importance du litige, ou son caractère civil ou commercial. Un seul point a donné lieu à quelque difficulté : c'est le pouvoir d'autoriser la saisie-arrêt, que la doctrine reconnaît généralement au juge de paix ou au président du tribunal de commerce (1), et que la jurisprudence leur refuse (2). Les auteurs se basent sur les termes non restrictifs de l'article 558 du Code de procédure civile, et s'appuient également, par analogie, sur l'article 10 de la loi du 25 mai 1838, qui reconnaît formellement aux juges de paix le droit d'autoriser la saisie-gagerie. Il est vrai que les tribunaux, pour décider en sens contraire, argumentent *à contrario* de ce même article et du silence qu'il garde sur la saisie-arrêt. On peut cependant répondre que l'argument *à contrario* est ici sans valeur, puisqu'il tend à s'écarter du droit commun en refusant au juge de paix le pouvoir d'autorisation dans une affaire de sa compétence normale. Au contraire, en ce qui concerne la compétence pour statuer sur la validité de la saisie-arrêt, aucun doute ne s'est élevé : tout le monde reconnaît la compétence exclusive du tribunal civil.

La loi du 12 janvier 1895 est venue changer tout cela. La Chambre, moins hardie en ce point que le projet gouvernemental, avait seulement assimilé l'instance en validité à l'instance en paiement : le juge de paix pou-

(1) Garsonnet, t. III, § 595 ; Carré et Chauveau, t. IV, quest. 1933.

(2) Rennes, 15 novembre 1851 (D. 54, 5, 170) ; en ce sens, Rodière, t. III, n° 289.

vait en connaître, si elle rentrait dans les limites de sa compétence ordinaire. Si la saisie-arrêt était faite pour une somme supérieure à 200 francs, le juge de paix pouvait bien l'autoriser, mais il devait renvoyer les parties devant le tribunal pour l'instance en validité. Tel était le texte de la commission, que le rapporteur, M. Vival, fit voter par la Chambre, malgré les réclamations de M. Thellier de Poncheville en faveur de la compétence absolue du juge de paix (1).

Le Sénat se montra plus hardi novateur. Au lieu d'assimiler les deux instances, il renversa entièrement la situation précédente. L'instance en paiement resta dans les termes de la compétence du droit commun, mais l'instance en validité passa de la compétence exclusive du tribunal civil à celle non moins exclusive du juge de paix, et telle est la situation qui résulte du texte primitif de la loi du 12 janvier 1895.

Était-il possible d'aller encore plus loin dans cette voie ? Quelques-uns l'avaient pensé, et il fut proposé à la commission du Sénat d'accorder au juge de paix compétence absolue, même pour connaître de l'action en paiement. Une telle mesure apparaissait comme la conclusion logique de la réforme déjà admise, et comme devant amener une utile diminution de frais et de délais pour les créanciers. Cependant, la majorité de la commission s'est rangée à l'avis opposé, mue par la consi-

(1) *J. O.*, Chambre, séance du 27 juin 1893.

dération de l'intérêt du débiteur. « Elle a pensé que ce système offrait quelque danger, et qu'en demandant à la fois la validité de la saisie-arrêt et le paiement de la créance, le créancier arriverait trop facilement à échapper à la juridiction ordinaire des tribunaux, et qu'il serait souvent disposé à abuser de cette procédure pour se procurer à peu de frais un titre exécutoire contre le débiteur (1). » Il est aisé de voir qu'en dernière analyse, la conséquence de la réforme proposée eût été de soumettre — indirectement — à la compétence du juge de paix tous les litiges concernant des ouvriers ou petits employés. On comprend donc aisément pourquoi la commission du Sénat s'est tenue au texte actuel.

Limites de la compétence en dernier ressort du juge de paix. — Le juge de paix a compétence absolue, pour l'instance en validité seulement, en premier ressort, « et à charge d'appel pour les demandes dépassant le taux de la compétence ordinaire (2) ». L'article 9 formule cette disposition en des termes presque identiques : « Le juge de paix, prononçant sans appel dans les limites de sa compétence..... » A lire ces deux textes, il semble qu'aucune difficulté ne puisse jamais s'élever sur leur signification. Et cependant une interprétation des plus singulières s'est fait jour, et est encore soutenue : il est vrai que ce sont les principaux intéressés qui s'en sont avisés. Au sein d'une conférence des juges de paix des

(1) Voy. Rapport Régismanset (*Doc. parlem.*, Sénat, 94, ann. 138, p. 176).

(2) Id. *Ibid.*

vingt arrondissements de Paris (1), il a été admis que l'article 9 devait être entendu de la façon suivante : le juge de paix statue en dernier ressort dans les limites de sa compétence ordinaire *en premier ressort*, soit actuellement 200 francs. Pour admettre une si étrange prétention, il ne suffit pas de dire, comme on le fait, que les termes de la loi sont ambigus et demandent à être interprétés ; il faudrait encore démontrer que le législateur a voulu innover sur ce point. Or, c'est précisément la conviction contraire qui résulte de la simple lecture des textes pour tout esprit non prévenu. Il est donc évident qu'il faut admettre la compétence absolue du juge de paix, sans appel, pour l'instance en validité, dans les limites de sa compétence ordinaire en dernier ressort, soit 100 francs, et à charge d'appel au-dessus, pour quelque somme que ce soit (2). Il est d'ailleurs universellement reconnu que le chiffre de la demande, en matière de validité ou de mainlevée de saisie-arrêt, se détermine par le montant des causes de la saisie, c'est-à-dire de la créance pour laquelle la saisie-arrêt a été pratiquée.

Le rôle du juge de paix est donc nettement tracé. Si la saisie-arrêt est basée sur un titre authentique, ou si la créance n'est pas contestée, il n'a qu'à statuer sur la validité de la saisie, et au besoin sur la déclaration affirmative ; sa compétence est absolue, et il statue dans tous les cas, sauf appel si la saisie est faite pour recou-

(1) *Moniteur des juges de paix*, 1^{er} février 1895, p. 85.

(2) En ce sens, Emion, n° 106 ; César-Bru, p. 433 ; Pabon, n° 167.

vrement d'une créance supérieure à 100 francs. Si au contraire la créance est contestée, il doit appliquer les règles ordinaires de sa compétence. La somme en litige dépasse-t-elle 200 francs ? Il doit surseoir à statuer sur la validité de la saisie et renvoyer les parties devant le tribunal civil (1). De même, s'il s'agit d'une créance commerciale ou de l'interprétation d'un acte administratif : il doit laisser décider les tribunaux de commerce ou les tribunaux administratifs. Il ne pourra statuer lui-même que dans les limites de sa compétence ordinaire, telle que l'a déterminée la loi du 25 mai 1838 ; mais il est évident, et les travaux préparatoires l'indiquent clairement, que si les projets de loi actuellement en cours viennent par la suite à modifier cette compétence ordinaire, celle du juge de paix dans le cas qui nous occupe devra être modifiée en conséquence. Le législateur a formellement déclaré se référer au droit commun, quel que soit ou puisse être celui-ci (2).

Pour le cas particulier où le juge de paix se trouve compétent pour statuer sur l'existence de la créance contestée, une difficulté s'est élevée. Quelques auteurs ont soutenu que le juge de paix doit surseoir, tout comme dans les autres cas, et statuer sur la créance contestée par jugement séparé, sur citation délivrée avec dispense de conciliation. Ils se fondent principalement sur le texte de l'article 9, § 3 : « A cette audience... le juge de paix...

(1) Trib. paix Le Havre (2^e arrond.), 21 février 1895 (*Mon. j. paix*, 95, p. 162).

(2) Emion, n° 107.

statuera sur la validité, la nullité ou la mainlevée de la saisie, ainsi que sur la déclaration affirmative... » C'est donc que cette instance est uniquement réservée à l'instance spéciale et exceptionnelle organisée par la loi du 12 janvier 1895, et que l'on ne peut y juger une affaire de la compétence ordinaire du juge. D'ailleurs, ajoutent-ils, on ne saurait étendre à ce jugement de condamnation, prononcé par connexité avec une instance en validité de saisie-arrêt, toutes les dispenses de timbre et d'enregistrement accordées à cette dernière instance (1).

Ce raisonnement est loin d'être décisif. Les arguments tirés du silence d'un texte sont bien rarement concluants, et surtout en ce qui concerne la loi du 12 janvier 1895, lorsqu'on a vu dans les travaux préparatoires les rapporteurs s'épuiser à répéter qu'ils n'ont pu prévoir et régler les questions secondaires, et s'en rapporter pour ce faire aux auteurs et à la jurisprudence, on ne peut guère prêter aucune valeur à la rédaction d'un article. Il faudrait montrer que ce changement d'instance devant le même juge a été prévu par les rédacteurs de la loi, et c'est précisément ce dont on ne peut fournir nulle preuve. A quelle bizarre complication conduirait d'ailleurs ce système : le juge de paix, enjoignant aux parties de se retirer pour revenir à la prochaine audience, et les renvoyant gravement à se pourvoir devant lui-même, n'offrirait-il pas un spectacle

(1) En ce sens, Le Vayer, *Mon. J. Paix*, 95, p. 245 ; et Fortier, *Comm.* 1. 12 janvier 1895, n° 77 (*Bull. comm. des Lois nouvelles*).

ridicule ? On ne saurait s'empêcher de penser au maître Jacques de l'*Avare* ! Mais il y a aussi à ce système un côté fâcheux : la perte de temps considérable infligée aux parties pour l'amour de la forme. Sans insister sur ces considérations, il suffit de rappeler qu'en matière de saisie-arrêt ordinaire — il faut toujours en revenir là, puisque le législateur de 1895 a déclaré ne pas vouloir innover sur ce point — le tribunal saisi de la demande en validité peut condamner le saisi au paiement de la somme contestée sans que des conclusions aient été prises à cet égard, la demande en validité contenant implicitement la demande en paiement de la somme pour laquelle la saisie a été formée (1). Je conclus donc que le juge de paix pourra, sans citation nouvelle, statuer directement sur la demande en paiement, lorsqu'elle sera de sa compétence, sauf à ne pas étendre à ce jugement les dispenses de timbre et d'enregistrement édictées par la loi du 12 janvier 1895, ce qui fait tomber le dernier argument de nos adversaires (2).

Il faut d'ailleurs ajouter, comme correctif à tout ce qui précède, que les parties ont en main un moyen fort simple d'éviter les longueurs et les frais auxquels pourrait donner lieu le renvoi par le juge de paix devant les tribunaux compétents. C'est de s'entendre entre elles

(1) Paris, 3 avril 1873 (D. 73, 2, 199) ; Garsonnet, t. III, § 606.

(2) M. Pabon (n° 170), sans se prononcer formellement sur ce point, semble disposé à faire remise de ces frais au saisi ; je crois me rapprocher davantage de l'esprit du législateur de 1895, peu prodigue de faveurs préjudiciables au Trésor.

pour accepter la juridiction du juge de paix, dans les termes de l'article 7 du Code de procédure. Rien n'est plus facile si chacun y met quelque bonne volonté, mais l'accord unanime des volontés est nécessaire, et il suffira d'un mauvais plaideur pour tout arrêter.

Compétence pour la déclaration affirmative. — Le juge de paix, compétent pour statuer sur l'instance en validité de la saisie-arrest, l'est aussi pour statuer sur la déclaration affirmative du tiers saisi, et cela dans les mêmes conditions : l'article 9 lui donne formellement compétence, quel que puisse être le montant du traitement. Une difficulté se rencontre ici : l'article 9 fonde bien la compétence absolue du juge de paix aux dépens du tribunal civil, mais cette compétence exceptionnelle s'étend-elle aux déclarations affirmatives qui, en droit commun, échapperaient au juge de paix, non à raison de la somme contestée, mais à raison du caractère de la créance ? En d'autres termes, si nul n'a contesté la compétence du juge de paix pour la déclaration affirmative s'appliquant au traitement d'un employé ou d'un ouvrier au service d'un particulier, doit-on décider de même pour un employé de commerce, ou pour un fonctionnaire ou employé public ? Il a été soutenu qu'en pareil cas, le juge de paix doit surseoir à statuer sur la déclaration affirmative, et renvoyer les parties aux tribunaux compétents pour faire déterminer le quantum du traitement. S'il s'agit d'un employé de commerce, a-t-on dit, son engagement constitue un acte

de commerce dont peut seul connaître le tribunal de commerce ; et si c'est le certificat délivré par l'administration publique à laquelle appartient le fonctionnaire qui se trouve contesté, le juge de paix devra laisser aux tribunaux administratifs le soin de déterminer le montant du traitement. En sorte que la compétence du juge de paix se réduirait à apprécier les déclarations affirmatives relatives aux employés, ouvriers et gens de service des particuliers, ainsi qu'aux ouvriers attachés aux exploitations agricoles, commerciales, ou même industrielles, dans les cantons où il n'y a pas de conseils de prud'hommes (1).

Cette théorie doit être rejetée sans aucune hésitation : la compétence du juge de paix est générale, et il est facile de le montrer. Nul ne songe à contester que la loi du 12 janvier 1895 a entendu créer une législation spéciale pour tous les ouvriers et petits employés, sans distinguer s'ils sont au service d'un particulier, d'un commerçant ou d'une administration publique. Dans les mêmes conditions d'étendue, et sans qu'un seul mot dénote une restriction quelconque, l'article 11 déclare que le juge de paix statuera sur la validité de la saisie, ainsi que sur la déclaration affirmative. La compétence du juge de paix est la même dans les deux cas, et elle a pour limites celles tracées par l'article 1^{er} à la sphère d'application de la loi tout entière ; elle est exception-

(1) Pabon, n° 176 ; Schaffhauser, n° 172 ; trib. paix Amiens (3^e arr.), 16 avril 1896 (D. 97.2.353).

nelle, mais absolue, et peu importe, en présence d'un texte aussi net et aussi large, le caractère commercial ou administratif du traitement (1). On peut d'ailleurs, et l'analogie est grande, faire remarquer qu'en une matière toute semblable, la jurisprudence de la Cour de cassation s'est définitivement fixée à admettre la compétence spéciale attribuée au juge de paix par l'article 5 § 3 de la loi du 25 mai 1838 pour connaître des contestations relatives aux engagements respectifs des maîtres et de leurs ouvriers ou apprentis, alors même que l'établissement du patron présente un caractère purement commercial ; cette décision est basée, comme celle que nous proposons ici, sur le caractère spécial et exceptionnel de la loi du 25 mai 1838 (2).

Il faut encore signaler en passant, quoique ce soit une conséquence toute naturelle, que le juge de paix, compétent pour statuer sur la déclaration affirmative, l'est aussi pour condamner le tiers saisi non comparant et n'ayant fourni aucune déclaration, débiteur pur et simple des retenues non opérées, aux termes du dernier alinéa de l'article 9. A l'absence totale de déclaration

(1) Voyez également la déclaration formelle du rapporteur de la loi au Sénat : « Le juge de paix sera toujours compétent pour statuer sur la validité de la saisie-arrest, et sur la déclaration affirmative, quand il s'agira d'oppositions portant sur des salaires ou petits traitements » (*Doc. parlement.*, Sénat, 94, p. 276).

(2) Cass. civ., 5 février 1896 (S. 96.1.217, et la note très explicite) ; Cass. req., 1^{er} décembre 1897 (*Gaz. Trib.*, 2 déc. 1897). En ce sens, également, note de M. Appleton sous la décision précitée du juge de paix d'Amiens (D. 97.2.353).

affirmative, il faut, bien entendu, assimiler la déclaration mensongère.

Variation du traitement hors des limites de la loi de 1895. — Il reste enfin, pour en avoir fini avec la compétence du juge de paix, à trancher une difficulté que le texte ne résout nulle part, et pour laquelle les travaux préparatoires ne fournissent que des clartés douteuses. Qu'advient-il des règles précédemment tracées, lorsqu'au cours de l'instance le traitement de l'employé vient à devenir supérieur à 2000 francs, d'inférieur qu'il était, ou inversement ? La question soulevée au Sénat lors du vote de la loi, y a donné lieu à un débat fort confus, et qui n'est guère fait pour donner une haute idée de la façon dont sont discutées les lois purement juridiques au sein de la plus réfléchie de nos assemblées législatives. A la question, fort nettement posée par M. Rattier, le rapporteur ne fait qu'une réponse à côté du sujet. M. Thévenet intervient, pose le principe que l'exploit introductif d'audience fixe la compétence, puis conclut d'une façon fort inattendue au dessaisissement du juge de paix, lorsque le traitement augmenté viendra à dépasser 2000 francs au cours de l'instance. La discussion devient alors des plus confuses. M. Jean Dupuy déclare que le texte est fort clair et qu'il y aura deux procédures : l'une aboutissant à la distribution des sommes saisies lorsque le traitement ne dépassait pas 2000 francs, et l'autre pour les sommes retenues depuis l'augmentation. Le rapporteur évite de se prononcer

pour aucune des opinions émises, et le texte est finalement voté sans modification (1).

Les travaux préparatoires, heureusement, nous fournissent par la suite une opinion plus nette et plus autorisée, car elle émane cette fois du rapporteur du projet de loi à la Chambre, lors de son retour du Sénat. « Pour savoir si le juge de paix est compétent, dit fort bien M. Rose, il faut se placer au moment de l'exploit de saisie-arrest introductif d'audience. Le jour où cette opposition est signifiée, le traitement est-il, oui ou non, de 2000 francs ? S'il ne dépasse pas ce chiffre, c'est le juge de paix qui est compétent pour toute l'instance ; s'il est supérieur à 2000 francs, c'est devant le tribunal civil qu'il faut porter le débat ; nous pensons donc que c'est la date de l'opposition qui doit déterminer la juridiction devant laquelle la procédure doit s'engager (2). »

Le manque de précision de la discussion sénatoriale a eu pour conséquence naturelle d'amener les auteurs à se fixer à l'une quelconque des trois opinions émises, et chaque commentateur se dit en parfait accord avec les travaux préparatoires (3). Dans ces conditions, le

(1) *J. O. Sénat*, 28 novembre 1894.

(2) Rapport Rose (*Doc. parlam.*, Ch., 94, ann. 1103, p. 2240).

(3) M. César-Bru, p. 435, admet l'entier dessaisissement du juge de paix au profit du tribunal civil ; M. Bouvier-Bangillon, p. 11, semble donner la préférence, en théorie, au système de la continuation de l'instance devant le juge de paix, mais les travaux préparatoires, ajoute-t-il, sont trop formels en sens inverse, et il conclut à la coexistence de deux instances. C'est se lier trop rigoureusement à une discussion obscure, alors que l'opinion que l'on croit la meilleure est d'ailleurs présentée avec bien plus d'autorité dans la suite des travaux préparatoires.

mieux paraît être encore de s'en tenir au dernier système exposé, lequel part d'ailleurs du principe posé par M. Thévenet pour en tirer les conséquences logiques, et peut en outre s'appuyer du seul texte un peu formel des travaux préparatoires : s'il est impossible de dire à quel système le Sénat a donné la préférence par son vote, il n'est pas douteux que la Chambre n'ait entendu sanctionner par le sien l'interprétation de son rapporteur, M. Rose, et cela doit suffire à fixer toutes les hésitations (1).

Si la compétence du juge de paix en matière de saisie-arrêt a subi de sérieuses modifications du fait de la loi du 12 janvier 1895, il n'en est pas de même de la compétence en ce qui concerne les transports. La procédure particulière organisée par les articles 7 à 14 ne leur est nullement applicable, et il en résulte que, sans difficulté, les règles ordinaires de la compétence régiront les cessions consenties sur les petits traitements et salaires. Le juge de paix ne peut donc statuer sur la validité d'un transport fait dans les termes de l'article 2 de la loi du 12 janvier 1895, que s'il n'excède pas 200 francs (2).

(1) En ce sens, Schaffhauser, n° 30. M. Pabon, qui accepte le même principe, veut cependant que ce soit la demande en convocation des parties, et non l'exploit de saisie-arrêt, qui constitue ici la demande en validité et fixe la compétence ; il nous semble préférable de s'en tenir aux termes de la déclaration si nette, et non contredite lors du vote définitif, du rapporteur de la commission.

(2) Trib. civ. Seine (7^e ch.), 17 mars 1897 (*Gaz. Trib.*, 7-8 juin 1897).

§ 2. — Procédure.

La loi du 12 janvier 1895 a été triplement novatrice. Nous avons vu comment elle a protégé les petits débiteurs, par la large insaisissabilité accordée à leurs salaires, et par la juridiction plus familière et plus expéditive du juge de paix. Il reste à examiner la procédure nouvelle, à la fois plus simple et moins coûteuse, qu'elle a instituée pour les saisies-arrêts sur les petits traitements.

Le trait essentiel de cette procédure est la substitution du greffier de la justice de paix à l'huissier pour les différents actes. Hors une intervention unique de l'huissier, pour l'exploit initial, tout se passe au greffe et les exploits ont été remplacés par de simples lettres recommandées. En joignant à cette réforme une large dispense des droits de timbre et d'enregistrement, il est aisé de se faire une idée d'ensemble de la nouvelle législation.

a) Préliminaire de la saisie-arrêt.

En droit commun, deux cas peuvent se présenter pour la saisie-arrêt : le créancier est pourvu d'un titre ou non. Dans le dernier cas, il peut y suppléer par l'autorisation demandée au président du tribunal civil ; dans l'autre, il peut comme bon lui semble et sans aucune formalité, faire signifier l'opposition.

Visa du titre. — Il n'en est pas de même sous l'empire de la loi du 12 janvier 1895. Si le créancier saisis-

sant est pourvu d'un titre, l'article 6 l'oblige, avant de commencer sa procédure, à faire viser son titre par le greffier de la justice de paix du domicile du débiteur saisi. Il faut remarquer ce choix, qui n'est nullement indifférent. Le greffier du domicile du saisi va se trouver compétent pour toutes les formalités de la procédure de saisie-arrêt, comme le juge de paix de ce même domicile pour toutes les décisions à rendre. Tout se passera donc dans la justice de paix, entre le greffe et le prétoire.

Le but de ce visa est facile à saisir : c'est d'assurer, dans la mesure du possible, l'exécution de l'article 7, alinéa 3, prescrivant qu'il ne soit fait qu'un seul exploit de saisie-arrêt. Le greffier à qui l'on présente un titre n'a point à en discuter la valeur ; il doit le viser sans observation. Encore faut-il cependant qu'il y ait titre et l'on conçoit parfaitement que le greffier à qui le créancier apporte, sous le nom de titre, un papier informe ou non signé du débiteur, se refuse à le viser, au moins avant d'en avoir référé à son juge de paix.

Une difficulté se présente pour le visa. L'article 7 établit nettement qu'il ne doit exister qu'un seul exploit de saisie-arrêt (car malgré la formule employée, personne n'a mis en doute que ce texte s'appliquait aux visas comme aux autorisations). Si donc, après un premier visa donné, le greffier s'en voit demander un second, alors qu'il n'a pas la preuve que le premier visa a été suivi d'un exploit de saisie-arrêt, doit-il refuser de viser le second titre ? On a voulu soutenir qu'il devait le viser,

tant que l'original de l'exploit de saisie-arrêt n'avait pas été remis en ses mains, conformément à l'article 8. Autrement, dit-on, il dépendrait du mauvais vouloir d'un créancier de paralyser le droit de saisie de tous les autres, en s'abstenant de faire signifier son exploit, après le visa obtenu, car seul l'exploit de saisie-arrêt met le tiers saisi en demeure de retenir le dixième du traitement. Quelle porte ouverte à la fraude, car ce créancier si diligent à obtenir le visa, puis si étrangement négligent pour la signification de l'exploit, peut fort bien n'être qu'un compère, et ce serait offrir au débiteur un moyen facile de se procurer, en fait, la complète insaisissabilité de son salaire (1).

L'opinion contraire nous paraît préférable. L'intention du législateur est manifeste : éviter toute possibilité d'un double exploit ; et c'est précisément pour cela qu'a été instituée la formalité du visa. Il est inexact, d'ailleurs, que l'exploit de saisie-arrêt soit nécessaire pour contraindre le tiers-saisi à opérer la retenue légale : une lettre recommandée du greffe y suffira, car elle vaut opposition, aux termes formels de l'article 7, et pour lui donner cette valeur, il suffit qu'elle s'appuie, non sur l'exploit initial, mais sur le visa donné par le greffier, et qui reste mentionné sur le registre de l'article 14. Le tiers-saisi devra donc, dès qu'il aura reçu une opposition par lettre du greffe, même non précédée d'un ex-

(1) Le Pelletier, n° 61 ; Lancien (*Revue des justices de paix*, juillet 1895, p. 201).

ploit de saisie-arrêt, commencer à retenir le dixième du traitement de son employé, — à la condition, bien entendu, que la lettre du greffier contienne des renseignements suffisants pour déterminer l'identité de cet employé. Cette pratique est d'ailleurs en usage, sans la moindre difficulté, à la caisse municipale de la Ville de Paris pour les oppositions formées sur le personnel si nombreux de la grande administration urbaine. Dès lors croulent toutes les objections des partisans du système adverse, et il faut conclure que le greffier pourra et devra refuser tout visa ultérieur, tant qu'il n'aura pas la preuve que l'effet du premier visa se trouve anéanti par la complète libération du débiteur (1). Cette preuve peut d'ailleurs résulter d'une simple quittance ou d'un acte quelconque de désistement, et point n'est besoin, contrairement à ce qu'a décidé le juge de paix de Saint-Etienne, qu'il y ait mainlevée en règle de la première opposition (2).

Autorisation du juge de paix. — Lorsque le créancier saisissant n'est point en possession d'un titre, il doit y suppléer par l'autorisation du juge. L'innovation de la loi du 12 janvier 1895 sur ce point consiste à faire accorder cette autorisation par le juge de paix. Dans l'intention louable d'éviter des procédures et des frais inutiles, la loi invite les juges de paix, si les parties

(1) Emion, n° 90 ; Bouvier-Bangillon, p. 8 ; César-Bru, p. 445 ; trib. paix Saint-Etienne (canton S.-O.), 15 novembre 1895 (*Lois Nouv.*, 96.2.72).

(2) V. en ce sens la note sous la décision précitée (*Lois Nouv.*).

n'ont été déjà appelées en conciliation [et je pense même qu'il le pourrait encore dans le cas contraire s'il le jugeait utile, en vertu de l'esprit de la loi, en dépit des termes en apparence restrictifs de l'article 6 (1)], à les convoquer devant lui par simple avertissement pour tenter de les amener à un arrangement amiable. Ce n'est nullement une obligation pour le juge de paix, mais bien une faculté que la loi lui accorde. Il n'est pas douteux toutefois que l'intention bien arrêtée du législateur ne soit de lui en faire un devoir de conscience dans le plus grand nombre de cas possible, ainsi que cela résulte fortement des travaux préparatoires. Si un arrangement a pu être obtenu par le juge de paix, le greffier devra le mentionner sur le registre prescrit par l'article 14 de la loi.

A défaut d'arrangement à l'amiable ou s'il lui paraît qu'il n'y a pas lieu à tenter cet arrangement, le juge de paix accorde ou refuse l'autorisation de saisir, qui lui est demandée. S'il l'accorde, il doit y mentionner la somme pour laquelle la saisie-arrêt est formée : somme qu'il devra évaluer si elle n'est pas encore liquidée. Quelle que soit d'ailleurs la décision du juge de paix, et soit qu'il accorde ou qu'il refuse l'autorisation, sa décision constitue un acte de juridiction gracieuse, et comme telle n'est susceptible d'aucune voie de recours de la part des intéressés (2). Mention en doit être portée

(1) Emion, n° 64.

(2) Emion, n° 69. En ce sens, pour le droit commun de la saisie-arrêt, Roger, nos 146 à 149.

sur le registre spécial tenu par le greffier, aux termes de l'article 14.

Ainsi que pour le visa du greffier, l'autorisation du juge de paix doit être unique. Le texte de l'article 7 est ici formel. La situation est d'ailleurs la même que celle qui vient d'être examinée, et il faut conclure, par identité de motifs, qu'après une autorisation accordée, le juge de paix n'en pourra donner une seconde contre le même débiteur que lorsque lui aura été fournie la preuve de la complète libération de ce débiteur. Le principe fondamental est le même : une seule opposition doit être formée par exploit d'huissier. Il en résulte également l'impossibilité d'accorder une autorisation après un visa donné par le greffier, ou un visa après une autorisation.

b) Exploit de saisie-arrest.

La première saisie-arrest doit être formée par ministère d'huissier. Cette disposition est d'autant plus digne d'attention que c'est la seule apparition de l'huissier dans la procédure de la loi du 12 janvier 1895. Encore a-t-elle été menacée de disparaître elle-même : des esprits novateurs avaient réclamé, à la Chambre, la suppression complète de tout exploit, et son remplacement par une simple lettre recommandée. Mais l'assemblée ne se rangea pas à leur avis. « Par suite de la suppression de l'emploi du timbre et des frais d'enregistrement, répondait le rapporteur, M. Vival, la commission n'a pas cru qu'il y eût une différence sensible, au point de vue

des dépenses, entre le coût d'un acte signifié par un huissier dans un canton, et celui de la lettre chargée ; elle a donc préféré laisser signifier l'exploit de saisie-arrêt, qui est l'acte le plus important, plutôt que par une lettre chargée ou recommandée, comme le demandait M. Thellier de Poncheville (1). » Le rapporteur du projet de loi au Sénat reproduit les mêmes motifs, en y ajoutant un argument assez inattendu : l'exploit d'huissier renseigne le débiteur, au début de la procédure, sur le créancier, la nature et la quotité de la créance (2). On verra plus loin qu'il faut sans doute supposer sur ce point un oubli du législateur.

Mentions spéciales que doit contenir l'exploit. —

Outre les mentions communes à tous les exploits, et celles exigées pour les saisies-arrests par l'article 559 du Code de procédure civile, l'opposition doit contenir, en tête, l'extrait du titre et le visa du greffier, ou bien l'autorisation du juge de paix. Cette mesure est prescrite afin d'assurer l'exécution des deux premiers alinéas de l'article 6. Quant aux formes spéciales relatives aux saisies-arrests signifiées à des receveurs et dépositaires de deniers publics (nécessité du visa), elles demeurent applicables aux oppositions formées en vertu de la loi du 12 janvier 1895, laquelle n'a point dérogé sur ce point aux dispositions du décret du 18 août 1807 (3).

(1) *J. O.*, Chambre, séance du 27 juin 1893.

(2) Rapport Régismanset (*Dqc. parlam.*, Sénat, 1894, ann. 138, p. 176).

(3) Schaffhauser, n° 129 ; Pabon, n° 197.

Signification au représentant du tiers saisi. — La disposition finale de l'article 6 contient une innovation fort intéressante. Elle permet de signifier l'exploit de saisie-arrêt, soit au tiers saisi lui-même, soit à son représentant préposé au paiement des salaires ou traitements dans le lieu où travaille le débiteur saisi. Le législateur a eu évidemment en vue les grandes compagnies (chemins de fer, banques et sociétés financières, compagnies d'assurances, etc.) qui occupent sur toute la surface de la France un grand nombre d'agents, ouvriers ou employés, et ont dans toutes les villes, souvent dans les campagnes, de nombreuses succursales, alors que leur siège social se trouve à Paris ou dans quelque autre grande ville. Le créancier se trouve ainsi déchargé de l'obligation de s'adresser au domicile parfois fort éloigné du patron collectif; il lui suffira de s'adresser au représentant le plus proche, ayant qualité pour payer les employés; ce même agent aura qualité pour recevoir l'opposition et pour opérer les retenues légales sur le montant du salaire.

Cette disposition exceptionnelle de l'article 6 a fait naître une controverse aujourd'hui définitivement réglée. Fallait-il considérer cet article comme dérogeant aux textes spéciaux qui établissent aux mains de quels agents doivent être formées les oppositions sur les fonctionnaires publics? Il s'agissait notamment de l'article 13 de la loi du 9 juillet 1836. Quelques-uns avaient pu croire que la loi nouvelle avait entendu ramener ces

oppositions à la règle commune qu'elle édictait, et pour justifier cette dérogation tacite aux anciens textes, l'un de ces auteurs va jusqu'à qualifier la loi du 12 janvier 1895 de loi spéciale (1). La vérité est dans l'opinion directement opposée. Dans le cas présent, ce sont les textes antérieurs qui constituent une législation toute spéciale, à laquelle la loi de 1895, loi générale pour la matière des saisies-arêts sur salaires, n'a pu déroger. Au reste, cette opinion, qui a prévalu de bonne heure en doctrine (2) et en jurisprudence (3), a été enfin consacrée par un arrêt de la Cour de cassation (4) qui semble avoir mis fin à la controverse. Il en résulte que l'on doit continuer à appliquer toutes les anciennes règles, et particulièrement celle qui établit, dans les départements, le trésorier-payeur général comme seul représentant de l'Etat ayant qualité pour recevoir les oppositions formées sur le traitement des divers fonctionnaires ou employés de l'Etat.

Absence de dénonciation. — Dans l'intention louable de réduire autant que possible les frais de procédure, et aussi le rôle dévolu aux huissiers, le législateur de 1895 a supprimé la dénonciation ainsi que la contre-dénoncia-

(1) Schaffhauser, 1895, n° 45. V. aussi en ce sens une note de M. César-Bru (D. 97, 1, 225) et les décisions des juges de paix de Montlouis, 4 avril 1895 (D. *loc. cit.*), et de Lesparre, 27 août 1876 (L. nouv., 95, 2, 222).

(2) Pabon, nos 49 et suiv. ; Bourgueil, n° 39 ; Schaffhauser, 1897, n° 134.

(3) J. P. Dunkerque, 30 mai 1895 (L. nouv., 95, 2, 221) ; J. P. Le Vigan, 1^{er} août 1895 (L. nouv., 96, 2, 69) ; Trib. civ. Le Blanc, 27 novembre 1895 (L. nouv., 96, 2, 67).

(4) Cass. civ., 11 mai 1896 (L. nouv., 96, 2, 157).

tion de l'exploit de saisie-arrêt. Cette innovation est-elle pleinement heureuse ? Il est permis d'en douter. Si la contre-dénonciation est une formalité encombrante et superflue, dont la disparition était demandée depuis longtemps, il n'en est pas tout à fait de même de la dénonciation. En supprimant l'exploit d'huissier, on eût dû le remplacer par une formalité plus simple, et la dénonciation aurait pu se trouver avantageusement suppléée par une lettre recommandée du greffier, avertissant le saisi de l'opposition formée, aussitôt que lui-même en serait prévenu par le dépôt au greffe de l'original de l'exploit. La lacune est d'autant plus étrange qu'aux termes de l'article 7, alinéa 3, le greffier doit, dans les quarante-huit heures de chaque opposition subséquente, en donner avis au saisi. Dira-t-on qu'il n'a pas besoin d'être prévenu de la première opposition, puisqu'il s'en apercevra bien à la retenue faite sur son salaire ? Mais c'est justement là le point important : le débiteur doit être prévenu avant que la retenue soit opérée, afin qu'il puisse chercher à temps les moyens de la prévenir en désintéressant le créancier. Ce qui pourrait faire croire à un oubli, sur ce point, du législateur, ce sont les paroles mêmes du rapporteur de la loi au Sénat, en faveur du maintien d'un exploit pour la première opposition : « Il importe, dit-il, de faire remettre au débiteur, au début de la procédure, une copie d'acte suffisamment explicite pour le renseigner sur le créancier, sur la nature et sur la quotité de la créance : le procès est engagé, et l'exploit

d'huissier met le débiteur à même de se défendre (1). » L'oubli est flagrant. S'ensuit-il cependant qu'on puisse le réparer ? Non pas ; et si le greffier, après avoir reçu le dépôt de l'exploit signifié, prenait sur lui, ainsi que le lui conseille un commentateur (2), d'adresser au saisi un avertissement ou une lettre recommandée, les frais en resteraient naturellement à sa charge et ne sauraient entrer en taxation. A défaut d'un mode légal d'avertissement, ce sera pour le tiers saisi un devoir moral d'instruire ou de faire instruire de l'opposition formée le débiteur saisi, ce qui peut se faire sans aucun dérangement, à l'occasion des heures de travail. C'est notamment la pratique constante, et très louable, des régisseurs chargés de payer le personnel ouvrier de la ville de Paris, de ne jamais opérer une retenue sans avoir préalablement prévenu le débiteur.

Dépôt au greffe de l'original de l'exploit. — Une dernière formalité est imposée par l'article 8 à l'huissier qui a signifié l'exploit de saisie-arrêt. Il doit, dans les huit jours de la saisie, faire parvenir au juge de paix l'original de l'exploit, qui sera conservé au greffe jusqu'à l'entière libération du débiteur. La sanction de cette formalité ne consiste pas en une nullité, mais bien en une amende de 10 francs, qui sera prononcée par le juge de paix en audience publique. Le but de cette formalité n'est pas douteux ; c'est d'assurer l'exécution de

(1) Rapport Régismanset (*Doc. parl.*, Sénat, 94, p. 176).

(2) Bourguenil, n° 40.

la règle établie par l'article 7 : une seule saisie-arrêt. On a vu plus haut comment l'inobservation de ce dépôt pouvait, ainsi que la non-signification de l'exploit, soulever quelque difficulté lorsque sont sollicités un second visa ou une seconde autorisation. Il est clair, en effet, que, pour le greffier ou le juge de paix, une signification d'opposition non suivie du dépôt de l'exploit au greffe, est comme si elle n'existait pas. Nous avons montré que la difficulté n'est qu'apparente, et qu'en tous cas un seul visa ou une seule autorisation doit être donné.

Cas où il peut y avoir plusieurs exploits. — Il est pourtant un cas où plusieurs exploits de saisie-arrêt peuvent être signifiés très légalement aux mains du même tiers saisi, sur le salaire du même débiteur. La loi du 12 janvier 1895 n'y fait nulle part allusion, et le silence des travaux préparatoires semble bien attester que le législateur n'y a jamais songé. Le fait, pourtant, est des plus naturels, des plus fréquents même dans les grandes villes : c'est le changement de domicile du débiteur. Il suffit que celui-ci aille s'établir sur le territoire d'un autre canton ; à Paris, qu'il change d'arrondissement. Lorsqu'un nouveau créancier viendra former opposition, il devra s'adresser au juge de paix du nouveau domicile, et celui-ci devra donner visa ou autorisation ; la saisie-arrêt projetée est, pour lui, la première. De là un nouvel exploit de saisie-arrêt, que le tiers saisi n'est point en droit de refuser. Ainsi se multiplieront les exploits, car plus le débiteur est pauvre et endetté, moins

il sera capable de payer son loyer, et les déménagements seront fréquents. Par là se trouve rompue l'unité de la procédure organisée par la loi du 12 janvier 1895. Nous avons eu, plus haut, occasion d'examiner, au sujet de la compétence *ratione loci* des juges de paix, quelques autres résultats d'un tel changement de domicile.

On vient de voir que la formalité du dépôt au greffe de l'original de l'exploit n'est point prescrite à peine de nullité. Nous pensons, à raison du silence de la loi, qu'il en est de même de la copie du visa du titre, qui doit être donnée en tête de l'exploit. Les seules formalités que devra remplir, à peine de nullité, l'exploit de saisie-arrest, seront donc celles qu'exige pour tout exploit l'article 61 du Code de procédure civile, et celle qu'y ajoute, pour les exploits de saisie-arrest, l'article 559 du même Code : énonciation du titre, et mention de la somme, ou copie de l'autorisation du juge, et élection de domicile dans le lieu où demeure le tiers saisi. Il va sans dire que les formalités étudiées dans le paragraphe précédent (autorisation et visa) sont au contraire prescrites à peine de nullité.

c) Oppositions postérieures à l'exploit.

En dehors du cas, non prévu par le législateur, de changement de domicile, il ne doit être signifié au tiers saisi qu'un seul exploit de saisie-arrest. Pour les oppositions suivantes, le ministère de l'huissier n'est plus d'aucun usage. C'est le greffier de la justice de paix qui

formera valablement la saisie-arrêt en inscrivant le nom du créancier et le montant de la saisie sur le registre de l'article 14 — registre où doit être centralisée toute la procédure — et en en donnant avis, dans les quarante-huit heures, au saisi et au tiers saisi, par une lettre recommandée qui vaut opposition. Il faut noter ici cette importante application de la tendance récente à substituer, dans la mesure du possible, la formalité simple et peu coûteuse de la lettre recommandée, à l'incommodé et coûteux exploit. Quant à la lettre envoyée au saisi, et qui tient lieu de dénonciation, elle est d'autant plus indispensable que le débiteur, sur le salaire duquel est déjà pratiquée la retenue légale, pourrait ignorer l'existence des oppositions postérieures jusqu'au jour où il obtiendrait la mainlevée de la première saisie-arrêt.

Rien n'est plus net, dans notre procédure, que le rôle du créancier qui veut former opposition. Connaissant le domicile de son débiteur, il n'a qu'à se transporter à la justice de paix de l'endroit, et là, suivant le cas, à demander l'apposition sur son titre, préalablement enregistré, du visa du greffier, ou l'autorisation du juge. S'il n'existe point trace, au greffe, d'aucune opposition précédente, il obtiendra ce qu'il demande, et n'aura plus qu'à s'adresser à un huissier pour faire signifier son exploit. Dans le cas contraire, le greffier se bornera à inscrire sur son registre le nom du créancier et le montant de la créance ; puis il se chargera d'avertir le tiers saisi, sans que le saisissant n'ait plus à se mêler de rien jus-

qu'au jour de la validation de la saisie et de la répartition. Il ne nous reste donc plus, pour avoir une idée complète de la procédure instituée par la loi du 12 janvier 1895, qu'à étudier successivement ces deux points.

d) Jugement de validité.

Convocation des intéressés. — L'instance en validité, que la législation nouvelle a soumise à la compétence du juge de paix, a été aussi complètement débarrassée de formalités qu'il était possible de le faire. Elle s'ouvre de la façon la plus simple : tout intéressé (saisissant, saisi ou tiers saisi) peut réclamer du juge de paix la convocation de tous les autres intéressés. C'est donc le plus diligent qui entame l'action aussitôt qu'il lui plaît, et voilà déjà une garantie contre les délais dans notre procédure. Cette requête se fait d'ailleurs par une simple déclaration au greffe inscrite sur le registre spécial de l'article 14.

Sur cette réquisition, et dans les quarante-huit heures, le greffier adresse, par lettre recommandée, à tous les intéressés (y compris naturellement celui qui a requis la convocation) un avertissement à comparaître à une audience fixée. Cet avertissement vaut citation, et, comme tel, il doit être transmis de manière à laisser entre le jour de sa réception et celui de l'audience, un délai d'un jour franc, plus un jour par trois myriamètres, conformément aux prescriptions de l'article 5 du Code de

procédure civile (1). D'ailleurs, comme la loi du 12 janvier 1895 n'a pas mentionné cette obligation, et n'a pas entendu en faire un cas de nullité, si le juge de paix s'aperçoit qu'il a négligé l'application de l'article 5 du Code de procédure, et convoqué une partie à trop bref délai, il n'a qu'à ordonner une nouvelle convocation des intéressés, sans prononcer la nullité de la procédure (2).

Déclaration affirmative. — Le tiers saisi régulièrement convoqué doit remplir une formalité importante : la déclaration affirmative. Cette déclaration devra tout naturellement porter, d'une part, sur le montant du salaire ou du traitement alloué, et de l'autre, sur les sommes dues ; cette déclaration des sommes dues se traduit en pratique, pour le patron, par une déclaration du montant des sommes retenues. Mais si tous sont d'accord sur ce point, il n'en est pas de même pour la forme dans laquelle doit être faite la déclaration affirmative. La plupart des auteurs soutiennent en effet, en se fondant rigoureusement sur les termes de la loi, qu'elle doit intervenir « audience tenante », et que par conséquent elle ne peut se produire nulle part ailleurs qu'à la justice de paix du domicile du saisi. Tout au plus concèdent-

(1) Le Pelletier, n° 71.

(2) Trib. paix Lille (4^e arr.), 6 novembre 1895 (D. 96, 2, 506). Cette décision va même jusqu'à prétendre qu'aucune des formalités indiquées en la loi de 1895 n'est prescrite à peine de nullité. La généralisation est excessive, il y a certainement des formalités substantielles, dont le défaut amènerait la nullité : visa ou autorisation du juge ; exploit et mention de l'extrait du titre ou copie de l'autorisation, etc. V. la note dans Dalloz, *loc. cit.*

ils que la déclaration pourra être faite, au greffe de cette justice de paix, par un mandataire muni d'une procuration spéciale, par application de l'article 572 du Code de procédure civile ; mais en aucun cas, ajoutent-ils, elle ne pourra être effectuée par une lettre adressée au greffier, fût-ce une lettre recommandée. Une telle déclaration serait manifestement nulle, et le juge de paix devrait prononcer défaut contre le tiers saisi. Telle est, suivant ces auteurs, la rigueur du texte formel de l'article 9, alinéa 3 (1). Ce système a d'ailleurs été confirmé en jurisprudence par une décision du tribunal de paix de Châteaudun, qui paraît être unique sur la question (2).

Néanmoins, l'opinion contraire nous semble préférable. Il apparaît tout d'abord comme bien singulier que la loi du 12 janvier 1895, faite dans une intention de simplification si caractérisée, ait voulu, sur ce point spécial, compliquer les choses, et se montrer plus rigoureuse que ne l'avait été l'article 271 du Code de procédure civile. Quel est d'ailleurs le résultat naturel d'une telle rigueur ? l'obligation de frais de déplacement parfois considérables, et qui retomberont enfin à la charge du saisi. Etrange avantage que lui procure là la loi de 1895, tout entière conçue dans son intérêt ! Il faut donc reconnaître que l'esprit de la loi est entièrement contraire au système de nos adversaires. Mais, dit-on, son texte est

(1) Emion, n° 167 ; Le Pelletier, n° 77 à 80 ; Bourgueil, n° 56 ; Schaffhauser, n° 189 ; Bouvier-Bangillon, p. 12.

(2) Trib. paix Châteaudun, 31 juillet 1895 (*Moniteur des juges de paix*, 95, p. 434)

formel en ce sens. Est-ce bien sûr? Le doute est permis à cet égard, surtout lorsque l'on compare les alinéas 3 et 4 de notre article 9. Que dit en effet l'alinéa 4? « Le tiers saisi qui ne comparaitra pas, ou qui ne fera pas sa déclaration..... » C'est donc qu'il peut la faire sans comparaître, et cette seule phrase fait disparaître le caractère d'inflexibilité attribué à tort à l'alinéa 3, qui ne parle que *de eo quod plerumque fit*. D'ailleurs, à prendre à la lettre la disposition de l'alinéa 3, ne faudrait-il pas en conclure que le tiers saisi doit faire en personne sa déclaration, sans pouvoir se choisir un mandataire; et cependant aucun auteur n'a osé aller jusque-là. Je conclus donc que le tiers saisi, conformément à l'article 571 du Code de procédure civile, aura le droit de faire sa déclaration devant le greffe de son domicile, s'il n'aime mieux la faire par mandataire, ou même par simple lettre missive, tant que cette déclaration n'est pas contestée. Au cas contraire, le tiers saisi devient véritablement intéressé dans l'instance, et pour qu'elle lui soit opposable, le juge de paix devra le faire convoquer par son greffier pour venir déposer en personne (1).

Il est cependant une catégorie de tiers saisis, qui ne peuvent en aucun cas être contraints à venir faire en personne, au greffe, leur déclaration affirmative. Ce sont les receveurs, dépositaires ou administrateurs de caisses ou deniers publics, et, à leur égard, l'article 569 du Code

(1) Pabon, n° 257 et note; v. aussi un article du même auteur, *Moniteur des juges de paix*, 95, p. 481; César-Bru, p. 451.

de procédure civile est pleinement demeuré en vigueur, sans avoir été abrogé en aucune façon par la loi du 12 janvier 1895. Ce principe, admis sans difficulté par les auteurs (1) et par la jurisprudence (2), s'est vu consacré définitivement par la circulaire du Parquet du tribunal civil de la Seine, du 31 août 1895, et enfin par la circulaire du ministre de la justice, en date du 15 mars 1896 (3). Les fonctionnaires visés par l'article 569 du Code de procédure civile continueront donc, comme par le passé, à remplacer la déclaration affirmative par un simple certificat énonçant les sommes dues au saisi, ou, en pratique, le montant des sommes retenues. Ce certificat doit être accompagné d'un état des oppositions signifiées aux mains de l'administration sur le traitement de l'employé débiteur.

Une décision isolée est venue soulever une difficulté inattendue au sujet de la procédure de déclaration affirmative. Si l'article 6 permet de signifier l'exploit de saisie-arrêt au tiers saisi ou à son représentant, préposé au paiement des traitements ou salaires, dans le lieu où travaille le débiteur saisi, il ne s'ensuit pas, a pensé un juge de paix, que toute la procédure puisse être notifiée à ce représentant : le tiers saisi doit être convoqué en

(1) César-Bru, p. 451 ; Emion, n° 103 ; Foignet, p. 63, note 2 ; Le Pelletier, n° 82. M. Schaffhauser, dans sa seconde édition, n° 134, s'est définitivement rangé à cet avis.

(2) Trib. paix Tunis (canton Nord), 20 avril 1895 (*Lois Nouv.*, 95, 2, p. 124).

(3) Voy. *Recueil périodique de procédure*, 1896, art. 2028, p. 93, et art. 3105, p. 519.

personne pour faire la déclaration affirmative. Et il en tirait cette conséquence que, lorsque la convocation avait été par mégarde adressée à un chef de gare, et non au siège de la compagnie de chemins de fer, la procédure en validité était nulle (1). L'application était doublement malheureuse : d'une part, il est aujourd'hui de jurisprudence constante que les compagnies de chemins de fer peuvent être valablement assignées dans leurs gares principales, qui sont considérées comme de véritables domiciles, lorsque le tribunal dans le ressort duquel existe une de ces gares est compétent pour connaître de la contestation (2), et, de l'autre, on vient de voir qu'en ce qui concerne les convocations des parties, la loi du 12 janvier 1895 n'a édicté aucune nullité de procédure. Quant au principe même de la décision, je pense qu'aucune raison sérieuse n'empêche d'étendre à la procédure si familière de l'article 9 la facilité accordée à l'exploit par l'article 6.

Sanction. — La sanction de la déclaration affirmative est très simple : le tiers saisi, qui ne comparait pas ou n'a pas fait sa déclaration, s'expose à être déclaré débiteur pur et simple des retenues non faites par lui. Quant à la déclaration inexacte ou mensongère, elle peut entraîner, outre la même condamnation, des dommages-intérêts au profit du saisissant. Il faut noter le

(1) Trib. paix Troyes (2^e canton), 11 septembre 1895 (D. 97, 2, 43).

(2) Voy. en ce sens la note sous la décision précitée dans Dalloz, ainsi que dans les *Lois Nouvelles*, 96, 2, 75, et les arrêts cités dans cette dernière note.

traitement plus doux fait ici au tiers saisi non déclarant, par comparaison avec l'article 577 du Code de procédure civile, qui le menace d'être déclaré débiteur pur et simple des causes de la saisie. Le motif de cette différence n'apparaît nulle part dans les travaux préparatoires.

En l'absence de toute déclaration affirmative du tiers saisi, et lorsque celui-ci et le débiteur saisi font défaut, le montant des salaires de ce dernier peut être établi devant le juge de paix par tout moyen de preuve, notamment par des certificats émanés de tiers et produits par le créancier saisissant (1).

Le juge de paix est maintenant en état de prononcer. Deux sortes de contestations, pourtant, peuvent encore se produire. La déclaration affirmative peut être contredite, et dans ce cas le juge de paix statue lui-même ; ou bien c'est la créance même, base de la saisie, qui est l'objet d'une contestation de la part du saisi : suivant la nature et l'importance de la créance, le juge de paix, ainsi qu'on l'a vu précédemment, tranche la difficulté lui-même ou surseoit au jugement de validité, renvoyant les parties à se pourvoir devant le juge compétent.

Jugement de validité. — Enfin, d'une façon ou de l'autre, les difficultés ont été réglées. C'est alors qu'intervient le jugement définitif par lequel le juge de paix

(1) Trib. paix Envermeu (Seine-Inférieure) (D. 97, 2, 353).

valide la saisie, à moins qu'au contraire il n'en prononce mainlevée. Du jugement en lui-même, il n'y a rien à dire, car c'est une décision de juge de paix rendue, en la forme ordinaire, sauf pourtant l'application, constante en cette procédure, des dispenses de timbre et d'enregistrement contenues dans l'article 15. Mais si la loi du 12 janvier 1895 n'a pas voulu innover en ce qui concerne la forme du jugement de validité, elle a au contraire édicté des prescriptions toutes nouvelles pour les voies de recours ouvertes contre ce même jugement.

Appel. — Au cas où le jugement est contradictoire, le condamné conserve le droit d'appel, suivant les règles ordinaires, lorsque l'objet du litige dépasse 100 francs (on a vu plus haut qu'on a voulu reculer cette limite jusqu'à 200 francs). Mais le délai d'appel est ici tout particulier. Il est fixé à 10 jours, et le point de départ n'en est pas, comme en droit commun, la signification du jugement : il commence à courir, sans qu'il soit besoin de signification, du jour même du prononcé du jugement, s'il est contradictoire, et pour le jugement par défaut, du jour de l'expiration des délais d'opposition. La signification a pu être sans inconvénient supprimée, car si le jugement est contradictoire, la partie qui a comparu en a nécessairement connaissance, et, s'il est rendu par défaut, la partie défaillante en a été informée, ainsi que de ses dispositions, par une lettre recommandée du greffier, ainsi qu'il va l'être dit tout à l'heure. Quant à la forme dans laquelle doit être

interjeté l'appel, la loi n'ayant rien statué, il faut admettre que ce sera par exploit d'huissier (1).

Le délai spécial d'appel de 10 jours, édicté par l'article 10, est-il seulement applicable au jugement définitif de validité, ou doit-on l'appliquer à un jugement interlocutoire, tel qu'un jugement de compétence? La question, négligée jusqu'ici par les auteurs, s'est posée devant la jurisprudence, et elle a été résolue en sens opposé par deux chambres du même tribunal à sept jours d'intervalle : la première prétendait qu'une disposition aussi exceptionnelle ne devait pas être étendue au delà de ses termes (2), et l'autre déclarait qu'en l'absence de toute distinction faite par le législateur lui-même entre les divers jugements qui peuvent être rendus en cette matière, on doit les considérer comme étant tous régis par les mêmes règles (3). Dans cette incertitude de la jurisprudence, il est préférable de se ranger à l'avis le plus doux, car ce sera probablement le plus conforme aux intentions du législateur de 1895.

Quant à la procédure d'appel, elle sera naturellement régie par les dispositions de droit commun relatives à l'appel des décisions de juges de paix. Il faut seulement remarquer que l'administration de l'enregistrement, plus libérale sur ce point que la plupart des auteurs, a étendu à cette instance d'appel, ainsi qu'à l'exploit par lequel l'appel est formé, la dispense de timbre et d'en-

(1) Emion, n° 112; Bourguenil, n° 66.

(2) Trib. civ. Seine (7^e ch.), 23 mars 1897 (D. 97, 2, 353).

(3) Trib. civ. Seine (2^e ch.), 30 mars 1897 (D. 97, 2, 353).

enregistrement édictée par l'article 15 de la loi du 12 janvier 1895 (1).

Opposition. — L'opposition a été réglée par notre loi d'une façon encore plus exceptionnelle que l'appel. Elle a pour base, non une signification ordinaire du jugement, mais un simple avis de ses dispositions, transmis par le greffier à la partie défaillante, par lettre recommandée, dans les cinq jours du prononcé. Quant au délai d'opposition, il se trouve réduit à huit jours, à compter de la date de la lettre. La disposition n'est peut-être pas des plus heureuses, et il est d'autant plus surprenant de la rencontrer ici, que lors du vote du projet de la loi à la Chambre des députés, dans la séance du 27 juin 1893, M. Royer s'était élevé avec grande raison contre un texte analogue, mais plus restrictif (trois jours de la date de la lettre), présenté par la commission, et qu'il avait réussi à y faire substituer par la Chambre le texte suivant : « dans les huit jours de la date *de la réception* de la lettre », date constatée par le récépissé de la poste. Ainsi la partie défaillante avait huit jours pleins pour faire opposition au jugement. Cependant, sans qu'on en puisse connaître le motif, et peut-être par simple inadvertance, la commission sénatoriale, tout en conservant le nouveau délai de huit jours, reprit en partie la rédaction primitive, et le texte ainsi remanié fut voté sans aucune observation de la

(1) Instruction de la Direction de l'Enregistrement, 15 février 1895, inscrite en tête du Commentaire de M. Emion, p. 42.

part du Sénat, ni de celle de la Chambre, désireuse surtout de ne pas retarder le vote d'une loi utile et toute prête. Il faut donc s'en tenir aux termes actuels de la loi.

L'opposition est reçue dans la forme la plus simple : une déclaration au greffe, inscrite sur le registre de l'article 14. Les parties intéressées sont alors convoquées, dans la même forme que pour le précédent jugement, pour la plus prochaine audience utile. Le jugement est alors rendu à nouveau, mais, par une innovation importante, au lieu de n'être contradictoire qu'à l'encontre des parties qui ont comparu ou du premier opposant, suivant les principes ordinaires du droit commun, ce second jugement sera réputé contradictoire à l'égard de toutes les parties en cause, quand bien même elles n'auraient pas encore formé d'opposition. Cette disposition a pour but évident d'éviter aux parties les longueurs que pourrait inspirer l'esprit de chicane. Le législateur a voulu que l'instance ne se prolongeât que le moins possible : tant pis pour les créanciers négligents qui, avertis par deux fois, n'ont point donné signe de vie. Il y a présomption de renonciation, de leur part, aux droits résultant de leur saisie-arrêt. Il ne leur restera donc, contre le second jugement, que la voie de l'appel, dans les conditions qui viennent d'être énoncées ci-dessus, et sans qu'il soit nécessaire de leur signifier ce second jugement, réputé contradictoire.

Le juge de paix conserve, dans notre procédure, la fa-

culté d'ordonner l'exécution provisoire d'une décision, nonobstant opposition ou appel, dans les conditions énoncées par l'article 11 de la loi du 25 mai 1838, c'est-à-dire de droit dans tous les cas où il y a titre authentique, promesse reconnue, ou condamnation précédente dont il n'y a pas eu appel, et facultativement, sans caution, pour pension alimentaire ou quand la somme n'exède pas 300 francs, et avec caution au-dessus de cette somme.

Caractère et effets du jugement de validité. — Quant au caractère du jugement de validité, il est généralement admis, en droit commun, qu'il est attributif de propriété, opérant à l'égard du saisissant un transport judiciaire. Cette théorie me paraît malaisément applicable à la loi du 12 janvier 1895. Celle-ci, en effet, dans ses deux premiers articles, a échafaudé toute une théorie nouvelle ; l'insaisissabilité de la partie cessible du salaire, et l'incessibilité de la portion saisissable. Ce principe, appliqué au jugement de validité, doit faire rejeter toute idée de transport judiciaire au profit d'un saisissant, aussi bien que de transport volontaire (1), et il faut en conclure que le jugement de validité rendu sous l'empire de la loi du 12 janvier 1895, ne déplacera pas la propriété des sommes saisies, au contraire du droit commun, et que ce transport de propriété ne s'opérera qu'au moment du paiement. Il en résulte que jusqu'au moment de ce

(1) En ce sens, Bouvier-Bangillon, p. 7.

paiement, un nouveau créancier pourra venir, par une saisie, acquérir des droits sur les retenues opérées en vertu d'une saisie-arrêt déjà validée (1).

e) Répartition.

Ayant institué une procédure expéditive et peu coûteuse pour les saisies-arrêts des salaires et petits traitements, la loi du 12 janvier 1895 ne pouvait manquer de s'occuper particulièrement de la distribution des sommes retenues. La vieille procédure de distribution par contribution, avec l'intervention du juge-commissaire et des avoués, ne pouvait plus cadrer avec l'esprit de la nouvelle loi. Aussi a-t-elle encore établi sur ce point toute une procédure nouvelle.

Le trait principal est également ici l'attribution de compétence au juge de paix qui aura ainsi à assister à toute la procédure de saisie-arrêt, du premier jour jusqu'au dernier. Ce sera d'ailleurs le même juge de paix qui validera les saisies et qui fera la répartition : la rédaction même de l'article 11 l'indique suffisamment.

Répartition amiable. — Naturellement, la répartition par le juge de paix pourra être rendue inutile par une répartition amiable, résultant d'une entente entre les intéressés. La chose allait de soi, et point n'était besoin de l'insérer dans le texte de la loi. Le Comité des huis-

(1) M. Pabon, n^{os} 305 et 306, soutient l'opinion contraire, mais il faut se souvenir que cet auteur, par une étrange aberration, admet la cessibilité du dixième saisissable ; il est logique jusqu'au bout dans son opinion, et nous dans la nôtre.

siers de France en a cependant jugé autrement, et la commission sénatoriale a consenti aisément à leur faire la politesse d'insérer dans l'article 11 le truisme qu'ils réclamaient (1). La répartition amiable est assez fréquente dans la pratique : elle a d'ailleurs l'inconvénient d'exiger l'accord de tous les créanciers et du débiteur, sans compter celui non moins grave d'être une occasion de bénéfices pour les agents d'affaires qui apportent trop souvent aux ouvriers un concours plus onéreux encore qu'utile. Il est d'ailleurs possible que cette répartition amiable ait lieu par devant le juge de paix, mais le cas semble plus théorique que pratique : les frais étant sensiblement les mêmes que ceux de la répartition judiciaire, on ne voit pas bien quel avantage les intéressés pourraient y trouver. Aussi, malgré les longs développements consacrés par un des commentateurs de la loi de 1895 à la répartition amiable devant le juge de paix, ne semble-t-il pas que cette pratique se soit jamais généralisée.

Répartition judiciaire. — Le juge de paix n'est pas obligé de procéder à la répartition dans un temps trop rapproché de celui de la saisie-arrêt. Il a le droit d'attendre que les sommes retenues soient suffisantes pour assurer à chaque créancier un dividende de 20 0/0 au moins sur le montant de sa créance. Il ne s'agit d'ailleurs là pour le juge de paix que d'une faculté à lui accordée,

(1) V. Rapport Régismanset (*Doc. parlem.*, Sénat, 94, annexe 138, p. 176).

et rien ne l'empêche, s'il le juge à propos, de procéder plus tôt à la répartition : par exemple si l'un des créanciers, par l'énormité de sa créance, risquait de faire attendre trop les autres.

Lorsqu'il se décide à ouvrir la procédure de répartition, le juge de paix fait tout d'abord convoquer les parties par son greffier. Seulement la loi du 12 janvier 1895 n'a pas indiqué ici, comme elle a pris soin de le faire partout ailleurs, que cette convocation doit être effectuée sous la forme d'une lettre recommandée, et il faut en conclure que le greffier ne devra point user de ce mode de lettre, s'il ne veut s'exposer à en supporter les frais (1). Ainsi régulièrement convoqués, les intéressés devront se présenter au greffe pour établir le bien fondé de leur créance. La loi de 1895 n'a établi, pour la production à la répartition, aucun délai de forclusion. Le résultat de ce silence est que les créanciers pourront se présenter pour prendre part à la répartition jusqu'au moment où l'état de répartition aura été arrêté (2).

Le juge de paix procède alors à la répartition. Il commence tout d'abord par prélever les frais de la saisie, assez notablement réduits par la loi du 12 janvier 1895. Puis viendront les créances privilégiées, dans l'ordre où les place l'article 2101 du Code civil, ainsi que les lois qui l'ont modifié : frais de justice, créance du Trésor pour le recouvrement des contributions, frais funéraires

(1) *Sic*, Emion, n° 130. *Contrà*, Pabon, n° 370, note 1.

(2) Pabon, n° 379.

et de dernières maladie, mois de nourrice, salaires des gens de service et créances de fournitures pour subsistances (1). Il faut remarquer que les articles 3, 4 et 5 de la loi de 1895 ne créent pas à proprement parler de privilèges : ils permettent seulement aux créanciers particuliers qu'ils visent de faire porter leur saisie-arrêt sur une partie du salaire différente du dixième auquel ont droit les créanciers ordinaires : pour ces retenues exceptionnelles, les créanciers ordinaires ne pourront naturellement y prétendre, mais lorsque ces créanciers des articles 3, 4 et 5 viendront à concourir avec les créanciers ordinaires sur le dixième saisissable, dans les conditions déterminées plus haut, ils ne pourront prétendre à aucun privilège.

Une fois les frais de saisie et les créances privilégiées, s'il y en a, satisfaits, la somme restante forme la masse à partager au marc le franc entre les simples créanciers chirographaires. Le juge de paix procédera à cette distribution de la manière ordinaire : il additionnera les diverses créances et divisera par le total ainsi obtenu le montant de la somme à distribuer. Le quotient ainsi obtenu, multiplié successivement par le chiffre des diverses créances, indiquera la somme à distribuer à chaque créancier.

Une fois que l'état de répartition est définitivement arrêté, le juge de paix le signe, ainsi que le greffier. Cette double signature, quoiqu'elle ne soit pas formel-

(1) Pabon, n° 384 à 402.

lement indiquée par la loi, semble bien résulter à *fortiori* de la disposition qui l'exige pour les copies envoyées aux intéressés. Ces copies, revêtues de la double signature, sont adressées par le greffier, par lettre recommandée, à chaque créancier colloqué, ainsi qu'au débiteur saisi « ou au tiers saisi ». Dans la pratique, malgré la formule étrange employée par le législateur, le greffier devra avoir soin de l'envoyer également au saisi *et* au tiers saisi.

Voies de recours. — La décision du juge de paix, fixant la répartition des sommes retenues, est-elle susceptible de voies de recours? Une seule chose semble évidente, dans le silence complet gardé par la loi sur ce point important: c'est qu'il ne saurait être question d'appliquer en la matière la procédure des contredits établie pour la distribution par contribution par le Code de procédure civile. Faut-il donc en conclure que l'état dressé par le juge de paix n'est susceptible d'aucune voie de recours? La conséquence serait fâcheuse, car les créanciers peuvent parfaitement se trouver lésés par une répartition mal faite; il ne s'agit point là d'une décision de juridiction gracieuse, et il faut leur laisser le moyen de faire valoir leurs justes réclamations. Aussi la plupart des auteurs admettent-ils la possibilité d'un appel formé dans les 10 jours de la communication par lettre recommandée, par analogie avec le cas prévu par l'article 10 et dans les mêmes formes (1). Un auteur

(1) Emion, nos 136 et 137; Pabon, n° 453; Le Pelletier, n° 104; César-

admet également la possibilité de l'opposition à cette répartition de la part d'un créancier défaillant, dans les conditions de l'article 10 (1). L'absence de texte permet ici un peu de facilité, mais il est permis de penser que les créanciers défaillants useront bien rarement de la voie de recours qu'on veut leur accorder : s'ils n'ont pas répondu à la convocation à eux adressée par le greffier, ne serait-il pas étrange qu'ils vinssent ensuite former opposition à une répartition qui ne leur sera pas communiquée, car le greffier n'en donne avis qu'aux créanciers colloqués, et leur défaut a dû les faire exclure de la répartition ?

Consignation des sommes retenues.— Les créanciers, munis de leur extrait de répartition, touchent enfin au but de toute cette procédure : le paiement des sommes qui leur sont dues. Pour le paiement, ils devront s'adresser au tiers saisi lui-même, s'il est encore en possession du montant des retenues. La loi du 12 janvier 1895 a encore innové sur ce point. En droit commun pendant la procédure de saisie-arrêt le tiers saisi, tenu de conserver l'argent par lui retenu sur les salaires, a la faculté de consigner cette somme (la question de savoir s'il est nécessaire de faire précéder cette consignation d'offres réelles est fortement discutée) ; le saisissant et le saisi peuvent même au besoin l'y contraindre (2).

Bru, p. 455. M. Bouvier-Bangillon, p. 14, admet également l'appel de la répartition, mais comme d'une décision ordinaire d'un juge de paix.

(1) Pabon, n° 445.

(2) Roger, n°s 430 et suiv.

Mais lorsqu'on en vient à la procédure de distribution, cette faculté légale se transforme en obligation, et le tiers saisi, aux termes de l'article 657 du Code de procédure civile, ainsi que des articles 2 et 18 de l'ordonnance du 3 juillet 1816, doit consigner dans la huitaine qui suit l'expiration du délai d'un mois accordé aux intéressés pour convenir d'une distribution à l'amiable.

Le dernier alinéa de l'article 11 a changé tout cela : désormais, le tiers saisi pourra conserver par devers lui les sommes retenues, et dans ce cas il les paiera lui-même aux mains des créanciers. C'est lui éviter l'ennui d'une formalité, mais cette innovation a d'autre part le grave inconvénient d'exposer les saisissants et le saisi lui-même aux risques de l'insolvabilité du tiers saisi. Ce risque est, il est vrai, légèrement atténué par le privilège accordé en pareil cas aux salaires d'ouvriers par l'article 2102 du Code civil, et que la loi récente du 6 février 1895 vient encore d'étendre aux commis et employés de commerce, mais l'inconvénient subsiste toujours dans une large mesure. Ce serait néanmoins exagérer la portée de la loi du 12 janvier 1895 que d'admettre qu'elle interdit désormais toute consignation au tiers saisi (1). Nulle part n'y est formulée une telle innovation, et les termes qu'elle emploie n'ont rien d'impératif : le patron pourra toujours, s'il le veut, consigner les sommes retenues à la Caisse des dépôts et consignations, et les sai-

(1) En ce sens, Bourguenil, n° 67.

sissants, ainsi que le saisi, conserveront toujours le droit de l'y contraindre (1).

Quant aux comptables de deniers publics, ils continueront, comme par le passé, à consigner d'office, dans tous les cas, le montant des retenues par eux opérées sur les traitements et salaires, conformément aux dispositions de l'ordonnance du 16 septembre 1837 (2).

Que les sommes retenues se trouvent dans la possession du tiers saisi ou de la Caisse des dépôts et consignations, le paiement s'effectuera de la façon la plus simple. Sur le vu de l'état de répartition à lui présenté, le détenteur remettra à chaque créancier la somme qui lui est attribuée. En marge de cet état de répartition qui sera laissé entre ses mains, il fera au fur et à mesure des paiements donner quittance par les créanciers colloqués, et se trouvera ainsi valablement déchargé d'autant. Au cas, cependant, où le tiers saisi ferait difficulté de payer, les créanciers colloqués auront contre lui une action directe, plus facile à exercer que l'action qu'ils auraient pu exercer comme substitués aux droits du saisi.

Si les sommes retenues sont suffisantes pour désintéresser intégralement tous les créanciers, y compris le montant des frais de la saisie, la répartition et le paiement qui la suivra termineront la procédure de saisie-arrêt. Dans le cas contraire, il n'y aura qu'une répartition partielle permettant aux créanciers d'attendre plus

(1) Pabon, n° 80, 81 et 317.

(2) Pabon, n° 82.

patiemment le reste de leur argent, et le tiers saisi se trouvera déchargé d'autant, en attendant la répartition définitive. Rien n'empêche d'ailleurs qu'il se produise successivement plusieurs répartitions, suivant les circonstances du fait, dont le juge de paix sera seul appréciateur dans la limite fixée par l'article 11.

f) Timbre et enregistrement.

Dispense des droits. — Parvenus au terme de la procédure de la loi du 12 janvier 1895, il nous reste encore à mentionner un principe général formulé par l'article 15 et dont nous avons déjà bien souvent signalé les nombreuses applications. C'est la dispense de droits de timbre et d'enregistrement, qui, à elle seule, suffirait à faire de la loi de 1895, malgré ses imperfections inévitables, une loi de progrès. Il ne suffisait pas, en effet, de déterminer avec précision et mesure la quotité saisissable du salaire, ni d'établir pour la saisie une procédure rapide et facile, si l'on n'avait soin encore de diminuer le coût excessif de la saisie-arrêt, qui sous l'empire de l'ancienne législation, absorbait bien souvent la plus notable portion des petits salaires saisis. Pour diminuer ces frais, il y avait deux moyens, et le législateur les a tous les deux employés : profiter de la substitution du greffier de justice de paix à l'huissier pour réduire ses émoluments, ainsi qu'on va le voir tout à l'heure ; mais aussi et surtout supprimer la lourde charge du timbre et de l'enregistrement.

Limite de cette dispense. — Annoncée dès l'origine, et consacrée par le projet de loi ministériel, cette généreuse pensée n'a pas manqué de trouver, dès l'abord, devant elle l'hostilité de l'administration de l'Enregistrement; gardienne vigilante de notre législation fiscale, celle-ci ne pouvait manquer de déplorer amèrement cette diminution dans les recettes du trésor. « L'administration des finances, écrivait le ministre à la Commission du Sénat, n'a cessé de signaler comme funestes à l'équilibre budgétaire les nombreuses exceptions qui, sous l'apparence de dispositions assez inoffensives, menacent de créer une série de privilèges incompatibles avec le respect dû au principe de l'égalité des contribuables devant l'impôt (1). » Il y aurait bien à dire, certes, sur ce principe d'égalité si souvent invoqué, et en vertu duquel l'impôt frappe avec la même impartialité le superflu du riche et le gain insuffisant de l'indigent. Mais sans aborder cet ordre d'idées, il suffit de faire remarquer, avec le rapporteur du projet, la modicité du dégrèvement, les droits ne devant être perçus que sur des retenues s'élevant seulement au dixième de petits traitements ou de salaires d'ouvriers. D'ailleurs, après avoir transmis les doléances de son administration, le ministre des finances ne crut pas devoir insister, et son silence, lors des diverses discussions du projet tant à la Chambre qu'au Sénat, acheva d'ôter tout scrupule au législateur.

(1) Rapport Régismanset (*Doc. parlam.*, Sénat, 94, annexe 138, p. 176.

Conçue dans les termes les plus généraux, la dispense de l'article 15 s'étend à tous les exploits, autorisations, jugements, décisions, procès-verbaux, états de répartitions et leurs copies, avertissements et lettres recommandées, qui devront intervenir en exécution de la loi du 12 janvier 1895. Nous avons vu précédemment que l'administration de l'enregistrement, par une remarquable libéralité, avait cru devoir étendre le bénéfice de ce texte à toute la procédure d'appel suivie devant les tribunaux ordinaires à l'occasion d'une saisie-arrêt portant sur un petit traitement ou salaire. On retrouvera encore par deux fois l'article 15 et son degré d'extension, au sujet des mainlevées d'oppositions et pour ce qui concerne des cessions de salaires.

g) Frais de procédure.

Décret du 8 février 1895. — La substitution presque entière, dans la procédure de saisie-arrêt, des greffiers de justice de paix aux huissiers, devait avoir naturellement pour conséquence l'établissement d'un tarif tout nouveau. Prévu par l'article 16 de la loi du 12 janvier 1895, ce tarif fut bientôt après promulgué par un décret en date du 8 février 1895. Il alloue aux greffiers, en dehors de tous déboursés faits par eux, 50 centimes pour chaque communication par lettre recommandée, somme portée à 1 fr. 75 lorsque ces lettres contiennent notification d'un jugement par défaut ; — 2 francs pour

chaque copie de l'état de répartition, et 1 franc pour un simple extrait de ce même état.

Actes non prévus au décret. — Le décret du 8 février 1895 n'a pas prévu tous les actes qui peuvent être nécessités par la nouvelle procédure de saisie-arrêt. Que devra-t-on faire en pareil cas ? La jurisprudence n'est pas fixée encore sur ce point. Le juge de paix du canton sud de Versailles avait cru pouvoir établir qu'il était seul en situation de taxer les dépenses de toute nature occasionnées par la procédure de saisie-arrêt et qu'il pouvait accorder, selon qu'il lui semblait équitable, des rémunérations en dehors des termes de l'article 16 de la loi et du décret du 8 février 1895 : leurs termes, disait-il, n'ont rien de limitatif puisqu'ils ne prévoient que quelques-uns des actes nouveaux nécessités par la saisie-arrêt, et il s'appuyait encore sur la déclaration faite par M. le Sénateur Chovet au congrès des greffiers de paix, tenu à Compiègne le 19 décembre 1895, que les commissions parlementaires s'étaient occupées de la question, et dans un sens favorable (1). Mais ce système très favorable aux greffiers n'a pas trouvé grâce en appel, devant le tribunal civil, lequel, par son jugement, admet le pouvoir de taxation du juge de paix, mais ajoute qu'il n'appartient pas à celui-ci de compléter les actes émanant du pouvoir législatif ou des règlements administratifs rendus en exécution des lois, et que cette façon de pro-

(1) Trib. paix Versailles (canton sud), 30 déc. 1896.

céder serait plus illégale encore quand il s'agit d'appliquer des décrets dont la loi du 12 janvier 1895 a voulu, dans un but de célérité et d'économie, précisément écarter l'application (1). Aucune analogie ne peut donc être invoquée avec les situations prévues par les tarifs qui s'appliquent aux greffiers de 1^{re} instance. Le texte du décret est formel : en dehors des taxes par lui allouées, les greffiers de justice de paix ne peuvent prétendre qu'au remboursement de leurs déboursés.

h) Mainlevée.

L'opposition se termine normalement par la mainlevée. Celle-ci peut se produire de deux manières différentes : ou bien elle résulte d'un jugement, ou elle est donnée à l'amiable par le créancier saisissant.

Mainlevée judiciaire. — Du premier cas, il n'y a presque rien à dire : au lieu de prononcer la validité de l'opposition, le jugement rendu par le juge de paix en prononce la mainlevée ; il n'y a d'ailleurs rien de changé dans la manière dont il est rendu, sinon que, dans ce cas, ce sera le plus souvent le saisi qui aura pris l'initiative de la convocation des intéressés. Une fois le jugement de mainlevée passé en force de chose jugée, le tiers saisi n'a plus qu'à l'exécuter en remettant au saisi les sommes déjà retenues et en cessant toutes retenues pour l'avenir, à condition, bien entendu, qu'il n'existe sur le saisi aucune autre opposition.

(1) Trib. civ. Versailles, 29 avril 1897 (*Gaz. Trib.*, 16 mai 1897).

Mainlevée amiable. — Quant à la mainlevée donnée à l'amiable, aucun texte n'en précise la forme. Il suffira donc d'un simple acte sous seing privé. Le tiers saisi, toutefois, peut réclamer la légalisation de la signature du saisissant, s'il a quelque doute. Une autre formalité lui est encore applicable, c'est celle du timbre et de l'enregistrement. L'administration de l'enregistrement a en effet refusé de comprendre les mainlevées dans l'exemption formulée par l'article 15. « Par une décision du 7 septembre 1895, M. le Directeur général a résolu dans le sens de la négative la question de savoir si les mainlevées d'oppositions pratiquées en vertu de la loi du 12 janvier 1895, sont dispensées de la double formalité du timbre et de l'enregistrement. Cette décision est basée sur ce que l'énumération contenue dans l'article 15 de la dite loi, des actes qui à l'avenir seront rédigés sur papier non timbré et enregistrés gratis, a un caractère essentiellement limitatif, et notamment que l'expression « autorisation » n'a trait, sans aucun doute, qu'aux autorisations de saisies que MM. les juges de paix sont appelés à donner, à défaut de titre, en vertu de l'article 6 de la loi nouvelle (1).

Pour ce qui est enfin des administrations publiques qui, fidèles aux prescriptions de l'article 31 de la circulaire ministérielle du 11 décembre 1879, exigeaient la remise de l'original de l'exploit d'opposition à l'appui de

(1) Lettre du Directeur de l'Enregistrement, 27 novembre 1896 (*L. nouv.*, 1896, 3, 201).

la mainlevée, lorsque celle-ci n'était point faite sous forme d'acte notarié, elles ont dû se relâcher de cette exigence : il n'y a point d'original du tout pour les interventions, et l'original del'unique exploit est déposé au greffe.

Aux termes de l'article 12 de la loi du 12 janvier 1895, les effets de la saisie-arrêt et des interventions subsistent jusqu'à l'entière libération du débiteur : les retenues ne cesseront qu'avec la dernière mainlevée de la dernière opposition. Il en résulte que les mainlevées devront normalement être remises au greffier qui les inscrira sur le registre de l'article 14, puis en donnera avis au tiers saisi par lettre recommandée (1). Néanmoins, le tiers saisi pourra aussi recevoir directement la mainlevée. Le seul inconvénient de cette procédure, c'est que le greffier, non prévenu, ne peut radier la saisie-arrêt initiale, en sorte que si plus tard le saisi se trouve de nouveau aux prises avec un saisissant, une nouvelle saisie ne pourra être autorisée, et l'on devra se borner à une simple intervention. Il a d'ailleurs été dit plus haut que cette intervention suffit, à elle seule, à faire commencer les retenues, et le résultat sera le même.

i) Application de la procédure à la signification de cession.

On vient de voir quelle est, dans son ensemble, la procédure nouvelle instituée par la loi du 12 janvier 1895. Cette procédure s'applique uniformément désormais à toutes les saisies pratiquées sur les petits traite-

(1) Circulaire, 5 nov. 1896 (*L. Nouv.*, 96, 3, 202).

ments et salaires, et il va de soi que les règles de compétence et de procédure édictées par le titre II de cette loi s'appliquent également aux saisies pour cause alimentaire, l'exception indiquée par l'article 3 ne portant que sur la portion saisissable (1). Dans quelle mesure convient-il d'appliquer également les dispositions de ce titre II aux significations de cession ?

Dispense des droits de timbre et d'enregistrement.

— Nous avons vu précédemment que les règles nouvelles de compétence ne devaient point être étendues aux cessions. Il a été jugé de même que la loi du 12 janvier 1895 n'a pas entendu appliquer une procédure particulière aux instances en validité de transport du dixième cessible et en attribution des sommes cédées dans les limites de ce dixième : ce sont les règles ordinaires de procédure établies par la loi du 25 mai 1838 qui doivent être suivies (2). Il est cependant un article de la loi du 12 janvier 1895 qui paraît applicable aux significations de cessions : c'est l'article 15 et sa dispense générale de timbre et d'enregistrement. Parmi les termes de son énumération limitative, figurent ceux-ci : « Tous les exploits... qui pourront intervenir en exécution de la présente loi..... » Or, l'exploit de signification de cession semble bien être dans ces conditions : il est fait en exécution de la loi de 1895, puisqu'il a pour objet de faire

(1) Trib. civ. Seine (7^e ch.), 22 mai 1896 (S. 97, 2, 54) ; Trib. civ. Narbonne, 23 février 1897 (D. 97, 2, 353).

(2) Trib. civ. Seine, (7^e ch.), 17 mars 1897 (*Gaz. Trib.*, 7-8 juin 1897).

opérer la retenue prescrite par l'article 2, et cela est si vrai que la formule de signification aujourd'hui unanimement adoptée par les huissiers de Paris contient la mention formelle que « la présente signification est faite en exécution de l'article 2 de la loi du 12 janvier 1895. » On est donc autorisé à exiger que cette signification soit faite sur papier non timbré. De là, en pratique, une lutte assez vive tout d'abord entre la Caisse municipale de la ville de Paris et les huissiers, ceux-ci présentant des exploits sur papier timbré que le conservateur des oppositions refusait de viser. Le parquet de la Seine, consulté, donna tort aux huissiers par une lettre en date du 25 août 1896. Cependant les huissiers, lorsqu'ils voulurent se plier à signifier sur papier libre, se trouvèrent aux prises avec l'administration de l'Enregistrement, qui refusait d'admettre la nouvelle théorie administrative, et ne consentait à enregistrer gratis leurs significations que si elles étaient revêtues du visa du greffier, par analogie avec les dispositions de l'article 6. C'est ce que les huissiers se sont actuellement résignés à faire, quoique rien ne soit moins légal qu'un tel mode de procéder. Tout récemment, la Chambre des huissiers a demandé de nouvelles instructions au parquet de la Seine, mais celui-ci ne se presse pas de donner sa dernière décision, et la pratique irrégulière des significations de cessions sur papier non timbré, avec le visa du greffier, continue toujours à fonctionner.

D'ailleurs, les greffiers de justice de paix ne se con-

tentent pas de viser ainsi les exploits de signification de cessions. Par extension des dispositions de la circulaire du 5 novembre 1896, ils reçoivent également les désistements de ces significations, analogues dans leurs effets aux mainlevées d'opposition, et les transmettent au tiers saisi.

§ 3. — Rétroactivité de la loi du 12 janvier 1895.

La loi du 12 janvier 1895 ne contient aucune disposition transitoire. C'est là une lacune fort fâcheuse, et d'autant plus regrettable que depuis la promulgation de cette loi, ni les auteurs ni la jurisprudence n'ont pu s'accorder sur le caractère qu'il convient de lui attribuer non plus que sur les conséquences pratiques à en tirer au point de vue de la rétroactivité ou de la non rétroactivité de ses dispositions.

La question de la rétroactivité de la loi du 12 janvier 1895 se divise tout naturellement en deux questions bien distinctes. Cette loi comprend en effet deux titres fort différents d'objet : le premier règle la mesure des effets de la saisie-arrêt, et touche directement au fond même du droit du saisissant ; l'autre présente le caractère bien net d'une loi de procédure et de compétence. Il convient, ainsi que l'ont fait d'ailleurs la plupart des commentateurs, d'étudier séparément ces deux questions. On verra bientôt que, chez le plus grand nombre, elles ont reçu pour des motifs différents une solution analogue.

a) *Rétroactivité du titre premier*

En ce qui concerne le titre 1^{er} de la loi de 1895, un certain nombre d'auteurs se sont attachés de préférence au principe posé par l'article 2 du Code civil, que les lois ne sauraient disposer que pour l'avenir et n'ont point d'effet rétroactif. Une loi nouvelle ne peut par conséquent porter atteinte aux droits acquis antérieurement à sa promulgation. Appliquant ce principe à la matière des saisies-arêts, il suffit, disent-ils, d'une opposition signifiée antérieurement à la promulgation de la loi du 12 janvier 1895, pour conférer au saisissant un droit sur le salaire de son débiteur, droit auquel la loi nouvelle ne peut porter atteinte. La conséquence pratique de ce système, c'est pour les saisissants dont les oppositions ont été signifiées antérieurement à la promulgation de la loi, le droit de continuer à toucher la totalité du salaire de leurs débiteurs, s'il s'agit d'ouvriers ou de petits employés au service des particuliers, ou tout au moins la quotité saisissable déterminée par la loi du 21 ventôse an IX, s'il s'agit de fonctionnaires. La rigueur de ce système, non moins que les raisons juridiques que l'on peut invoquer contre lui, l'a sans doute empêché de triompher définitivement, malgré l'autorité des auteurs qui le défendent (1). On le trouve cepen-

(1) En ce sens : Glasson, note dans D. 96.2.185 ; Dessailly, *Etude sur la loi du 12 janvier 1895* (thèse), p. 231 ; Bouvier-Bangillon, p. 7 ; César-Bru, p. 458. M. Schaffauser qui avait tout d'abord partagé cette opinion (*Lois nouv.*, 95. 1, p. 103, n° 67) est dans une révision récente de son travail, revenu sur ce point à la solution opposée (*Lois nouv.*, 97. 1, n° 228).

dant consacré par un certain nombre de décisions judiciaires (1).

Les auteurs qui ont opposé à ce système celui de la rétroactivité ne se sont pas tous placés au même point de vue. Trois arguments d'ordre différent, et de valeur fort inégale, ont été tour à tour produits en faveur de l'effet rétroactif du titre premier de la loi du 12 janvier 1895. Les lois interprétatives, a-t-on fait remarquer, sont certainement exceptées du principe général de non rétroactivité posé par l'article 2 du Code civil : elles ne font que développer les règles d'un droit préexistant quoique douteux et obscur, et l'on ne peut dire qu'elles édictent des dispositions nouvelles. Ceci admis, et nul n'y contredit, on a prétendu attribuer ce caractère interprétatif à la loi du 12 janvier 1895, qui aurait simplement interprété la jurisprudence antérieure, en la régularisant et la ramenant à un taux uniforme. Ce raisonnement a été rejeté par les adversaires de la rétroactivité, et il faut convenir que, sur ce point du moins, ils avaient grandement raison. Une insaisissabilité partielle, restriction formelle au principe de l'article 2092 du Code civil, constitue une innovation, et fort importante, loin de pouvoir être qualifiée d'interprétation. Quoi de plus bizarre, d'ailleurs, qu'une loi interprétant une simple jurisprudence ? Enfin, ce qui doit être une raison décisive pour

(1) Trib. civ. Perpignan, 20 février 1895 (D. 96.2.187) ; Trib. civ. Seine, (référés), 2 mars 1895 (*Monit. j. Paix*, 95, p. 197) ; Trib. civ. Seine (7^e ch.), 9 juin 1896 (S. 97.2.119) ; Trib. civ. Seine (7^e ch.), 23 mars 1897 (D. 97.2.253) ; Trib. civ. Seine (7^e ch.), 29 mai 1897 (*Gaz. trib.*, 31 juillet 1897).

rejeter absolument cette manière de voir, c'est que pour les fonctionnaires, tout au moins, dont le sort était précédemment fixé par la loi du 21 ventôse an IX, il y a manifestement changement de législation et diminution de l'effet accordé aux saisies-arrêts pratiquées sur leurs traitements. Le caractère interprétatif de la loi est donc inapplicable aux fonctionnaires, ainsi que le reconnaît lui-même un auteur qui présente cet argument à titre très secondaire (1), et il est facile de voir que si la loi du 12 janvier 1895 a innové à leur égard, cela suffit pour ruiner tout le système échafaudé sur son prétendu caractère interprétatif.

D'autres auteurs se sont attachés, avec plus de succès, à montrer que la réduction des effets des saisies antérieures ne lèse aucun droit acquis, et que par suite on ne peut invoquer le principe de non-rétroactivité. Quel droit procure au créancier saisissant la signification d'une opposition ? Aucun, en réalité, car s'il est vrai que l'exploit de saisie-arrêt, régulièrement formé, oblige le tiers saisi à conserver par devers soi tout ou partie de la somme par lui due à son employé, à titre de salaire, il n'en résulte pas pour le saisissant un droit direct sur la partie de salaire ainsi retenue. De fait, mille événements peuvent se produire qui viennent amoindrir ou supprimer l'espérance raisonnable que le saisissant a pu concevoir de toucher cet argent : la survenue d'au-

(1) Appleton (note dans Dalloz, 96, 2, 289).

tres créanciers opposants, qui viendront en concours avec lui, d'un créancier privilégié peut-être, qui le primera tout à fait ; la faillite du commerçant tiers saisi, qui anéantit en entier l'effet de la saisie ; etc. On voit qu'aucun droit n'est acquis au saisissant à raison de sa seule opposition : ce ne sera que lorsque le jugement de validité passé en force jugée, sera venu lui attribuer les sommes retenues, que le saisissant pourra se dire en possession d'un droit acquis sur le salaire du débiteur. Jusque-là, son droit ne subit aucune lésion par la réduction des effets de sa saisie, et il ne peut se plaindre d'un effet rétroactif, alors que son intérêt seul est atteint (1).

Ce raisonnement semble à lui seul fort concluant, mais au cas même où l'on refuserait de l'admettre, il est encore un autre argument qui suffirait à faire rejeter l'opinion des partisans de la non-rétroactivité : c'est le caractère d'ordre public du titre premier de la loi du 12 janvier 1895. Il est généralement reconnu que les lois d'ordre public échappent au principe de non-rétroactivité posé par l'article 2 du Code civil. Or, rien de plus facile que de démontrer que tel est le caractère du titre premier de notre loi. Tout d'abord, c'est une propriété naturelle des lois relatives aux voies d'exécution forcée, qui sont réglées dans l'intérêt général bien plus que dans l'intérêt particulier des créanciers et des débiteurs (2). Et

(1) En ce sens, Pabon, n^o 93 et 95 ; Schaffauser (*Lois nouv.*, 97, 1, p. 217) ; Appleton (note dans D. 96, 2, 289).

(2) Aubry et Rau, t. 1, § 30, p. 110 (5^e édition).

pour s'en tenir à la loi seule qui nous occupe, qui ne voit le grand intérêt public attaché à la protection des petits salaires ? La société tout entière est intéressée à ce qu'un de ses membres ne puisse être légalement privé des ressources qui lui sont indispensables pour assurer son existence et celle de sa famille. Agir autrement, ne serait-ce pas le pousser aux redoutables suggestions de la misère et du désespoir ? Il y a en toute cette matière un immense intérêt social et humanitaire, à assurer au travailleur une partie de son salaire, et la protection de la loi lui est surtout nécessaire, à lui qui ne peut vivre, en général, sans avoir recours au crédit, et à quels créanciers souvent ! Telle a bien été la pensée du législateur de 1895, et il suffit, pour n'en pas douter, de voir en quels termes formels et impératifs il a formulé sa volonté (1).

Le caractère d'ordre public a cependant été contesté par les auteurs du parti adverse. Il est toujours facile, disent-ils, de l'attribuer à une loi quelconque en forçant quelque peu la note ; on peut dire aussi bien que la loi du 12 janvier 1895 constitue simplement une loi d'intérêt général, comme la plupart des lois, et non point une loi d'ordre public. Mais il est un point sur lequel, chose curieuse, aucun des défenseurs du caractère d'ordre public de notre loi ne paraît avoir insisté, et c'est cepen-

(1) Voy. Brillé, *De l'insaisissabilité et de l'incessibilité des traitements, appointements et salaires*, p. 59 ; et l'exposé des motifs, très net, trib. civ. Auxerre, 4 mars 1896 (*Gaz. Pal.*, 22 mai 1896).

dant le plus solide appui de leur thèse. Est-il admissible qu'une stipulation contraire puisse déroger aux dispositions impératives du titre 1^{er} de la loi du 12 janvier 1895? A cette question, nul n'hésitera assurément à répondre par la négative. « La loi du 12 janvier 1895, dit un commentateur, en tant du moins qu'aux termes des articles 1, 2, 3, 4 et 5, compris dans le titre 1^{er}, elle régleme les modalités de la saisie et de la cession des salaires, est évidemment une loi *d'ordre public*, au sens légal de ce terme. Tout acte ou toute convention contraire aux prescriptions de cette loi se trouverait donc frappé, dès l'origine, d'une nullité absolue et radicale (1). » S'il était encore nécessaire de fournir d'autres preuves à l'appui de cette opinion, il suffirait de citer la loi belge du 18 août 1887, conçue en des termes analogues à ceux de notre loi, et dont l'article premier déclare : « Toute stipulation contraire est nulle. » Il a été formellement reconnu par le ministre de la justice belge, que l'interdiction est d'ordre public et la nullité absolue : elle sera donc opposée d'office, et ne pourra être couverte par la renonciation de l'ouvrier intéressé (2). Si le législateur français n'a pas cru devoir, à l'exemple du législateur belge et de quelques autres, insérer dans la loi

(1) Schaffhauser, n° 50 (*Lois nouvelles*, 1897). Cet auteur qui admet à présent l'effet rétroactif de la loi s'était, par une curieuse inconséquence, prononcé en faveur du caractère d'ordre public d'une façon peut-être encore plus catégorique, dans la première édition de son commentaire, où il refusait à la loi toute rétroactivité (*Lois nouvelles*, 95, n° 37).

(2) *Ann. lég. étr.*, 1887, p. 612, et note.

du 12 janvier 1895 une disposition analogue, c'est qu'il l'a considérée comme inutile, son intention se dégageant avec une netteté suffisante des termes par lui employés. Or s'il est impossible de nier que les dispositions impératives de la loi du 12 janvier 1895 s'appliquent à tous les créanciers et débiteurs, en dépit même de leur volonté contraire, et qu'il leur soit impossible d'y déroger par des conventions, qu'est-ce autre chose que la marque distinctive attribuée par l'article 6 du Code civil aux lois d'ordre public ? Force est donc de conclure au caractère d'ordre public de notre loi, et, par une conséquence naturelle, à son effet rétroactif.

Les conséquences pratiques de la théorie que nous venons d'adopter sont tout opposées à celles précédemment exposées. A partir du moment où la loi du 12 janvier 1895 est devenue exécutable (à Paris, le 22 janvier 1895, et en province, un jour franc après l'arrivée au chef-lieu du *Journal officiel* du 20 janvier) l'effet des saisies antérieurement pratiquées s'est trouvé réduit de plein droit au dixième du salaire, à la condition toutefois que ces saisies ne fussent point déjà validées par un jugement devenu définitif, car autrement, ce serait porter atteinte au principe de l'autorité de la chose, jugée. Cela ne fera nulle difficulté pour les fonctionnaires, auparavant régis par la loi de l'an IX ; quant aux ouvriers ou employés des particuliers, s'il existe un jugement précédent limitant les effets de la saisie à une somme supérieure au dixième de leur salaire, ils devront

s'adresser au juge de paix (seul compétent aux termes de la nouvelle loi) pour la faire réduire au dixième (1).

En ce qui concerne les cessions consenties antérieurement à la loi du 12 janvier 1895, la question se présente d'une façon toute différente. Il est en effet bien difficile d'étendre les effets de la loi, en dépit de son caractère d'ordre public, jusqu'à des conventions intervenues entre les parties, et parfaitement valables au moment de leur naissance. Il faudra donc admettre, avec l'unanimité des auteurs qui se sont occupés de cette situation, que les retenues par suite de délégation devront être poursuivies dans les mêmes conditions qu'avant la loi nouvelle ; mais il faut observer soigneusement que cette solution ne s'applique qu'aux cessions consenties et signifiées antérieurement à la publication de la loi du 12 janvier 1895, car jusqu'à la signification la cession est complètement non avenue pour le cédé. Une cession consentie avant la mise en vigueur de la nouvelle loi et signifiée après cette mise en vigueur ne porterait effet que dans les conditions de l'article 2 (2). La solution contraire, difficile à justifier en droit, mais inspirée par

(1) Pabon, nos 93, 95 et 96 ; Emion, n° 29 ; Le Pelletier, n° 8 ; Brillié, p. 58. Trib. civ. Auxerre, 12 juin 1895 (D. 96, 2, 185) ; trib. civ. Auxerre, 4 mars 96 (D. 96, 2, 289) ; trib. civ. Narbonne, 1^{er} avril 1897 (D. 97, 2, 353). C'est également en ce sens que s'est prononcée l'Administration du Trésor (Circulaire aux Trésoriers Payeurs généraux du 26 janvier 1895, § 3).

(2) Brillié, p. 60. C'est sans doute en ce sens qu'on doit entendre des auteurs qui parlent de cessions « consenties antérieurement à la promulgation de la loi » : Pabon, n° 122 ; Le Pelletier, n° 17 ; Schaffhauser (*L. nouv.*, 1895), n° 68.

une intention généreuse et par le désir de se rapprocher de l'esprit de la loi, a été consacrée cependant en jurisprudence par une décision isolée fondée principalement sur le caractère d'ordre public de la loi, dont l'effet doit être de protéger le débiteur en le relevant, dans la mesure prévue, d'un contrat de nature à le priver de la subsistance (1). C'est également cette solution qu'a appliquée, en ce qui la concerne, la Caisse Municipale de la Ville de Paris, et il faut reconnaître qu'aucun des cessionnaires n'a réclamé. La plupart même y ont gagné : sous le régime de la loi de l'an IX, leurs cessions, primées le plus souvent par des saisies-arêts antérieures à leurs significations, ne venaient qu'en concurrence avec ces saisissants sur un cinquième du traitement, tandis que la loi nouvelle leur attribuait sans partage un dixième de ce même traitement. Quoi qu'il en soit néanmoins de ce résultat pratique, le système opposé apparaît comme plus conforme aux intérêts généraux du droit, et c'est également celui qu'a adopté, pour tous les payeurs de deniers de l'Etat, le Ministre des Finances (2).

b) Rétroactivité du titre II.

La question de l'effet rétroactif de la loi du 12 janvier 1895 se pose pour le titre II, comme pour le titre I^{er}, mais dans de tout autres conditions. Il ne s'agit plus ici de limitations apportées au droit du saisissant, mais bien

(1) Trib. paix Béthune, 6 août 1895 (*Mon. J. Paix*, 95, p. 433).

(2) Circulaire du 26 janvier 1895, § 3.

de la compétence du juge de paix substituée à celle des tribunaux ordinaires ainsi que de la procédure simplifiée établie par la loi. Devra-t-on appliquer les anciennes ou les nouvelles règles de procédure et de compétence aux actions intentées antérieurement à la promulgation de la nouvelle loi ?

La plupart des auteurs ont cru devoir admettre l'application de l'ancienne procédure, et des anciennes règles de compétence. Tous se fondent sur la vieille maxime romaine : *Ubi acceptum est semel iudicium, ibi et finem recipere debet*. Le tribunal régulièrement saisi par l'assignation en validité doit rester compétent et il continuera d'appliquer l'ancienne procédure (1). Ainsi pourront coexister devant deux juridictions différentes plusieurs actions en validité, mais, en général, les auteurs qui adoptent ce système décident qu'il ne devra y avoir qu'une seule répartition des sommes arrêtées ; cette répartition constitue en réalité une procédure distincte de l'action en validité, et elle aura lieu devant le juge de paix (2). Ce système, bien qu'en faveur parmi les auteurs, n'a pas prévalu en jurisprudence, et l'on ne peut citer en ce sens qu'un fort petit nombre de décisions judiciaires (3).

(1) Pabon, n° 180 ; Le Pelletier, n° 7 ; Bouvier-Bangillon, p. 7 ; César-Bru, p. 458 ; Desailly, p. 234.

(2) En ce sens, Pabon, n° 337 ; César-Bru, *loc. cit.* ; *contra*, Bouvier-Bangillon, *loc. cit.*

(3) Trib. paix Tunis (canton Nord), 20 avril 1895 (*L. nouv.*, 95, 2, 124) ; Trib. paix Cysoing (Nord), 27 octobre 1897 (*L. nouv.*, 97, 4, 47) ; trib. civ. Narbonne, 1^{er} avril 1897 (*D.* 97, 2, 253).

Il me paraît cependant préférable d'adopter la solution directement opposée. Ici encore, comme précédemment pour le titre I^{er}, on doit admettre la rétroactivité de la loi, quoique pour des motifs différents. Il ne saurait naturellement plus être question du caractère d'ordre public, que seul possède le titre I^{er}, à l'exclusion de l'autre. Mais ce titre II, en revanche, présente tous les caractères d'une loi de procédure et de compétence, et il est très généralement admis que les lois de compétence et de procédure doivent rétroagir. Peut-on d'ailleurs soutenir raisonnablement que les parties ont un droit acquis à être jugées dans les conditions de l'ancienne législation ? Si le législateur a changé les lois, n'est-ce pas parce qu'il a reconnu que les anciennes règles étaient défectueuses, et qu'il a reconnu la nécessité de leur en substituer de meilleures. Peut-on sérieusement réclamer le droit acquis d'être jugé selon une loi reconnue mauvaise ? Il faut donc reconnaître que la loi du 12 janvier 1895, en tant qu'elle édicte des règles de compétence et de procédure, s'applique aux instances pendantes à l'époque de sa promulgation. D'où cette conséquence que les procédures entamées devant les tribunaux devront être arrêtées et recommencées devant les juges de paix, seuls compétents aux termes de la loi nouvelle. Quant à l'objection présentée par quelques auteurs, et basée sur la perte de temps et d'argent qu'infligera aux parties ce renouvellement de procédure, il est facile de faire voir qu'elle n'est qu'apparente, et que dans le plus

grand nombre des cas, la rapidité et le bon marché de la nouvelle procédure sont tels qu'il en coûtera moins cher pour tout recommencer devant le juge de paix que pour continuer l'instance engagée devant le tribunal civil, et moins de temps également. Cette opinion, énergiquement soutenue par M. Glasson (1), est celle qui a réuni le plus grand nombre d'adhésions dans la jurisprudence (2); c'est à celle-là que je me rangerai.

Il importe d'ailleurs de faire remarquer que, malgré le nombre relativement considérable de décisions judiciaires intervenues sur la double question de rétroactivité de la loi du 12 janvier 1895, la jurisprudence n'a pu encore se fixer définitivement. Aucun arrêt soit de la Cour suprême, soit même de Cour d'appel n'est intervenu, et les jugements des tribunaux civils et des juges de paix ne présentent point de courant bien net. Il serait à souhaiter qu'une jurisprudence plus nette se forme, avant que l'extinction totale des saisies antérieures à la promulgation de la loi ne relègue la question au rang des discussions d'intérêt purement historique.

(1) Voy. la note dans Dalloz, 96, 2, 185; et à son cours.

(2) Trib. paix Paris (9^e arr^t), 17 décembre 1895 (D. 97, 2, 44); trib. civ. Lyon (3^e Ch.), 20 décembre 1895 (D. 96, 2, 289); trib. civ. Seine, 10 novembre 1896 (*Gaz. Trib.*, 20 novembre 1896); trib. civ. Beauvais, 24 décembre 1896 (S. 97, 2, 120); trib. civ. Libourne, 29 décembre 1896 (*Pand. fr.*, 97, 2, 22); trib. civ. Seine (7^e Ch.), 29 mai 1897 (*Gaz. Trib.*, 31 juillet 1897).

APPENDICE

COLONIES.

L'article 18 et dernier de la loi du 12 janvier 1895 dispose que cette loi est applicable de plein droit à l'Algérie et aux colonies. Depuis sa promulgation, elle a dû être appliquée par tous les tribunaux français des colonies, pour toutes les saisies-arêts formées sur des salaires et petits traitements. Si cette mesure ne peut présenter aucune difficulté d'application, soit en Algérie, soit dans nos colonies directes, il n'en est pas tout à fait de même en ce qui concerne les pays de protectorat. Il existe en effet dans ces pays des souverainetés locales, subordonnées à la souveraineté de la France, et dont les actes réguliers ont force de loi, ce qui peut amener un conflit avec les lois françaises nouvelles.

C'est ainsi, notamment, qu'en Tunisie, il a été jugé que l'établissement de la justice française dans ce pays a eu pour résultat de soumettre la Régence à la souveraineté française en ce qui touche les litiges où des Européens ou protégés sont intéressés, et que, par suite, ce sont les règles de compétence et de procédure établies par la loi française du 12 janvier 1895 qui doivent être seules observées par la juridiction française,

pour les saisies-arrêts sur les salaires et petits traitement opérées dans toute l'étendue de la Régence (1).

Néanmoins, si le titre II de la loi française est applicable dans son intégralité, il n'en est pas de même du titre I^{er} : celui-ci ne pourra régler les effets des saisies-arrêts formées sur des traitements payés par l'Etat tunisien. Il existe en effet un décret beylical, en date du 16 septembre 1892, aux termes duquel les traitements publics sont entièrement insaisissables lorsqu'ils ne dépassent pas 600 francs ; au-dessus de ce chiffre, c'est la même réglementation progressive que celle de la loi du 21 ventôse an IX. Or, si la loi française a bien abrogé tacitement, pour partie, la loi de l'an IX, elle n'a pu avoir le même effet contre le décret beylical, qui reste toujours en vigueur pour les traitements payés par l'Etat. Le titre I^{er} de la loi de 1895 ne s'applique, par suite, qu'aux saisies-arrêts formées sur des traitements payés par des particuliers (2).

(1) Trib. paix Tunis (canton Nord), 20 avril 1895 (*Lois Nouv.*, 95, 2, 124).

(2) *Lois Nouv.*, 95, 2, 125, note.

CONCLUSION

Il nous est maintenant possible de jeter un coup d'œil d'ensemble sur la législation que nous venons d'étudier, pour en signaler les principales défectuosités.

De la partie de cette législation qui concerne la protection des salaires, il y a peu à dire. Nous avons approuvé pleinement la réforme accomplie par la loi du 12 janvier 1895. Peut-être serait-il possible d'aller encore plus loin par la suppression complète des délégations sur salaires, ainsi qu'on va le voir dans un instant. Il est également permis de regretter que la loi du 12 janvier 1895 ait cru devoir, par un souci excessif de simplicité, établir un taux unique, au lieu d'une progression imitée de la loi de l'an IX.

Mais si le titre I^{er} de la loi du 12 janvier 1895 a été généralement approuvé, il n'en a pas été de même du titre II. Plusieurs fois déjà attaquée par les auteurs, la procédure instituée par ce titre vient d'être l'objet, au cours même de l'impression de cet ouvrage, de critiques très vives et très justifiées à la tribune même de la Chambre des Députés. A la séance du 18 janvier 1898, M. Basly a posé au Garde des Sceaux une question sur les frais excessifs occasionnés par cette loi. « L'expé-

rience, a-t-il dit, a montré que la loi, depuis qu'elle est en vigueur, a donné des résultats tout à fait contraires à ceux que le Parlement en attendait.... Dans certains cantons, il est intervenu des jugements à la suite desquels, lorsqu'une répartition a été faite, non seulement la somme totale n'a pas suffi à allouer un centime aux créanciers, mais la dette du débiteur s'est accrue. » L'orateur citait à ce propos un état communiqué par le Directeur des mines de l'Escarpelle (Nord), et d'après lequel le rapport des frais aux sommes distribuées était en moyenne de 89 0/0, sur 9 cas. Aussi M. Basly demandait-il : 1° une circulaire aux juges de paix leur enjoignant de réduire les frais au minimum ; 2° la revision du décret du 8 février 1895, et notamment la réduction du droit de 2 francs lorsque la copie de l'état de répartition devait être envoyée à de nombreux créanciers ; 3° le retrait de la précédente circulaire ministérielle relative à la nécessité de l'enregistrement des mainlevées.

A ce sujet, M. Bovier-Lapierre fit connaître que la Commission du Travail, dont il est président, est saisi de trois propositions de lois sur le même point, de MM. Basly, Rose, et Odilon-Barrot, et qu'un rapport spécial sera sous peu déposé.

Dans la séance du 20 janvier 1898, M. Milliard, ministre de la Justice, répondant à la question de M. Basly, s'est montré plus sévère encore pour la loi du 12 janvier 1895, qui, dit-il, a manqué son but. Il a annoncé le dépôt

très prochain d'un projet de loi à ce sujet, et en a d'avance indiqué les trois idées maitresses : 1^o interdiction aux ouvriers de céder une partie quelconque de leurs salaires ; 2^o espacement des répartitions partielles : le dividende devra être désormais de 25 0/0 au lieu de 20 ; 3^o extension de la dispense des droits de timbre et d'enregistrement à tous les actes relatifs à la saisie, y compris les mainlevées.

Il ne reste plus qu'à souhaiter une heureuse et rapide issue à ce projet de loi, que nous approuvons de tout point.

Vu :

Le Président de la thèse,
TH. DUCROCQ.

Vu :

Le Doyen,
GARSONNET.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
GRÉARD.

TABLE DES MATIÈRES

PREMIÈRE PARTIE

DE LA SAISIE-ARRÊT EN GÉNÉRAL.

CHAPITRE PREMIER. — Historique	Pages 1
---	------------

Origine de la saisie-arrêt, p. 1 ; droit romain, p. 4 ; droit coutumier, p. 7 ; dernier état de l'ancien droit, p. 16 ; droit intermédiaire, p. 21.

CHAPITRE II. — Principes généraux de la saisie-arrêt. .	24
--	----

Définition, p. 24 ; caractère, p. 25 ; conditions, p. 25 ; objet de la saisie-arrêt, p. 26 ; procédure, p. 28 ; effets de la saisie-arrêt, p. 31 ; concours entre saisissants et cessionnaires p. 32 ; mainlevée, p. 34 ; saisie-arrêt sur soi-même, p. 35.

DEUXIÈME PARTIE

SAISIE-ARRÊT DES TRAITEMENTS ET SALAIRES.

CHAPITRE PREMIER. — Historique et législation comparée	39
---	----

Insaisissabilité des traitements publics, p. 39 ; protection des traitements et salaires privés, p. 41 ; législations étrangères (Allemagne, Autriche, Norvège, Canada, Belgique, Luxembourg, Russie), p. 51 ; genèse de la loi du 12 janvier 1895 p. 64.

CHAPITRE II. — Insaisissabilité des traitements et salaires.		68
§ 1. GÉNÉRALITÉS		68
Définition des traitements et salaires, p. 68 ; accessoires du traitement, p. 70 ; indemnités de logement, p. 70 ; travaux extraordinaires, p. 71 ; avances, p. 72 ; remboursements d'avances, p. 72 ; pourboires, p. 75 ; part de bénéfices, p. 75.		
§ 2. TRAITEMENTS PUBLICS.		77
A. <i>Traitements publics civils.</i>		77
Loi du 21 ventôse an IX, p. 77 ; son champ d'application, p. 79 ; avocats, p. 81 ; médecins, p. 82 ; fonctionnaires civils de la marine, p. 83 ; indemnités parlementaires, p. 85 ; indemnités municipales, p. 88 ; saisies pour créances alimentaires, p. 92 ; créances de l'Etat, p. 95 ; application aux traitements civils de la loi du 12 janvier 1895, p. 97.		
B. <i>Traitements publics militaires</i>		100
a) Armée.		100
Solde des officiers, p. 101 ; solde des sous-officiers et soldats, p. 105.		
b) Marine de l'Etat.		109
Solde des officiers, p. 109 ; équipages de la flotte, p. 111.		
c) Dispositions communes aux armées de terre et de mer.		113
C. <i>Traitements entièrement insaisissables</i>		115
Traitements ecclésiastiques, p. 115 ; traitements diplomatiques, p. 117 ; allocations pour services publics, p. 117.		
§ 3. TRAITEMENTS ET SALAIRES PRIVÉS.		119
A. <i>Droit commun</i>		119
Traitements régis par le Code de procédure, p. 119.		
B. <i>Loi du 12 janvier 1895.</i>		121
Son champ d'application, p. 121 ; distinction entre les traitements et les salaires, p. 123 ; ouvriers accidentels, p. 125 ; contremaitres, p. 126 ; forts de la Halle, p. 126 ; gens de services, p. 127 ; commis-voyageurs, p. 127 ; professeurs, p. 127 ; artistes lyriques et dramatiques, p. 128.		
a) Insaisissabilité		130

Calcul de la portion saisissable, p. 130 ; paiement de la portion insaisissable du traitement, p. 133 ; augmentation rendant le traitement supérieur à 2000 francs, p. 135 ; diminution de traitement, p. 141.	
b) Incessibilité.	144
Insaisissabilité du dixième cessible, p. 146.	
c) Saisies-arrêts ou cessions pour créances alimentaires. .	149
Pensions alimentaires résultant de divorce, p. 150 ; aliments fondés sur la filiation naturelle, p. 151 ; pouvoir modérateur du juge de paix, p. 152 ; concours entre créanciers alimentaires et créanciers ordinaires, p. 154.	
d) Créances du patron contre l'ouvrier	160
Economats ouvriers, p. 160 ; fournitures d'objets indispensables au travail, p. 165 ; avances en argent, p. 168 ; fournitures diverses, p. 171.	
C. Salaires entièrement insaisissables.	172
a) Salaires de la marine marchande.	172
Capitaines, p. 174 ; pilotes, p. 176 ; employés à bord, p. 176 ; marins engagés au profit espéré, p. 177 ; exceptions à l'insaisissabilité, p. 177 ; délégations, p. 179.	
b) Salaires des prisonniers.	180
CHAPITRE III. — Procédure spéciale de la loi du 12 janvier 1895.	183
§ 1. COMPÉTENCE	183
a) Compétence <i>ratione loci</i>	184
Changement de domicile du débiteur, p. 188.	
b) Compétence <i>ratione materiæ</i>	191
Limite de la compétence en dernier ressort du juge de paix, p. 194 ; compétence pour la déclaration affirmative, p. 199 ; variation du traitement hors des limites de la loi de 1895, p. 202.	
§ 2. PROCÉDURE.	205
a) Préliminaire de la saisie-arrêt.	205
Visa du titre, p. 205 ; autorisation du juge de paix, p. 208.	
b) Exploit de saisie-arrêt.	210
Mentions spéciales que doit contenir l'exploit, p. 211 ; signification au représentant du tiers saisi, p. 212 ; absence de dénonciation, p. 213 ; dépôt au greffe de l'original de l'exploit, p. 215 ; cas où il peut y avoir plusieurs exploits, p. 216.	

c) Oppositions postérieures à l'exploit.	217
Substitution du greffier à l'huissier, p. 218.	
d) Jugement de validité.	219
Convocation des intéressés, p. 219; déclaration affirmative, p. 220; sanction, p. 224; jugement de validité, p. 225; appel, p. 226; opposition, p. 228; caractère et effets du jugement de validité, p. 230.	
e) Répartition	231
Répartition amiable, p. 231; répartition judiciaire, p. 232; voies de recours, p. 235; consignation des sommes retenues, p. 236.	
f) Timbre et enregistrement	239
Dispense des droits, p. 239; limite de cette dispense, p. 240.	
g) Frais de procédure	241
Décret du 8 février 1895, p. 241; actes non prévus au décret, p. 242.	
h) Mainlevée.	243
Mainlevée judiciaire, p. 243; mainlevée amiable, p. 244.	
i) Application de la procédure à la signification des cessions.	245
Dispense de droits de timbre et d'enregistrement, p. 246.	
§ 8. RÉTROACTIVITÉ DE LA LOI DU 12 JANVIER 1895.	248
a) Rétroactivité du titre I	249
b) Rétroactivité du titre II	257
APPENDICE. — Colonies.	261
CONCLUSION	263

Imp. G. St-Aubin et Thevenot. — J. Thevenot, successeur, St-Dizier (Hte-Marne).
